

*que
sais-je?*

HISTOIRE
DE
LA TURQUIE

ROBERT MANTRAN



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Institut kurde de Paris

GEN. 3511
(96 - 1v)



HISTOIRE DE LA TURQUIE

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

15/05/2017
« QUE SAIS-JE ? »

LE POINT DES CONNAISSANCES ACTUELLES

=====
N° 539
=====

HISTOIRE DE LA TURQUIE

par

Robert MANTRAN

*Ancien membre de l'Institut français d'Archéologie d'Istanbul
Professeur à l'Université de Provence (Aix-Marseille I)*

QUATRIÈME ÉDITION MISE A JOUR



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1975

TRENTIÈME MILLE

DU MÊME AUTEUR

Règlements fiscaux ottomans : Les provinces syriennes, en collaboration avec Jean SAUVAGET. (Publications de l'Institut français de Damas, A. Maisonneuve, édit., Paris, 1951.)

Turquie. (Hachette, édit., Paris, 1955.)

Inventaire des documents d'archives turcs du Dar el-Bey à Tunis. (Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Tunis, P.U.F., édit., Paris, 1961.)

Istanbul dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Essai d'histoire institutionnelle, économique et sociale. (Publications de l'Institut français d'Archéologie d'Istanbul, XII, A. Maisonneuve, édit., Paris, 1962.)

La vie quotidienne à Constantinople au temps de Soliman le Magnifique et de ses successeurs. (Hachette, édit., Paris, 1965.)

Les régimes politiques des pays arabes, en collaboration avec Maurice FLORY. (P.U.F., édit., Paris, 1968.)

L'expansion musulmane (VII^e-XI^e siècles). (Coll. « Nouvelle Clio », P.U.F., édit., Paris, 1969.)

Dépôt légal. — 1^{re} édition : 2^e trimestre 1952
4^e édition : 2^e trimestre 1975

© 1952, Presses Universitaires de France
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

INTRODUCTION

LES TURCS AVANT LEUR ENTRÉE DANS LE MONDE MUSULMAN

Avant de s'installer définitivement dans cette région de l'Asie occidentale à laquelle ils ont donné leur nom : la Turquie, les Turcs ont émigré, au cours des âges, depuis les régions orientales de l'Asie jusqu'en Europe centrale, et dans leur marche vers l'ouest ils ont parsemé leur route d'îlots ethniques et linguistiques qui subsistent encore aujourd'hui.

Le problème de l'origine des Turcs est demeuré assez obscur. Seules les sources chinoises nous apportent quelques renseignements sur des peuplades qui, vers le II^e millénaire av. J.-C., nomadisaient dans les étendues situées à l'ouest de la Chine septentrionale jusqu'aux environs du lac Baïkal, c'est-à-dire dans ce que l'on a appelé la Haute-Asie ou, selon la géographie moderne, la Mongolie. L'ensemble de ces territoires est isolé du reste du monde par de hautes montagnes : Altyn Tagh, Altaï, Saïan, Kingan, ou par des déserts : Lob-nor, Gobi. Dans les régions de faible altitude, le climat est désertique ou steppique : hivers très froids, étés très chauds, pluies rares ; les régions plus élevées bénéficient de quelques précipitations et sont alors couvertes de forêts ou de prairies. Plus à l'ouest, dans le Sin-Kiang (ou Turkestan chinois), la Dzungarie

et l'est du Turkestan russe, les conditions climatiques sont à peu près semblables, mais les oasis sont plus fréquentes, installées au pied des montagnes, comme dans le Tarim, où des centres tels que Kachgar, Yarkend, Khotan ont toujours été des points importants de concentration humaine et de sédentarisation.

De tout temps, les habitants de ces régions ont été avant tout des cavaliers nomades, pasteurs et chasseurs, vivant sous la tente. Ils semblent s'être organisés très tôt en tribus et en clans. Ignorant ou méprisant l'agriculture et l'industrie, en revanche ils pratiquent volontiers le pillage des pays voisins. Réfugiés dans leur contrée d'accès difficile, ils sont à l'abri des poursuites, mais constituent un danger permanent pour les régions limitrophes, et si parfois une autorité extérieure s'impose à eux, elle est le plus souvent nominale. Ces nomades ont formé trois groupes principaux : les Turcs, les Mongols et les Toungouzes, ancêtres des actuels Mandchous. Ces groupes se mélangent les uns les autres assez facilement, et ils forment alors ce que l'on pourrait appeler des confédérations de peuples, ainsi qu'il semble apparaître pour le groupe des Hiong-Nou.

Les Hiong-Nou. — Les annales chinoises du II^e millénaire mentionnent sous ce nom des peuplades qui nomadisent dans le Nord-Ouest de la Chine et dont l'habitat principal semble être la région de l'Ordos. Il n'est pas absolument sûr que les Hiong-Nou aient été tous des Turcs, mais l'élément turc devait y être prépondérant. On ne peut suivre leurs traces à travers les siècles ; on sait seulement qu'au IV^e siècle av. J.-C. ils sont chassés du Chen-Si, et qu'au III^e siècle ils sont installés en Mongolie intérieure ; leur capitale se trouve dans la région de l'Orkhon (affluent de droite de la Selenga). L'Etat Hiong-Nou atteint son apogée sous le souverain (ou *Chan-Yu*) Mao-Touen ou Mei-Tei (III-II^e s.) : il s'étend alors du Chan-Si au bassin du Tarim. Mais, en proie à des querelles internes, les Hiong-Nou sont vaincus par les Chinois (44 ap. J.-C.) et se

scindent dès lors en deux groupes : les Hiong-Nou orientaux qui, au IV^e siècle, réapparaissent dans l'histoire de la Chine où ils fondent la dynastie des Pei-Han ou Han du Nord — et les Hiong-Nou occidentaux qui, poussés par la tribu mongole des Jouan-Jouan, se mettent en route vers l'ouest, traversent l'Oural, culbutent les Alains, les Ostrogoths et les Wisigoths et s'installent en Pannonie : ce sont eux que l'Europe connaît sous le nom de Huns. Sous leur chef Attila ils remportent de brillants succès jusqu'à la défaite des Champs Catalauniques en 451 ; après cette date, ils refluent vers l'est et les derniers d'entre eux se réfugient soit au nord-ouest de la mer d'Azov, soit à l'embouchure du Don.

Les Tou-Kiu. — Au début du VI^e siècle, l'Asie centrale est sous la domination des Jouan-Jouan. Ceux-ci ont à réprimer de nombreuses révoltes de tribus turques ; l'une d'elles, celle des Tou-Kiu, dirigée par Boumyn, alliée à la dynastie chinoise des Wei, triomphe des Jouan-Jouan, et Boumyn prend le titre de *Kagan* (souverain), en même temps qu'il fonde l'Empire Tou-Kiu dont le centre est le Haut-Orkhon. A sa mort (552) son fils aîné Mou-han devient *Kagan*, avec souveraineté sur la Mongolie, et le cadet, Istemi, avec le titre de *Yabgou*, gouverne les régions de la Dzungarie, des Sept-Rivières et du Haut-Yrtych ; se séparant de son frère, orienté vers la Chine, Istemi fonde la dynastie des Tou-Kiu occidentaux. Allié au souverain sassanide Khosroès, il conquiert la Sogdiane sur les Huns Hephthalites ; la Sogdiane est alors le grand entrepôt de la soie entre l'Extrême et le Proche-Orient ; Istemi entre en contact avec l'empereur byzantin Justin II, mais il meurt en 575 et son fils Tardou se brouille avec tous ses voisins, ce qui ne l'empêche pas de conquérir le Kouban, la Crimée et la Bactriane (595). C'est ensuite l'anarchie, et, après une domination chinoise de soixante-dix ans, les Tou-Kiu occidentaux, sous Koutlouk, reconstituent leur Empire, de la Chine à la Sogdiane (711). En 716, Bilguè Kagan arrive au pouvoir, mais après lui l'Empire s'effondre peu à peu : au milieu du VIII^e siècle il a cessé d'exister. Le règne de Bilguè Kagan est important car ce souverain a laissé des inscriptions, dites inscriptions de l'Orkhon, qui nous apportent de précieux renseignements sur l'histoire et la civilisation des Tou-Kiu ; elles sont datées de 732 et de 735.

Les Ouïgour. — Au début du VIII^e siècle, deux grandes puissances se sont constituées sur le sol d'Asie : l'Empire chinois et l'Empire arabe. L'Empire chinois s'étend jusqu'à l'actuel Turkestan russe, cependant que les Arabes ont sous leur domination l'Iran, l'Afghanistan et la Bactriane ; le

gouverneur arabe du Khorassan, Qoutaïba, est l'artisan de ces succès. En 714 il s'empare même de Tachkent, mais il est assassiné l'année suivante, et les Chinois reprennent l'avantage. En juillet 751, le général arabe Ziyâd b. Sâlih inflige aux Chinois une défaite écrasante au Talas (près de l'actuelle Aulie-Ata), assurant ainsi la domination arabe sur les régions avoisinant le Turkestan.

A cette époque, les Turcs sont répartis en trois groupes principaux : les Karlouk dans la région des Sept-Rivières, les Kirghiz près du lac Balkach et les Ouïgour installés sur l'Orkhon, à Karabalgasoun. Ce dernier groupe a pris la succession des Tou-Kiu orientaux. Le premier kagan ouïgour, Alp Bilguè Tengri Ouïgour Kagan (745-759), intervient en Chine ; son fils Ouloug Ilig Tengridè Koutboulmouch Erdemin Iltoutmouch Alp Koutlouk Bilguè Kagan (759-780) s'empare de la capitale chinoise Lo-Yang (762), où il entre en contact avec des missionnaires manichéens qui le convertissent ; la religion manichéenne devient alors la religion officielle des Ouïgour ; c'est par les prêtres manichéens que les Ouïgour adoptent l'alphabet sogdien, dérivé du syriaque ancien. Pendant près d'un siècle, l'Etat ouïgour de Mongolie est un centre de civilisation intellectuelle et artistique. Mais en 840 il s'effondre sous les coups des Kirghiz, et trois ans plus tard on assiste à la constitution d'un royaume ouïgour dans le Turkestan chinois, cependant qu'un groupe moins important s'est installé en Chine, dans le Kan-Sou, où il donnera naissance aux actuels Sary Ouïgour.

Les Ouïgour du Turkestan recréent dans cette région une civilisation encore plus brillante qu'en Mongolie, qui durera jusqu'au XIII^e siècle. L'Etat qu'ils constituent est à la fois agricole, commerçant et intellectuel, et trois religions : bouddhisme, manichéisme et nestorianisme, y sont pratiquées, mais le manichéisme disparaîtra assez vite. C'est seulement avec les Ouïgour que le Turkestan occidental, jusqu'alors région indo-iranienne, se turquifie. Ainsi on assiste à un déplacement progressif des éléments turcs vers l'ouest : supplantés en Mongolie par une tribu mongole, les Kitan, ils font des régions comprises entre le Turkestan et la mer d'Aral leur domaine propre. C'est à partir

de ce moment qu'ils voisinent directement avec les Sogdiens et les autres tribus iraniennes qui sont islamisées depuis plus d'un siècle.

Premiers contacts avec l'Islam. — C'est par les Iraniens que les Turcs vont être convertis à l'Islam, selon un procédé très simple : en Transoxiane domine la dynastie iranienne des Samanides, dont la capitale est Boukhara. Ces Samanides organisent des expéditions en pays ture et en ramènent des prisonniers qui deviennent esclaves ou sont incorporés comme soldats dans l'armée. De plus en plus, l'armée samanide se turquifie, tandis qu'au contact des musulmans les Turcs se convertissent à l'Islam. En 961, Alp Tekin, esclave ture du souverain samanide Abd al-Malik I, est nommé gouverneur du Khorassan ; destitué par le fils d'Abd al-Malik, il se retire à Balkh, puis à Ghazna, en Afghanistan (962), où il va fonder l'Etat des Ghaznévides. En 977, le souverain de cette nouvelle dynastie, Sebuk Tekin, intervient chez les Samanides pour protéger leur roi contre les assauts d'autres Turcs, les Kara-Khanides ; il se fait payer cette aide par la cession du Khorassan. En 998-9, son fils Mahmoud lui succède : c'est le plus grand souverain de la dynastie. Il attaque et défait le Samanide Abd al-Malik II, assailli d'un autre côté par les Kara-Khanides : c'est la fin des Samanides. Mahmoud profite de leur disparition pour prendre le titre d'émir et le calife abbasside lui confère par la suite le titre de *Yamîn ad-dawla*, auquel il ajoute ceux de *ghazi* et de *sultan*. Mahmoud est surtout célèbre par ses incursions dans l'Inde : en 1025, il s'avance jusqu'au Gange. A l'ouest, il guerroye ou négocie, alternativement, avec les Kara-Khanides. Il meurt en 1030, après un règne consacré plus aux conquêtes et aux pillages qu'à l'établisse-

ment d'un royaume solide ; à aucun moment, il ne s'est soucié de turquiser ou d'islamiser les pays conquis ; il a même plutôt contribué à étendre le domaine de l'iranien aux dépens de l'arabe.

Son fils Mas'oud (1030-1040) lutte aussi contre les Kara-Khanides, mais en 1040, il est vaincu par de nouveaux arrivants turcs qui constituent la tribu des Seldjoukides. Les Ghaznévides sont alors rejetés hors du Khorassan vers l'est, en Afghanistan et aux Indes. A côté des Ghaznévides, la dynastie des Kara-Khanides (peut-être descendants des Karlouk), installée en Transoxiane et dans une partie du Turkestan chinois, la Kachgarie, a beaucoup plus contribué à la turquisation et à l'islamisation des régions qu'ils occupent : ce sont eux qui ont formé le premier Etat turc musulman, au début du x^e siècle. Si leur rôle est important dans l'extension de la civilisation turque et dans la conversion à l'islam de nombreux groupes turcs, leur domination politique n'a jamais connu un grand essor. Mais l'élan vers l'Ouest est commencé, et désormais l'histoire du Moyen et du Proche-Orient va devenir un fait « turc » et non plus un fait « arabe ».

CHAPITRE PREMIER

LES SELDJOUKIDES

Le monde musulman à la fin du X^e siècle. — Le califat abbasside, au pouvoir depuis le milieu du VIII^e siècle, n'a connu de véritable grandeur que durant son premier siècle d'hégémonie. L'Empire est trop vaste, et la décentralisation, l'indépendance et l'autonomie deviennent la règle. A la décomposition politique s'ajoute l'accentuation de la scission religieuse : sunnites et chiites se disputent le monde musulman, et, au milieu du x^e siècle, le seul souverain sunnite est le calife abbasside ; partout ailleurs triomphe le chiisme, même à la cour du calife, qui depuis 945 est tombé sous la coupe des émirs Bouyides, eux-mêmes chiites. Politiquement le Proche-Orient est en proie à l'anarchie : en Syrie, depuis que les Omeyyades ont disparu, le chaos est presque général ; une partie du pays est aux mains des Fatimides d'Egypte, mais de petites dynasties locales travaillent pour leur propre compte, en particulier les Hamdanides qui, sous la conduite de Saïf ad-dawla, mènent la guerre sainte contre les Byzantins. En Egypte, la dynastie fatimide est en proie à des difficultés intérieures dues à la prépondérance successive des mercenaires Berbères, Soudanais ou Turcs. Si l'Etat fatimide a perdu l'Afrique du Nord, il tient encore momentanément la Sicile et la Crète, mais il ne peut s'opposer

à l'assaut des Byzantins. Enfin, sur les confins syro-anatoliens règne la dynastie merwanide.

Le monde byzantin. — En face de ce monde musulman désorganisé, se dresse l'Empire byzantin qui est, lui, fortement centralisé. Depuis 867, la dynastie macédonienne est au pouvoir : elle a entrepris une série d'expéditions qui, sous Nicéphore Phocas, Jean Tzimiskès et Basile II, lui ont valu d'agrandir ses territoires dans le Proche-Orient, particulièrement en Arménie et en Syrie. Durant deux siècles, l'Empire byzantin jouit d'un prestige éclatant, dû à la prospérité commerciale, à la renaissance intellectuelle et surtout à la politique de grandeur et de magnificence des empereurs. De nombreux vassaux se sont rangés sous son autorité : Venise, une partie de l'Italie méridionale, les Etats slaves. La conquête militaire s'accompagne souvent d'une conquête religieuse, et ses missionnaires sont les auxiliaires de la diplomatie. La distribution des titres honorifiques s'effectue aussi sur une grande échelle, notamment à l'égard des souverains musulmans alliés. Le déclin de la dynastie ne commence qu'au premier tiers du XI^e siècle, mais l'Empire est encore capable de résistance. A cette époque il tient en Asie : l'Anatolie, la Cilicie, l'Arménie, la Syrie du Nord, cependant que Constantinople reste la grande métropole, intermédiaire entre l'Occident et l'Orient.

Pourtant les Turcs se sont déjà introduits dans l'Empire byzantin, mais, comme dans le monde arabe, sous la forme de mercenaires. L'autorité réelle des empereurs saura, un certain temps, les limiter à ce seul rôle.

Les Grands Seldjoukides. — La tribu des Seldjoukides, que nous avons vu entrer en lutte avec les Ghaznévides, tire son nom d'un de ses chefs, Seld-

jouk. Elle se trouvait, à la fin du x^e siècle, installée sur la rive gauche du bas Syr-Daria, d'où elle passa en Transoxiane, puis dans la région de Boukhara. Vers cette époque, et alors sous la direction de Seldjouk, la tribu se convertit à l'islam et travaille à libérer les populations musulmanes du joug des non-musulmans ; déjà les Seldjoukides renouent avec la tradition de l'islam conquérant des Omeyyades et des premiers Abbassides. En outre, étant sunnites, ils vont s'opposer aux musulmans chiïtes, ce qui explique leur attitude vis-à-vis du califat, dont ils seront le soutien, et vis-à-vis des Bouyides et des Fatimides dont ils seront les adversaires.

Après avoir subi plusieurs défaites des mains des Seldjoukides, les Ghaznévides, vers 1035, finissent par concéder le Khorassan et les provinces limitrophes à l'un des princes seldjoukides, Tchaghribeg. Le frère de celui-ci, Toughril beg, qui est le véritable fondateur de la puissance seldjoukide, conquiert Nichapour (1038), puis le Khwarezm (1042). En 1050, il passe en Iran, prend Hamadan et Ispahan dont il fait sa capitale (1051). En 1055, à la suite d'incidents et de révoltes à la cour de Baghdad, le calife fait appel à Toughril beg qui fait son entrée dans la ville le 15 décembre : à son tour, il devient le protecteur de l'abbasside qui lui confère le titre de sultan et dont il épouse la fille, légitimant ainsi son accession au pouvoir. A sa mort (1063), son neveu Alp-Arslan lui succède presque sans difficultés ; avec lui commencent les expéditions contre les territoires byzantins, avec occupation du terrain conquis. En 1064 il envahit l'Arménie, puis s'avance en Anatolie et en 1070 s'empare d'Alep. En 1071, le basileus Romain Diogène cherche à reconquérir l'Arménie, mais il est totalement battu et fait prisonnier à la bataille de Mantzikert (ou

Malazguerd — 19 août 1071). Cette défaite byzantine va ouvrir la porte aux invasions turques.

Malik-Chah, fils et successeur de Alp-Arslan (1072), met la main sur la Transoxiane et le Kirman (1079). Vers la fin de son règne, sa suzeraineté s'étend de l'Asie mineure au Turkestan, mais ce n'est qu'une suzeraineté temporaire, car à sa mort (1092) son Empire s'effondre : frères, neveux et cousins du sultan se distribuent les territoires, affaiblissant ainsi la puissance seldjoukide. Pendant un siècle encore, la dynastie va se maintenir, mais elle est aux prises avec les Croisés, le mouvement chiïte des Ismaéliens, les tribus turques venues de l'Asie centrale. Elle disparaît définitivement à la mort de Toughril III, en 1194.

L'Empire seldjoukide a pu se constituer parce qu'il disposait d'une force disciplinée et centralisée qui sut facilement triompher de l'anarchie arabe. Les territoires conquis ont été organisés administrativement d'une manière remarquable par le grand-vizir Nizam al-Moulk, bras droit de Malik-Chah, dont les méthodes de gouvernement ont été exposées dans le *Siyâset-nameh*. Si le calife a l'autorité légale, le sultan a l'autorité pratique et dispose de la force. L'armée comprend la garde personnelle du sultan et les troupes des émirs ; en échange du titre d'émir, tout personnage est tenu d'entretenir une troupe armée, et pour subvenir aux frais d'entretien, on attribue à chaque émir l'impôt de tout un district pour une durée fixée (*iqtâ'*). A l'armée seldjoukide viennent se joindre temporairement des Turcomans, des Arméniens, des Daïlamites, etc., qui ne sont considérés que comme des éléments extérieurs. Alors que les émirs sont Turcs, les fonctionnaires civils sont Arabes ou Persans ; ils sont instruits et formés dans les médressés, et leur chef

est le grand-vizir, qui dirige les finances, l'administration, la justice et les affaires religieuses. Le rôle du grand-vizir est de la première importance, car il est le fondé de pouvoir du sultan comme le sultan est le fondé de pouvoir du calife : de son choix dépend l'avenir du régime. Enfin, un certain nombre de postes administratifs ou militaires sont confiés à des Mamelouks (esclaves) qui, partis des échelons les plus bas, peuvent devenir propriétaires terriens. Ils constituent un ensemble sur lequel on peut compter en principe jusqu'à la mort : la fidélité est leur règle. L'administration des provinces est calquée sur le modèle de l'administration centrale.

Ainsi l'Etat seldjoukide dépend avant tout du pouvoir central, et, dans celui-ci, du sultan et du grand-vizir, appuyés essentiellement sur l'armée. Encore faut-il que celle-ci — c'est-à-dire les émirs — soutienne le sultan.

Les Seldjoukides d'Asie mineure. Leurs débuts. Les Croisades. — En même temps que s'accroît la puissance des grands Seldjoukides, d'autres tribus turques se taillent dans le Proche-Orient de petites principautés : c'est le cas des Saltoukides à Erzouroum, des Danichmendides dans le nord-ouest de l'Anatolie, des Mengudjekides sur le Haut-Euphrate, des Ortokides en Anatolie orientale, des Zenguides et des Ayyoubides en Syrie. Ces dynasties sont plus ou moins éphémères, les plus importantes durant rarement plus d'un siècle, absorbées soit par les Seldjoukides, soit un peu plus tard par les Mongols. Le chef le plus brillant qui soit issu d'elles est de loin Salâh ad-din, le Saladin des Croisés, fondateur de la dynastie des Ayyoubides qui sera un moment maître de la Syrie et de l'Egypte (fin du XII^e siècle).

Parmi les dynasties fondées par des membres de la tribu seldjoukide, celle qui a eu la plus longue

durée et a réussi à constituer un Etat solide et organisé est celle des Seldjoukides d'Asie mineure (ou Seldjoukides de Roum). C'est avec elle que commence véritablement l'occupation définitive de cette partie de l'Asie mineure qui est devenue proprement la Turquie.

Pays constitué essentiellement par un plateau central entouré de montagnes, l'Anatolie offre un aspect qui ne dépayse pas les Seldjoukides : ils peuvent y adapter leur genre de vie habituel, et ce n'est que peu à peu, avançant vers le nord ou vers l'ouest, et se sédentarisant, qu'ils vont devenir non seulement éleveurs, mais aussi cultivateurs et arboriculteurs, à l'exemple des populations grecques ou arméniennes. Le peuplement turc ne commence qu'après la bataille de Mantzikert (1071) : la déroute byzantine ouvre la porte aux Danichmendides et aux Seldjoukides, tandis que la population grecque reflue vers le nord ou l'ouest. Quelques-uns des nouveaux éléments turcs, pour la plupart des soldats, se mettent au service des différents candidats au trône de basileus : Michel VII, Nicéphore Botaniate, Nicéphore Mélissène, Nicéphore Bryenne. C'est ainsi que le chef des Seldjoukides d'Anatolie, Suleyman, passe d'un prétendant à l'autre, marchandant son aide militaire contre la cession de villes ou de provinces. Lorsqu'en 1081, Alexis Comnène s'assure le pouvoir, il signe avec Suleyman un accord, par lequel celui-ci peut faire de Nicée (Iznik) sa capitale : à deux pas de Constantinople ! De même les Danichmendides se sont installés dans le triangle Kayséri-Sivas-Amasya, et l'émir Tzakhas dans la région de Smyrne. De leur côté, les Arméniens, jusqu'alors soumis aux Byzantins, profitent des circonstances pour acquérir l'indépendance, et l'un d'eux, Philarète, se taille un

royaume au sud-est de l'Asie mineure, moyennant quoi il paye un tribut aux Turcs et se reconnaît vassal du basileus.

En dix ans, l'aspect politique de l'Anatolie s'est complètement modifié aux dépens des Byzantins et au profit des Turcs qui, peu à peu, vont conquérir sur les Grecs, les Arméniens, puis sur d'autres Turcs des territoires avec lesquels ils constitueront un nouvel Empire : près de quatre siècles leur seront nécessaires.

Le mérite de l'installation des Seldjoukides en Anatolie revient à Suleyman b. Koutoulmouch. Entré au service du basileus, il en profite pour conserver les places qu'il a conquises ; il agit aussi sur le milieu social en se faisant des alliés des paysans transplantés, Valaques, Slaves et Syriens, en libérant les esclaves ruraux moyennant un impôt et en utilisant tous les mécontents : militaires, fonctionnaires et aventuriers. Il met la main sur les villes, laissant aux bandes turkmènes le soin d'occuper les campagnes. Vis-à-vis du sultan grand-seldjoukide, Suleyman se déclare indépendant, sans toutefois se proclamer lui-même sultan. Profitant de dissensions dans la famille de Philarète, il s'allie au fils de celui-ci et s'empare d'Antioche en 1085, puis marche sur Alep : deux tentatives, deux échecs, et lui-même y trouve la mort (1086). Sa mort est lourde de conséquences : son fils Kilidj-Arslan, mineur, est emmené en Irak ; ses conquêtes repassent aux Arméniens ; le rudiment d'Etat qu'il a constitué se disloque.

Cependant, en 1092, le jeune Kilidj-Arslan est libéré et rentre en Asie mineure. S'il récupère facilement Nicée, il est sans pouvoir sur le nord et le nord-est de l'Anatolie où les Danichmendides sont solidement installés et se montrent plus puissants

que lui ; l'hostilité sera d'ailleurs permanente entre Seldjoukides et Danichmendides, sauf devant les Croisés.

Lorsqu'en 1096 ceux-ci débarquent sur la côte asiatique, Kilidj-Arslan, alors occupé devant Malatya, revient rapidement vers l'ouest, mais il ne peut éviter de laisser Nicée aux mains des Croisés et dans celles d'Alexis Comnène (mai-juin 1097). Un mois plus tard, bien qu'allié à Ghazi b. Danichmend, il est battu à Dorylée (Eskichéhir) : on a pu dire que cette victoire des Croisés effaçait la défaite byzantine de Mantzikert ; de fait, pendant près de deux siècles l'avance turque vers l'ouest sera stoppée, les Francs pourront s'installer en Syrie et les Byzantins récupérer certains des territoires perdus. En août 1097 Konya tombe aux mains des Croisés, puis Héraclée (Eregli) et Césarée (Kayséri) ; pendant ce temps Alexis Comnène réoccupe les provinces égéennes : le tiers de l'Asie mineure est revenu aux Byzantins ; cette reconquête va prolonger l'Empire de Constantinople pour trois siècles et faciliter l'établissement de l'Empire de Nicée en 1204.

Rejetés dans le plateau central, les Turcs finissent par s'unir pour lutter contre de nouveaux Croisés : le 5 août 1101, les Lombards sont battus près d'Amasya ; quelques jours plus tard, les troupes du comte de Nevers sont écrasées près d'Eregli ; en septembre la croisade aquitano-bavaroise est exterminée dans la même région. En un mois, la situation a été retournée : les Turcs ont pris conscience de leur force, et désormais la traversée de l'Anatolie est interdite aux Francs ; la position des Turcs de Syrie-Palestine s'en trouve renforcée. Quant à l'Etat seldjoukide, il va pouvoir se développer sans encombres, car le Danichmendide meurt

bientôt, et Kilidj-Arslan s'empare de Malatya, puis de Mayyafariqin (1106). Appelé par les habitants de Mossoul contre le sultan grand-seldjoukide Mohammed, il prend la ville et fait prononcer son nom à la *khotba* à la place de celui du sultan (1107). Mais peu après il est vaincu par le lieutenant de Mohammed et se noie au cours de la retraite. Sa défaite et sa mort marquent l'échec de l'expansion vers l'est des Seldjoukides d'Asie mineure ; ils vont alors penser qu'ils peuvent fonder sur le plateau d'Anatolie un Etat fort, avec Konya pour centre, qui, par sa position, commandera toute l'Asie mineure : ce sera le rôle des successeurs de Kilidj-Arslan, jusqu'à Kaïqobad I^{er}.

Fondation et apogée de l'Etat seldjoukide. — Deux puissances font obstacle à la domination seldjoukide en Asie mineure : Byzance, et l'Etat des Danichmendides. Malik Chah, successeur de Kilidj-Arslan, s'attaque sans succès aux Byzantins ; en 1116, il est chassé du trône par son frère Mas'oud, allié au Danichmendide Ghazi. Celui-ci est alors à son apogée, mais sa mort en 1134 crée des discordes dont Mas'oud profite en s'emparant de Tchankiri et d'Ankara. Manuel Comnène intervient alors contre lui, mais l'approche de la deuxième croisade les force à la paix (1146). Les croisés sont battus deux fois par Mas'oud : Conrad III, près d'Eskichéhir (oct. 1147), Louis VII entre Dénizli et Antalya (déc. 1147-janv. 1148) : la deuxième croisade a échoué à cause des Seldjoukides. Mas'oud s'empare ensuite de certaines places à l'est, dont Marache, et conclut des traités avantageux avec l'Arménien Thoros (1153) et avec Manuel Comnène (1154). Il meurt l'année suivante.

Son successeur Kilidj-Arslan II a contre lui les Danichmendides, Manuel Comnène, son frère

Chahinchah et Thoros. Vaincu par Manuel, il se rend à Constantinople et se reconnaît vassal du basileus (1162). Tranquillisé à l'ouest, il se retourne alors contre son frère et le Danichmendide Yakoub-Arslan, qui meurt en 1164 ; Kilidj-Arslan s'empare alors d'Elbistan, Larenda (Karaman, 1164), Kayséri (1168), Tchankiri et Ankara (1169). Le successeur de Yakoub-Arslan, Dhou'l-Noun, réfugié auprès de Nour ad-din, pousse celui-ci à intervenir, ce qu'il fait en occupant Marache, Behesni et Sivas (1173). La paix signée en 1173 est suivie presque immédiatement de la mort de Nour ad-din. Aussitôt Kilidj-Arslan II conquiert toutes les villes des Danichmendides, réalisant ainsi l'unité de l'Anatolie musulmane. Un dernier effort de Dhou'l-Noun qui a appelé les Byzantins à son secours, confirme le triomphe du Seldjoukide, grâce à l'écrasante victoire de Myrioképhalon (nov. 1176). Kilidj-Arslan est désormais l'unique adversaire de Manuel Comnène, et la reconquête byzantine est définitivement arrêtée.

La fin du règne de Kilidj-Arslan II est moins heureuse : les soldats de la troisième croisade s'emparent de Konya (1190), et surtout ses douze fils, dont chacun a le commandement d'une région, sont en désaccord et se conduisent comme des princes indépendants ; la lutte se déchaîne entre eux à la mort de Kilidj-Arslan (septembre 1192) et ce n'est qu'au bout de douze ans de batailles que l'un d'eux, Roukn ad-din Suleyman, arrive à triompher, mais il meurt après avoir réussi à reconstituer l'unité de l'État (juillet 1204). Les principaux émirs choisissent son fils Izz ad-din Kilidj-Arslan III âgé de trois ans pour lui succéder, mais celui-ci est bientôt dépossédé par son oncle, Ghiyath ad-din Kaïkhosraw I.

Kaïkhosraw I s'attaque sans succès à Trébizonde (1206), mais réussit à enlever aux Vénitiens le port d'Antalya (Adalia, 1207) ; le traité qui suit établit les premières relations commerciales entre Vénitiens et Seldjoukides. Kaïkhosraw meurt en 1210, au cours d'un combat contre les Byzantins. Sous son règne, se sont fondés les deux Empires grecs de Nicée et de Trébizonde, à la suite de la conquête de Constantinople par les Croisés (quatrième croisade, 1204). Malgré ce fait, l'Etat seldjoukide est, dès ce moment, solidement établi.

Proclamé souverain, Kaïka'ous I triomphe rapidement de rivaux locaux (1213), puis se retourne contre l'empereur grec de Trébizonde et le fait prisonnier : le Grec cède en rançon Sinope et un tribut annuel (1214) ; il triomphe enfin des Francs de Chypre, installés momentanément à Antalya (1215) et des Arméniens qui abandonnent les forteresses commandant les passes de Cilicie (1216). Il réussit même à mettre la main sur Alep, qu'il doit abandonner après avoir été battu à Mambidj ; il meurt peu après (1219).

Son frère Kaïqobad I s'impose comme souverain, après avoir triomphé de deux rivaux et s'être emparé de Konya. Profitant de désaccords chez les Arméniens, il occupe la forteresse de Kalonoros qu'il baptise Alaya (Alanya) et dont il fait sa résidence d'hiver (1220) ; par une série heureuse d'alliances et par son mariage, il ajoute à ses possessions les villes de Kiahta (1222), Erzindjan (1230), Erzouroum (1230) et reprend Sinope momentanément perdue. A l'est, il assiège et reprend Kharpout, Harran, Edesse (Ourfa) et Rakka (1235), places qu'il reperd l'année suivante. Il meurt à Kayséri en 1237, alors qu'il allait entreprendre une nouvelle campagne. Son règne est le plus brillant de la dy-

nastie : le sultanat de Roum acquiert alors sa plus grande extension en même temps que se manifeste une grande activité commerciale et que de grandes constructions sont entreprises.

Kaïkhosraw II s'empare du sultanat au détriment de son frère Izz ad-din et instaure une courte ère de paix, grâce à un double mariage avec les Ayyoubides. Mais en 1241 une révolte turkmène provoquée par le derviche Baba Ishak suscite des soulèvements en de nombreuses villes : c'est un mouvement social, religieux et anti-aristocratique ; la révolte est durement réprimée et Baba Ishak pendu. Puis surgit le péril extérieur : le Mongol Baïdjou Noyon s'empare d'Erzouroum (1241-42) ; le Seldjoukide lève contre lui une armée augmentée de mercenaires byzantins, arméniens et francs : elle est écrasée à la bataille de Keusé Dagh (26 juin 1243), et Baïdjou occupe Sivas et Kayséri. Kaïkhosraw II meurt peu après, peut-être empoisonné (1246). Après lui commence la décadence de l'Etat seldjoukide.

Les Mongols et la décadence. — Les querelles de succession aboutissent à établir trois co-souverains : Izz ad-din Kaïka'ous II à Konya, Roukn ad-din Kilidj-Arslan IV à Sivas et Ala'ad-din Kaïqobad II à Malatya ; cette association dure jusqu'en 1257 — à part quelques années d'interruption — avec un vizir commun, Chems ad-din Isfâhânî, véritable maître du gouvernement, dont les excès entraînent l'arrestation et la mort, tandis que Kaïqobad II est déposé (1249). La lutte reprend entre Kilidj-Arslan IV et Kaïka'ous II : c'est le khan mongol Hulègu qui tranche le débat en donnant l'ouest de l'Asie mineure avec Konya pour capitale à Kaïka'ous, et l'est avec Sivas à Kilidj-Arslan ; mais des intrigues du vizir de celui-ci, Mou'in ad-din Pervanè, forcent Kaïka'ous à s'enfuir

à Antalya, à Constantinople (1261), puis en Crimée auprès du khan du Qyptchaq ; il y meurt en 1278. Kilidj-Arslan IV est donc seul sultan ; son vizir Mou'in ad-din conquiert Sinope sur les Grecs (1265) : la ville lui est donnée et il y fondera une dynastie. A la suite du désaccord entre le sultan et son vizir, Kilidj-Arslan est assassiné en 1265. Son fils et successeur Kaïkhosraw III est âgé de six ans : le pouvoir est donc de plus en plus entre les mains de Mou'in ad-din qui gouverne sagement, pendant plusieurs années. En 1277, les émirs se révoltent et font appel au sultan d'Égypte Baïbars, qui envahit l'Asie mineure, bat les Mongols à Elbistan et s'avance jusqu'à Kayséri ; mais il n'insiste pas et rentre en Égypte ; les Mongols réagissent, arrêtent et exécutent les révoltés, et Mou'in ad-din, accusé de trahison, est mis à mort (août 1277) : c'est le dernier Turc qui aura essayé de faire de l'État seldjoukide un État unifié et solide, sinon indépendant. Dès lors, la décadence s'accélère, des prétendants surgissent contre Kaïkhosraw III ; l'un d'eux, Mas'oud II (fils de Kaïka'ous II), réussit à se faire reconnaître après s'être emparé de Sinope, Samsoun et Erzindjan (1278-1282) : en 1283, il est seul sultan. Mais les révoltes sont incessantes, et Mas'oud II est plusieurs fois vaincu puis fait prisonnier par ses adversaires ; finalement en 1298, il est déposé et remplacé par Kaïqobad III, auprès de qui les Mongols installent comme vizir Moudjir ad-din Emirchah ; Kaïqobad III est alors souverain sur le territoire s'étendant d'Erzouroum à Antalya et de Diyarbékir à Sinope ; il essaye de se libérer de l'emprise mongole mais, vaincu, il est déposé et remplacé par Mas'oud III, cependant que Moudjir ad-din meurt (1302). Mas'oud III meurt l'année suivante et avec lui se termine la dynastie des

Seldjoukides de Roum. Le pays est alors en proie aux luttes des Mongols qui se le disputent, tandis que les émirs locaux apparus depuis plusieurs années se libèrent de toute autorité. Il faudra attendre quelque temps avant que l'Anatolie ne retrouve le calme.

Organisation de l'Etat. Vie économique. — L'Etat seldjoukide est considéré comme le bien d'une famille : le plus âgé, le plus influent ou le plus astucieux de cette famille est choisi comme chef, ou sultan, et siège dans la capitale ; il est assisté par un *divân* (bureau) dont le chef est le vizir, ou *sahib-i divân*, qui s'occupe de l'application des lois et règlements. Les provinces sont dirigées par les frères ou les fils du sultan, aidés par les *vali* (gouverneurs). Sauf exception, la monnaie est frappée au nom du sultan et est valable dans toutes les provinces. L'administration des terres conquises est confiée au conquérant qui, souvent, a le titre de *bey* ; moyennant la perception des impôts, les beys sont tenus d'entretenir une armée proportionnelle aux terres possessionnées, qui sont héréditaires : c'est là l'origine de certaines principautés locales plus tard indépendantes.

Le sultan a sous son autorité une population très mélangée : des paysans autochtones grecs et arméniens, qui refluent de plus en plus vers l'ouest ; des Turcs nomades groupés en tribus, qui occupent les steppes de l'Anatolie centrale ; des Mongols qui se turquifieront à partir du xiv^e siècle. Les tribus vivent essentiellement de l'élevage et chacune a en principe des lieux déterminés d'estivage et d'hivernage ; elles payent un impôt annuel proportionnel à l'importance des troupeaux, dont sont peut-être exemptées celles qui sont postées aux frontières. Théoriquement musulmanes, elles sont en fait chamanistes, avec un vernis de religion islamique, et sont sous l'influence des *baba* turkmènes, derviches quasi hétérodoxes. Les Seldjoukides ont essayé de canaliser ces tribus, soit par des tentatives de sédentarisation, soit par l'octroi de titres à leurs chefs.

Outre ces tribus nomades, il existe aussi des paysans venus probablement du Turkestan occidental, et des éléments non turcs qui se sont turquisés. Parmi ces paysans, il y a peu de fermiers : la plupart sont des journaliers ou des métayers, au service d'une aristocratie rurale, maîtresse des villages. Les paysans sont soumis aux impôts, comme dans les autres pays musulmans.

Les villes sont des forteresses ou des points de passage en même temps que des centres commerciaux et artisanaux ; elles sont peuplées par des Turcs (artisans, fonctionnaires et soldats), des Grecs, des Arméniens et des Juifs (commerçants et artisans). Les artisans, élément le plus nombreux, sont groupés en corporations puissantes placées sous l'influence d'éléments religieux, les *akhi*. Sur les frontières, les Seldjoukides ont constitué des *oudj*, organisations créées pour défendre le pays et razzier le territoire ennemi ; ces *oudj* s'appuient sur les tribus turkmènes ; les plus importants se trouvent, au XIII^e siècle, sur la frontière occidentale, face aux Byzantins : ils donneront naissance presque tous aux principautés d'Anatolie, car les Turkmènes des marches sont assez indépendants du pouvoir central et dès que celui-ci s'affaiblira, ils s'efforceront de gagner leur autonomie ou leur indépendance.

Les groupements religieux sont nombreux : Ghazi, Alp, Akhi, etc., qui exercent leur influence soit sur les beys et l'armée, soit sur les artisans, soit sur les paysans. L'Etat seldjoukide est officiellement sunnite, de même que les citadins et nombre de paysans ; les nomades, eux, sont plus ou moins hétérodoxes. Presque tous les personnages religieux, oulémas, cheikhs, imams, sont exempts de dîmes, impôts, charges et corvées.

Les citadins versent les impôts normaux des villes au représentant du fisc ; les paysans versent les leurs, soit au représentant du sultan, s'ils sont sur une terre domaniale (*khass*), soit au *sipahi* fieffé s'ils sont sur une terre confiée à un militaire (*timar*), soit à l'intendant du *wakf*, s'ils sont sur une terre appartenant à une fondation pieuse (*wakf*), soit au propriétaire foncier, s'ils sont sur une propriété privée (*mulk*). Les principaux impôts sont la dîme (*euchur*), la toise (*tchift* ou *bennak*), l'impôt sur les troupeaux (*agnam*), l'impôt sur les célibataires (*mudierred*).

Au point de vue commercial, la situation de l'Asie mineure est particulièrement favorable, car c'est un carrefour de caravanes, et il existe une grande activité d'échanges entre les habitants des divers Etats du Proche-Orient : les centres principaux sont Sivas, Sinope et Trébizonde. Le commerce est en général aux mains des Grecs et des Arméniens ; en outre, Vénitiens, Génois et Provençaux ont obtenu des Seldjoukides des traités de commerce. Les Turcs importent peu, le sol et les troupeaux produisant suffisamment pour des nomades ; en revanche, ils exportent résine, bois, cuivre, argent, soie, tapis, nattes, coton, sésame, miel, cuir et alun. Ce commerce procure de grandes ressources aux Seldjoukides.

Les arts. — La vie intellectuelle est mal connue : les œuvres historiques et littéraires sont écrites en arabe ou en persan (langues officielles), rarement en turc ; elles ne sont d'ailleurs pas nombreuses. L'activité artistique, au contraire, est riche, en particulier l'architecture qui est caractéristique ; les Turcs ont créé en Anatolie un art original dû à des raisons historiques (contacts avec les Byzantins, les Syriens et les Arméniens) et géographiques (pays froid, montagnes) ; les monuments édifiés sont des mosquées (Malatya, Konya, Sivas, Kayséri), des médressés (Sivas, Divrik, Konya), des tombeaux (Erzouroum, Konya). Ces monuments sont décorés soit de sculptures sur pierre (motifs floraux ou géométriques), soit de faïences bleues, blanches et noires ; les portails sont en général très ornementés. Ce qui caractérise cette architecture, c'est un goût pour les formes franches, nettes, et même heurtées. « Pour la première fois dans l'art de l'Islam naît un art qui tend à se dégager des formules communes pour conquérir son originalité » (J. Sauvaget).

CHAPITRE II

LES PRINCIPAUTÉS D'ANATOLIE ET LES DÉBUTS DES OTTOMANS

Avec l'effritement du pouvoir central, les *oudj* constitués dans les marches-frontières prennent conscience de leur autonomie : dès la fin du XIII^e siècle, ils se libèrent de l'autorité des Seldjoukides. Quant aux Mongols, souverains nominaux de l'Anatolie à cette époque, et dont les gouverneurs résident à Kayséri, ils ne s'intéressent vraiment qu'à la partie orientale du pays. Par conséquent, c'est au sud, au nord, et surtout à l'ouest que vont se développer les principautés indépendantes. Ces principautés (*beylik*) ont, semble-t-il, pris assez nettement position contre les Mongols, sans toutefois faire preuve à leur égard d'intentions offensives ; elles agissent plutôt contre Byzance ou contre leurs voisines turques ; ces luttes créent en Anatolie une anarchie qui va durer jusqu'à ce que l'une des principautés l'emporte sur les autres : ce sera celle des Ottomans qui, en moins d'un siècle, imposera son autorité à la partie occidentale du pays ; mais un incident grave, la défaite du souverain ottoman Bayézid I^{er} à Ankara, en 1402, devant les troupes mongoles de Timour, remettra en question pour quelques années le problème de la domination en Asie mineure.

Les Principautés de l'Ouest. — Ce sont celles qui sont en contact avec le monde byzantin ; assez turbulentes, elles harcèlent continuellement leur adversaire, et certaines même se constituent une marine, grâce à laquelle elles font des razzias sur les côtes européennes, préludes aux incursions des Ottomans. Agissant en ordre dispersé, elles sont successivement conquises ou annexées par les Ottomans qui, en 1390, sont les seuls maîtres dans l'ouest. Les Principautés les plus importantes sont celles des Karasi (région de Balikésir), Saroukhan (région de Manisa), Aydin (région de Birghi et, à un certain moment, de Smyrne), Mentéché (région de Moughla), Sahib Ata (Afyon Karahisar), Hamid (Egridir-Antalya) et surtout Guermiyan. Installés d'abord à Malatya, puis à la fin du XIII^e siècle, à Kutahya et à Dénizli, les Guermiyan accroissent leur territoire aux dépens d'abord des Byzantins, puis des Principautés voisines. Sous Yakoub bey (début du XIV^e siècle), la Principauté forme un Etat puissant et redouté ; mais son successeur Mehmed perd, sous les coups des Byzantins, une partie des conquêtes de son père. Son fils Suleyman Chah s'entend avec les Ottomans, tandis que le souverain suivant, Yakoub II, se bat contre eux. En 1390, Bayézid I^{er} s'empare du territoire des Guermiyan et fait prisonnier Yakoub II. Celui-ci s'évade en 1399, reprend possession de ses Etats en 1402, et par la suite passe à nouveau sous le protectorat des Ottomans qui, à sa mort, annexent définitivement le pays (1428).

Les Principautés du Nord. — Plus éloignées du champ d'action des Ottomans, elles gardent plus longtemps leur indépendance vis-à-vis de ceux-ci, mais finissent par succomber, soit à la fin du XIV^e siècle, soit au début du XV^e. Elles sont au

nombre de trois : les Isfendiyar, les Pervanè et les Ertena.

Le premier souverain des Isfendiyar, Chems ad-din Djandar, a reçu la région de Kastamonou en récompense de services rendus aux Mongols. Son fils Suleyman annexe en 1322 le territoire des Pervanè (région de Sinope), puis la région de Safranbolou. Son troisième successeur, Keuturum Bayézid est en hostilités ouvertes avec les Ottomans qui parviennent à occuper momentanément Kastamonou (1385) ; son fils Isfendiyar restaure la solidité de la Principauté, mais son deuxième successeur est contraint, vers le milieu du xv^e siècle, de céder ses territoires aux Ottomans.

En 1327, le souverain mongol Timourtach, partant pour l'Égypte, a confié à l'un de ses lieutenants, Ertena, le soin d'administrer l'Anatolie centrale. Celui-ci fonde bientôt un Etat indépendant dont la capitale est d'abord Sivas, puis Kayséri. Son petit-fils Ali ne peut que difficilement s'opposer à l'avance de la Principauté voisine des Karaman et se réfugie à Sivas. A sa mort (1380), le vizir Bourhan ed-din Ahmed s'empare du pouvoir, triomphe successivement des parents d'Ali, des Mamelouks égyptiens et des Ottomans. Mais il disparaît en 1392, et les habitants de Sivas se confient aux soins des Ottomans.

Les Principautés du Sud. — De part et d'autre du Taurus cilicien, trois Principautés se sont installées : Karaman, Dhoulkadir et Ramazan.

La Principauté des Karaman est la plus importante de toute l'Anatolie ; c'est elle qui offrira le plus de résistance aux Ottomans ; l'un de ses souverains, Chems ed-din Mehmed, lutte avec succès contre les Seldjoukides et les Mongols, s'empare de Konya (1277), y installe comme sultan Djimri, pré-

tendu fils de Kaïka'ous II, mais est tué par son protégé. Au *xiv*^e siècle, après des alternatives de revers et de succès face aux Mongols, les Karaman deviennent indépendants en 1327. Ala ed-din (1356-1396) annexe une partie du territoire des Hamid, lutte contre Bourhan ed-din de Sivas, les Guermiyan et les Ottomans. Vaincu et tué par Bayézid I^{er}, sa Principauté passe au pouvoir des Ottomans. Après la bataille d'Ankara, Mehmed II récupère le territoire de son père, et dès lors l'histoire des Karaman se mêle à l'histoire des Ottomans.

Quant aux Principautés de Dhoulkadir (région de Malatya et de Kharpout) et des Ramazan (région de Sis et d'Adana), elles deviendront provinces ottomanes, la première en 1515 seulement, et la seconde au début du *xvii*^e siècle.

Les Ottomans. Origines et débuts. — L'élément d'où est issue la dynastie ottomane est d'origine oghouz, la tribu des Kayi ; cette tribu est venue de l'est, soit en même temps que les Seldjoukides, soit plus tardivement, poussée vers l'ouest par les Mongols, pendant la première moitié du *xiii*^e siècle. Les premiers chefs de la tribu en Anatolie sont mal connus : les récits et les traditions se mélangent d'autant plus que quelques siècles plus tard les sultans ottomans firent composer des histoires de leur dynastie, histoires, bien entendu, arrangées. On connaît cependant les noms de Husam ed-din Tchoban, de Gunduz Alp et de Gueuk Alp. Le fils de Gunduz Alp, Ertoughroul, était probablement un des chefs militaires de Kaïqobad I et, à la suite de succès remportés sur les Byzantins, il reçut en fief la ville et la région de Seuyut, avec mission de défendre cette zone frontière contre les Byzantins. Ertoughroul mourut vers 1290, laissant trois fils, Savdji, Gunduz et Osman ; c'est ce dernier qui

succéda à son père ; peut-être appartenait-il à la corporation des *Ghazi*, c'est-à-dire des combattants de la foi ; en tout cas les traditions insistent sur son mariage et sur l'influence de son beau-père, le Cheikh Edébali ; il faut probablement y voir le reflet d'une influence des milieux religieux.

Osman va s'attacher à étendre son domaine vers l'ouest, contre les Byzantins. En 1291, il s'empare de Karadjahisar, puis d'Inègueul, Bilédjik, Yarhisar, Kirmendjik, Keupruhisar et Yenichéhir. Dès 1291 son nom est prononcé à la *khotba* à Karadjahisar, peut-être même a-t-il reçu l'investiture du sultan seldjoukide vers la même époque. Son territoire s'accroît en étendue et en population ; la lutte qu'il mène contre Byzance lui vaut l'appoint de guerriers venus d'autres régions de l'Anatolie musulmane, car il est le combattant de la Guerre sainte. Grâce à ces renforts, il peut continuer ses attaques qu'il dirige vers Brousse et Nicée (Iznik) réussissant à s'emparer, sur la route de ces deux villes, de Gueyvé et d'Akhisar.

A partir de 1317 il laisse le commandement de l'armée à son fils Orkhan qui, aidé par les compagnons d'Osman, dépasse la vallée du Sakarya et, systématiquement, conquiert les places défendant les approches de Brousse. Finalement, en 1326, cette ville se rend, en même temps que plus à l'est Bolou tombe. Osman est mort probablement avant la conquête de Brousse et Orkhan fait enterrer son père dans cette ville dont il fait sa capitale.

Dès le début de son règne, Osman a su s'entourer d'un groupe de fidèles compagnons : frères, fils, neveux et amis ; peut-être même y a-t-il dans ce groupe des ghazis influents qui favorisent par leur propagande, l'expansion du nouvel Etat vers l'ouest et lui attirent le secours de guerriers musulmans ;

en tout cas, le nombre de guerriers qu'il a rassemblés n'est sûrement pas très élevé, mais ce sont des combattants décidés.

Orkhan continue la série des conquêtes commencée par son père ; il a en outre le mérite de fonder véritablement l'État ottoman en instaurant une administration intérieure ; il est aidé en cela par son vizir Ala'ed-din. Après son accession au trône, Orkhan s'élançait vers de nouvelles conquêtes : Iznik (Nicée) tombe entre ses mains en 1330 ou 1331, Izmit (Nicomédie) en 1337. Ayant atteint le littoral de la mer de Marmara, il profite d'un désaccord entre les fils du bey de Karasi, son voisin occidental, pour mettre la main sur cette Principauté (1335-1345). Il semble qu'alors s'établissent des rapports amicaux entre Orkhan et le basileus Cantacuzène, malgré de petits heurts et des razzias sans conséquences importantes. Le byzantin a d'ailleurs les yeux plutôt tournés vers les Principautés de Saroukhan et d'Aydin dont les chefs, possesseurs d'une flotte, sont beaucoup plus dangereux, particulièrement Oumour d'Aydin. Cantacuzène donne même sa fille Théodora en mariage à Orkhan (1346), en échange de quoi les Ottomans prêtent main forte aux Byzantins contre les Serbes ; à cette occasion Suleyman, fils d'Orkhan, passe en Europe pour la première fois. En 1349, nouvel appel de Cantacuzène et réponse favorable des Turcs qui, au passage, mettent au pillage la région des Dardanelles. En 1352, des troubles éclatent à Constantinople : Orkhan soutient Jean Paléologue contre Cantacuzène et, sous prétexte de porter assistance au basileus, s'empare de Tzympe (Djimenlik, 1352). En 1354, un tremblement de terre permet à Suleyman de conquérir sans difficulté Gallipoli (Guelibolou), Ipsala, Bolayir, Konourhisar, Malkara et Tekir-

dagh (Rodosto). Malheureusement Suleyman meurt l'année suivante d'un accident de chasse, et Orkhan meurt à son tour à la fin de 1361 ou au début de 1362 ; le trône ottoman échoit alors à Mourad I^{er}.

Avec Orkhan se précisent l'organisation et l'administration de l'Etat ottoman ; son frère Ala'ed-din est le chef de cette administration (peut-être a-t-il été le premier à porter le titre de pacha). Dès 1328, on note l'apparition d'une monnaie purement ottomane, signe d'une indépendance certaine ; mais surtout se crée une véritable armée. Jusqu'alors existait une troupe soldée et entretenue, composée de *yaya* (fantassins) groupés par dix, cent et mille ; cette troupe est exigeante et surtout indisciplinée. C'est alors, vers 1330, que Kara-Khalil Djendèrèli crée le corps des Janissaires, soldats de métier qui, au début, sont au nombre de mille (sous Mehmed II il y en aura douze mille, et sous Suleyman I, vingt mille) ; en outre, il existe des troupes d'infanterie irrégulières ou *azab* ; la cavalerie est réorganisée en une force régulière (divisée en *sipahi*, *silihdar*, *ouloufèdji* et *gouréba*) et une force irrégulière (les *akindji*). P. Wittek voit dans ce développement de l'armée ottomane une influence religieuse et combattante, ce qu'il appelle « l'esprit ghazi », qui a pour but la conquête du monde infidèle. Il est certain que sous les premiers Ottomans, les ordres religieux se développent, et notamment celui des Bektachi, qui par la suite a exercé une influence sur le corps des Janissaires. Dans sa titulature même, Orkhan se fait appeler « Sultan des conquêtes, le Combattant de la foi... ».

A la mort d'Orkhan (1361 ou 1362), l'Etat ottoman est donc déjà fortement établi ; les facteurs de son développement ont été : sa position géographique ; la négligence des Etats voisins à son égard ; la

facilité du passage en Europe ; sa situation privilégiée par rapport aux autres Principautés, et notamment l'éloignement des Guermiyanides et des Karamanides ; son chef unique et incontesté ; les nombreux volontaires pour les combats sur le sol européen ; le rôle de l'armée et l'organisation intérieure, résultante des organisations seldjoukide, mongole et byzantine ; et enfin, la forte personnalité des premiers souverains, Osman, Orkhan et de leur successeur Mourad I^{er}.

L'expansion en Europe et en Asie Mineure. — Mourad I^{er}, né vers 1326, arrive au pouvoir en 1362, après avoir été, du vivant de son père, gouverneur d'Ineunu, près de Brousse. Dès son avènement, il est menacé à l'est par les Karamanides qui soulèvent les akhis d'Ankara et les poussent à la révolte ; mais cette révolte est rapidement réprimée. Tranquillisé de ce côté, Mourad va pouvoir se tourner vers l'Europe et, de ce fait, il sera le premier grand conquérant ottoman sur le continent européen ; il profitera pour cela des rivalités entre les différents Etats balkaniques, entre Constantinople et Rome, entre Venise et Gênes.

Peu après son avènement, aux conquêtes faites par Orkhan avant sa mort, Tchorlou, Démotika, Gumuldjinè, il ajoute Andrinople en 1362 ou 1363 ; le beylerbey Lalachahin s'empare de Philippopoli et de Sagra : presque toute la Thrace est alors aux mains des Ottomans. Au cours de ces expéditions, de nombreux prisonniers sont faits, et c'est à ce moment qu'est établie la loi du *pendjik* : le cinquième du prix des prisonniers revient au Trésor public.

Devant les progrès incessants des Turcs se forme la première coalition qui comprend le pape Urbain V, le roi de Hongrie, les souverains de Bosnie, de Serbie et de Valachie ; les coalisés sont battus

près de la Maritza en 1363, et du même coup, la ville de Tchimèn est prise. Mourad peut alors s'avancer de plus en plus vers l'ouest ; en 1365, il installe sa capitale à Andrinople, et pendant vingt ans, il poursuit ses conquêtes en Europe balkanique : 1371, défaite des Serbes et prise de Sérès, Drama et Kavala ; 1375, prise de Nich ; 1382, Sofia ; 1386, Salonique. En 1387, Serbes et Bulgares alliés triomphent des Turcs en Bosnie ; Mourad décide de venger cet affront, prépare une grande expédition et marche contre les Serbes qui sont vaincus à Kossovo (20 juin 1389) : au cours de la bataille Mourad est assassiné par le Serbe Miloch Kobilovitch ; au même moment, le grand-vizir Ali Pacha écrase les Bulgares à Nicopolis : la Bulgarie entière passe au pouvoir des Ottomans.

L'extension du domaine en Europe ne fait pas négliger pour cela les affaires d'Asie mineure : le fils aîné de Mourad, Bayézid, épouse la fille du souverain Guermiyanide qui lui apporte en dot la plus grande partie du territoire paternel (1381) ; le souverain des Hamid cède à l'Ottoman les villes de Beychéhir, Seïdichéhir, Akchéhir, Isparta, Yalvatch et Kara-Aghatch, toutes villes situées aux frontières de l'Etat des Karamanides. A la mort de Mourad I^{er}, les Ottomans sont donc solidement installés de part et d'autre de la Marmara : en Europe, ils ont atteint la mer Egée (Salonique), les frontières de l'Albanie, les montagnes des Balkans et les abords de Constantinople ; en Asie, ils occupent presque toute l'Anatolie occidentale, qui est maintenant divisée en cinq *sandjaks* ou provinces : Guermiyan, Sivrihisar, Ankara, Akchéhir et Egridir. Les régions conquises en Europe sont organisées à l'ottoman, c'est-à-dire qu'elles sont confiées, à titre de fief, à des *sipahis*, sous forme

de *ziyamet* ou de *timar*, variante orientale du système féodal de l'Occident. En outre, les sujets chrétiens sont enrôlés dans des corps de troupes spéciaux : les *voynouk*.

Fort de sa puissance, Mourad I^{er} n'hésite pas d'autre part à changer de titre. Alors qu'Orkhan s'intitulait *émir* (*al-amîr al-kabîr al-mou'azzam...*) ou encore *bey*, et que lui-même au milieu de son règne porte encore le même titre de *bey* (inscription de la Mosquée Verte à Iznik, datée 1378), une autre inscription d'Iznik (imaret de Nilufer, 1388) lui donne la titulature suivante : *al-mâlik al-mou'azzam al-khâqân al-moukarram, Soultân b. Soultân...* qui devait devenir la titulature des souverains ottomans à quelques variantes près.

Quant à l'administration, elle est désormais sous l'autorité du grand-vizir ; le premier semble avoir été Khaïr ed-din Djendèrèli, et après lui son fils Ali Pacha. Aux institutions seldjoukides — et en général turques — s'ajoutent maintenant des institutions byzantines : l'Etat ottoman est entré dans sa grande phase de développement.

Bayézid I^{er} Yildirim. — A son avènement, en 1389, le premier acte de Bayézid I^{er} est de faire mettre à mort son frère Yakoub, inaugurant ainsi une pratique qui devait connaître du succès par la suite. Puis il entreprend de continuer l'œuvre de son père. En Europe, il intervient à Constantinople où il favorise Jean VII Paléologue, puis Manuel II Paléologue (1390-91) ; il achève la conquête de la Serbie, dont le souverain, Etienne Lazarévitch, traite avec lui et se place sous la suzeraineté turque. Il entreprend, à la suite d'un désaccord avec le basileus, le siège de Constantinople, sept années durant, pendant que d'autres armées turques font des incursions en Valachie, Hongrie et Bosnie ; il réoc-

cupe Salonique, un moment perdue ; la mainmise totale sur la Bulgarie est un fait accompli en 1394.

Inquiet des progrès de Bayézid, surnommé Yildirim (la foudre), le roi de Hongrie, Sigismond, lui déclare la guerre et organise contre lui une croisade : les nouveaux croisés sont vaincus à Nicopolis (25 septembre 1396), ce qui a pour conséquence la chute de Mitrovitza, l'irruption en Styrie, la pénétration en Grèce où Larissa, Patras, Athènes (1397) et le Péloponnèse sont tour à tour conquis. A Constantinople, le basileus doit céder aux exigences de Bayézid qui réclame pour les Musulmans de la ville une mosquée, une cour de justice spéciale et un kadi.

En Asie mineure l'action n'a pas été moins heureuse : les Principautés de Saroukhan, Aydin et Mentéché sont incorporées à l'Etat ottoman ; Konya est assiégée et, pour avoir la paix, le Karamanide Ala'ed-din cède définitivement ses droits sur Akchéhir, déjà conquise, Nigdè et Aksaray (1391). L'année suivant le Karamanide cherche sa revanche : il arrive jusqu'à Ankara et Brousse, mais est vaincu et tué à Aktchay ; les villes d'Akchéhir, Konya, Aksaray et Larenda (Karaman) passent dès lors aux mains des Ottomans. Son principal adversaire en Anatolie ne pouvant plus l'inquiéter, Bayézid entreprend alors la conquête du nord et de l'est de l'Asie mineure : les villes de Tokat, Sivas et Kayséri se donnent à lui plutôt que de passer au fils de Bourhan ed-din (1392) ; la province de Kastamonou est ensuite conquise, avec les villes de Kastamonou et d'Amasya (1395). Quelques années plus tard, après la prise de Divrik, Béhesni et Malatya, l'Euphrate est atteint ; en 1400, Erzindjan tombe. Plus de la moitié de l'Anatolie est maintenant ottomane.

Mais un danger se précise à l'est : l'approche des troupes mongoles commandées par Timour-Leng (Tamerlan) ; celui-ci a conquis tous les territoires compris entre la Transoxiane et l'Asie mineure ; les émirs dépossédés par Mourad I^{er} et Bayézid se sont réfugiés auprès de lui et, comptant sur sa puissance pour récupérer leurs Etats, le poussent à agir contre l'Ottoman.

La bataille d'Ankara. L'arrêt de l'expansion en Asie. — Dès août 1400, Timour pénètre dans le domaine ottoman et marche sur Sivas : mais au lieu de continuer vers l'ouest, il se dirige vers l'Egypte, s'emparant au passage de Malatya, Béhesni, Aïntap, Alep (octobre 1400), Hama, Homs et Damas (janvier 1401). Bayézid peut se croire tranquillisé quand, en 1402, Timour revient en Asie mineure ; Bayézid s'avance vers lui avec son armée complète. Le choc a lieu près d'Ankara le 20 juillet 1402 : alors que les Serbes et les autres troupes européennes font bonne contenance, les troupes musulmanes recrutées dans les provinces conquises font bientôt défection, ce qui rend le combat inégal. Bayézid est vaincu et fait prisonnier avec son fils Mousa ; ses autres fils, Suleyman, Mehmed et Isa ont réussi à s'échapper. Bayézid devait d'ailleurs mourir quelques mois après cette écrasante défaite (8 mars 1403).

Les conséquences de la bataille d'Ankara sont importantes : les Principautés anatoliennes sont reconstituées et l'Etat ottoman redevient en Asie ce qu'il était avant Mourad I^{er} ; la succession de Bayézid va se traduire par des rivalités et des batailles entre ses fils, ce qui contribuera encore à retarder le relèvement. Les Etats des Guermiyan et des Karaman sont redevenus les plus importants d'Anatolie, surtout le dernier, dont Timour voudrait

faire l'Etat principal de l'Asie mineure, sous sa protection. En somme, sur le continent asiatique, tout est à refaire pour les Ottomans ; ils ont cependant une fiche de consolation : les possessions d'Europe se sont montrées fidèles et soumises ; aucune ne tente de se libérer en profitant des circonstances ; le basileus lui-même ne bouge pas. La situation n'est donc qu'à moitié compromise : une vingtaine d'années suffira pour la rétablir.

Sous Bayézid I^{er} a commencé le recrutement des enfants chrétiens (la *devchirmè*) destinés à devenir soit des Janissaires, soit des pages (*itchoghlan*) qui pourront accéder à de hautes fonctions. Ces enfants sont élevés et instruits dans la religion musulmane et selon les mœurs turques : ils se montreront de fidèles et parfois de grands serviteurs des Ottomans.

Avec la bataille d'Ankara s'achève la première phase de l'Empire ottoman : la naissance et les débuts de l'Etat ; des progrès trop rapides ont été la cause d'un échec cuisant, mais relatif. Malgré cela, la puissance ottomane est un fait avec lequel il faut compter, tant en Europe qu'en Asie : l'insuccès de deux coalitions européennes est là pour le prouver ; et la rapidité avec laquelle cet Empire va se relever montre qu'il n'a pas été aussi atteint que les apparences tendraient à le montrer.

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT ET L'APOGÉE DE L'EMPIRE OTTOMAN

Le redressement. — Lorsque Timour quitte l'Anatolie après avoir atteint la mer Egée, la situation de l'Etat ottoman est précaire : des quatre fils de Bayézid, l'aîné Suleyman est passé dans les territoires d'Europe demeurés fidèles ; le second fils, Isa, s'est installé à Brousse ; le troisième, Mehmed, a récupéré le territoire d'Amasya dont il était gouverneur. Enfin le quatrième, Mousa, fait prisonnier avec son père, est libéré à la mort de celui-ci et occupe alors la région de Kutahya. Ainsi la doctrine de Timour, le morcellement de l'Anatolie, est-elle pleinement réalisée.

Pour les Ottomans le but à atteindre est la reconstitution de l'ancien Etat. Mais alors se pose le problème de la succession de Bayézid, qui ne peut être tranché que par la force. Mehmed semble l'avoir compris le premier : il enlève rapidement Brousse et Nicée à son frère Isa qui, malgré l'aide de Suleyman, est encore vaincu par deux fois et disparaît de la scène politique. Vers la même époque Mehmed triomphe des souverains des Etats de Saroukhan, Mentéché, Aydin et Tekké.

A son tour, Suleyman passe à l'attaque en Asie, et occupe Brousse et les ports de la Marmara. Mehmed cherche appui auprès des Karamanides et de son frère Mousa qui porte la guerre en Europe : Suleyman finit par être vaincu et tué (1410). Ne restent donc plus en présence que Mousa en Europe et Mehmed en Asie. Finalement, en 1413, à Tchamourlou, Mousa est vaincu, pris et étranglé. Onze ans après

Ankara, l'unité de l'Etat ottoman est reconstituée.

Dès son avènement définitif, Mehmed I^{er} s'assure la tranquillité en Europe et revient en Asie où le Karamanide a rompu la paix et où un ancien émir de Mousa, Djuneyd, se montre turbulent : installé à Smyrne, il prétend se rendre indépendant. Mehmed s'empare de la ville, mais Djuneyd se soumet. Le sultan marche ensuite contre le Karamanide, Mehmed II, et va jusqu'à assiéger Konya ; en 1415, Mehmed II signe une paix qu'il viole un an plus tard : il est encore vaincu, tandis qu'au même moment Djuneyd, révolté de nouveau, est chassé de Smyrne (1416). La même année, la flotte vénitienne est défaite à Gallipoli par les Turcs. Peu après éclate dans la région d'Aydin un soulèvement politico-religieux qui est rapidement réprimé.

En Europe, des conflits surgissent avec les Hongrois qui sont vaincus ; Mehmed, pour protéger les avancées de ses Etats, fait construire des forteresses en Bosnie, en Styrie et à la frontière de Hongrie. En 1419 surgit un prétendant au trône, Moustafa, aussitôt soutenu par Djuneyd ; ils sont l'un et l'autre vaincus et se réfugient à Constantinople. Mehmed meurt en 1421, mais sa mort est tenue secrète jusqu'à ce que son successeur Mourad arrive à Brousse et monte sur le trône. Le règne de Mehmed I^{er} a été relativement court ; mais homme énergique et volontaire, ce souverain a pu parvenir à son but : l'unification et la pacification de l'Etat ottoman.

Mourad II. Reprise de l'expansion en Europe. — Dès son avènement (1421) Mourad doit lutter contre l'ex-prétendant Moustafa, reconnu par le basileus Manuel Paléologue comme sultan légitime, moyennant la rétrocession de quelques villes, dont Gallipoli. Moustafa, aidé par Djuneyd, occupe les provinces européennes de l'Empire, mais est bientôt

lâché par le basileus, déçu dans ses espérances. Moustafa passe en Asie ; les désertions sont alors si nombreuses parmi ses troupes qu'il doit s'enfuir à Andrinople, puis en Valachie où il meurt. Mourad, pour se venger de Manuel Paléologue, assiège, mais sans succès, Constantinople (juin-août 1422). Il élimine ensuite un nouveau prétendant, puis triomphe de l'Isfendiyar de Sinope qui doit se soumettre (1423). En 1424, Mourad signe des traités de paix avec Jean Paléologue, Sigismond de Hongrie et Etienne Lazarévitch, despote de Serbie. Mais la mort de ce dernier entraîne la guerre avec Sigismond de Hongrie, ce qui vaut aux Turcs la conquête de quelques places fortes (1428). En 1430, Salonique est reprise aux Vénitiens et en 1431 Yanina et une partie de l'Albanie sont occupées. Des traités de paix sont signés en 1432 et 1433 avec Georges Brankovitch, despote de Serbie, et Sigismond. En 1438 celui-ci reprend les hostilités, mais meurt peu après. Mourad assiège en vain Belgrade (1440). Il connaît ensuite quelques revers dus au Hongrois Jean Hunyady et au souverain karamanide (1442-43) ; mais la situation est rétablie moins d'un an plus tard : une trêve de dix ans est signée avec Hunyady cependant que le Karamanide est vaincu et signe également la paix.

Mourad décide alors d'abdiquer en faveur de son fils Mehmed ; les Hongrois veulent profiter des circonstances, et en septembre 1444, passent en Transylvanie et en Bulgarie : Mourad reprend le pouvoir et, à la tête de son armée, écrase Hunyady près de Varna (10 novembre 1444). Il abdique une seconde fois, mais est à nouveau rappelé en 1445, à la suite d'une révolte des Janissaires à Andrinople. En 1446, il conquiert le Péloponnèse qui devient tributaire de l'Empire, et en 1447 s'attaque sans

succès à Skander Beg : celui-ci, fils d'un seigneur albanais, avait été livré en otage aux Ottomans dans sa jeunesse et élevé comme un musulman ; il s'était fait remarquer et avait obtenu le gouvernement d'un *sandjak* ; mais en 1443, il a lâché les Turcs et est devenu maître de l'Épire et de l'Albanie. En 1448, Jean Hunyady est vaincu à Kossovo et une trêve de trois ans est signée. Mourad intervient ensuite dans les affaires de Byzance : en 1450, il fait monter sur le trône de basileus, Constantin Paléologue, qui sera le dernier souverain byzantin ; il marie son fils Mehmed à une fille de l'émir de Dhoulkadir et meurt peu après à Andrinople (2 février 1451), laissant à Mehmed II un Empire consolidé, une armée puissante et une administration habile, où les postes de vizirs sont confiés aux descendants des vieilles familles turques. Mourad Ier a été, en outre, un souverain éclairé : il a su faire de sa capitale, Andrinople, un centre intellectuel où se réunissaient poètes, savants et lettrés.

Mehmed II. La prise de Constantinople. — A la mort de son père, pour supprimer toute difficulté ultérieure, Mehmed II fait mettre à mort son frère Ahmed ; mais, pour la première fois dans l'histoire de l'Empire ottoman, les Janissaires demandent une gratification à l'occasion de l'avènement du nouveau padichah : Mehmed, encore peu sûr de la fidélité de ses troupes, doit se plier à cette exigence ; peu après, il incorpore aux Janissaires, un groupe nouveau de sept mille hommes, les Segban. Tous les États voisins et les vassaux reconnaissent le nouveau sultan ; seul le Karamanide essaye de manifester une certaine indépendance : une vive réaction de Mehmed le fait s'incliner sans tarder.

Le premier but de Mehmed est déjà fixé : la conquête de Constantinople. Alors que toutes les

possessions byzantines sont passées aux mains des Turcs, seule la ville et ses faubourgs, restes minimes d'un immense Empire, semblent encore défier les Ottomans. Dès 1452, Mehmed prend pied sur la rive européenne du Bosphore et y fait construire le château fort de Roumélie (Roumeli Hisar), face au château édifié par Bayézid I^{er} sur la côte asiatique, Guzel Hisar ou Anadolou Hisar ; il interdit ainsi la voie du Bosphore aux navires qui pourraient le gêner. Puis méthodiquement, il conquiert les bourgades au sud de Constantinople : il n'a bientôt plus qu'à établir le siège de la ville. Le basileus Constantin XI cherche du secours : auprès du pape, avec qui une tentative de paix religieuse a été amorcée, auprès des Vénitiens et des Génois ; les secours se monteront en tout à deux cents Latins et cinq cents Génois. En outre, les troupes byzantines comprennent tout ce que la ville contient d'hommes valides, de quelque origine qu'ils soient. Enfin on se hâte de réparer les murailles terrestres et l'on ferme la Corne d'Or par une chaîne reliant la Pointe du Sérail à Galata. Mehmed II, de son côté, dispose d'une armée d'au moins douze mille hommes, d'une flotte de trois cent cinquante navires, et surtout d'une artillerie de premier ordre.

Le siège commence le 5 avril 1453 : les Ottomans s'installent au sud et à l'ouest, face aux murailles terrestres et la flotte mouille légèrement au nord du débouché de la Corne d'Or. Un premier assaut infructueux a lieu le 18 ou le 19 avril ; le 20, quatre bâtiments génois réussissent à pénétrer dans la Corne d'Or : ce sera le seul renfort. L'artillerie turque entre en action, causant de graves dégâts dans les fortifications. Dans la nuit du 23 avril, une partie de la flotte turque est transportée par terre, du Bosphore dans l'intérieur de la Corne d'Or, face

aux murailles maritimes, moins défendues que les murailles terrestres. Le 23 mai, Mehmed propose à Constantin une capitulation honorable : le basileus refuse. Dans la nuit du 28 au 29 mai, le signal de l'assaut est donné : deux attaques préliminaires sont repoussées, mais la troisième, menée par les Janissaires près de la Porte d'Andrinople, est décisive : les Ottomans pénètrent dans la ville et prennent à revers les défenseurs ; le combat se termine rapidement : les derniers défenseurs se groupent autour du basileus qui est finalement blessé à mort : le soir du mardi 29 mai 1453, la conquête de Constantinople est achevée ; pour affirmer son succès, le sultan pénètre dans Sainte-Sophie, transformée en mosquée. Mehmed II édicte aussitôt un certain nombre de décisions : des libertés sont accordées aux Chrétiens ; les Génois se voient confirmer la plus grande partie de leurs privilèges dans le quartier de Galata ; le 1^{er} juin est installé un nouveau patriarche, Georges Scholarios (Gennadios) ; d'autre part, pour turquifier la ville, des colons doivent être amenés d'Anatolie. Constantinople devient quelques années plus tard la capitale de l'Empire ottoman, le lien entre les possessions européennes et les possessions asiatiques du sultan.

La prise de Constantinople est suivie d'une série d'accords avec les princes grecs du Péloponnèse, le despote de Serbie, les Génois de Chio et de Lesbos, l'empereur grec de Trébizonde et la République de Raguse : tous se déclarent vassaux du sultan et lui payent un tribut annuel. Quant à Venise, elle se voit reconnaître la liberté de commerce, et peut installer un *baile* (= un consul) dans la nouvelle capitale.

La période des conquêtes. — La mort de Jean Hunyady et de Georges Brankovitch, à quelques mois d'intervalle, favorise les Turcs qui se rendent

maîtres de toute la Serbie, sauf Belgrade (1459) ; à la même époque, Skander Beg doit signer la paix, et une campagne dans le Péloponnèse ne laisse plus aux Vénitiens que quelques ports. En 1461, en Anatolie Mehmed enlève, sur la mer Noire, Amasra aux Génois, Sinope aux Isfendiyar et Trébizonde à David Comnène ; il signe, en outre, un traité avec son voisin de l'est, Ouzoun Hasan, souverain des Akkoyounlou (dynastie du Mouton Blanc). En Europe orientale, le sultan, mécontent de l'attitude du prince de Valachie, Vlad, trop ami des Hongrois, le fait déposer grâce à l'appui du prince de Moldavie, Etienne le Grand, et le remplace par Radul. En 1462 Lesbos est enlevée aux Génois, et la Bosnie est annexée. En Anatolie des troubles éclatent à la mort du prince karamanide Ibrahim : ce n'est qu'en 1474 que cette région sera pacifiée et incorporée définitivement à l'Empire. En Albanie Skander Beg, sur l'instigation du pape et des Vénitiens, reprend ses attaques et tient tête aux armées ottomanes ; mais à sa mort (1467), l'Albanie est à son tour annexée. Le prince de Moldavie, Etienne le Grand, doit concéder aux Turcs le libre passage en Bessarabie (1478), et sous Bayézid II, il ne pourra s'opposer à la prise de Kilia et d'Akkerman (1484). En mer Noire, les Ottomans enlèvent Kaffa et Azov aux Génois, et placent sous leur suzeraineté le khanat de Crimée (1474). Des incursions ont lieu au nord du Danube, en Transylvanie, en Styrie et en Carniole. Enfin une guerre intermittente avec Venise, qui a amené les Vénitiens en Albanie et en Morée et les Turcs en Eubée (Négrepont), se termine par une paix (1479) qui laisse aux Vénitiens leurs conquêtes et leurs privilèges commerciaux, moyennant un tribut de 100 000 ducats.

Mehmed II tente ensuite de s'emparer de Rhodes

(mai-juillet 1480) et s'apprête à entamer les hostilités contre le sultan d'Égypte Qaïtbay lorsqu'il meurt, le 3 mai 1481. Mehmed II, surnommé Fatih (le Conquérant), a eu pour but essentiel de placer sous la domination directe des Turcs des États ou des provinces qui jusqu'alors étaient dirigés par des souverains plus ou moins indépendants; il inaugure la grande période de l'Empire ottoman, et son œuvre est renforcée par deux faits : la prise de Constantinople et l'institution du premier *kanoun-namè* (règlement organique) ottoman.

Bayézid II et Sélim I^{er}. La conquête de la Syrie et de l'Égypte. — A la mort de son père, Bayézid II (1481-1512) est gouverneur d'Amasya; le grand-vizir Mehmed Karamani favorise son frère Djem, mais les Janissaires se prononcent pour Bayézid et mettent à mort le grand-vizir (4 mai 1481); en échange, Bayézid leur accorde le « don d'avènement ». Djem réussit à occuper Brousse mais, vaincu, s'enfuit en Égypte. Revenu en Asie mineure, il est à nouveau vaincu en Cilicie (1482) et se réfugie à Rhodes, d'où les Chevaliers le transfèrent en France, où il demeurera sept ans, puis à Naples, où il mourra en 1495. Bayézid renouvelle ensuite les traités avec Venise et Raguse, et signe une trêve de cinq ans avec Mathias Corvin, roi de Hongrie. En 1485, un conflit grave met aux prises les Ottomans et les Mamelouks d'Égypte qui ont pénétré en Cilicie; les troupes de Bayézid sont vaincues, mais la paix finit par être signée en 1491. La mort de Mathias Corvin en 1492 incite Bayézid à s'attaquer à nouveau à Belgrade, défendue par les Hongrois : c'est encore un échec; en 1495 une trêve de dix ans est signée avec la Hongrie. Puis la guerre reprend avec Venise à la suite de la prise par les Turcs de Lépante (1499), Modon, Navarin et

Coron (1500). Pour enrayer l'avance musulmane, une ligue se forme, comprenant Venise, le pape, la Hongrie, l'Espagne et la France : la flotte alliée se borne à faire des incursions sur le littoral anatolien ; en décembre 1502 la paix est signée avec Venise, en août 1503 avec la Hongrie. En Asie, la dynastie des Akkoyounlou disparaît, remplacée par celle des Séfévides qui entretient à ses débuts de bons rapports avec les Ottomans. A ce moment, la paix règne partout, à l'intérieur comme à l'extérieur : le désir de Bayézid est ainsi réalisé.

Les difficultés vont surgir dans la propre famille du sultan ; celui-ci a trois fils : Korkoud, Ahmed et Sélim. L'aîné est un lettré, peu attiré par le pouvoir ; le second est en principe le successeur désigné ; quant à Sélim, favori des Janissaires, il n'hésite pas à se dresser contre son père : il se rebelle par deux fois (1509 et 1511). En mars 1512 Sélim, qui a fui en Crimée, reparaît en Anatolie et le 25 avril une insurrection des Janissaires oblige Bayézid à abdiquer en faveur de Sélim ; le sultan, malade, meurt un mois plus tard.

Dès son accession au pouvoir, Sélim I^{er} récompense les Janissaires par l'octroi du don d'avènement, puis s'emploie à exterminer ses frères et ses neveux et à renouveler les traités avec la Hongrie, Venise et Raguse. Après quoi, il se tourne vers l'Orient où Chah Ismail, le souverain séfévide de Perse, a accordé sa protection à un neveu de Sélim échappé au massacre ; en outre, Chah Ismail est chiite, alors que Sélim est sunnite. Le 23 août 1514, l'armée turque écrase l'armée persane à Tchaldiran et Sélim fait son entrée à Tébriz, capitale du Séfévide, le 5 septembre. L'année suivante, Sélim conquiert l'Etat des Dhoulkadir et toute l'Anatolie sud-orientale, ou Kurdistan, passe sous le contrôle ottoman.

Avant de partir en campagne contre les Egyptiens, Sélim réorganise l'armée qui est désormais dirigée par l'agha des Janissaires, assisté d'un état-major de sept officiers. Puis Sélim se met en route en 1516 ; le sultan mamelouk Qansouh, qui s'est avancé contre lui, est vaincu et tué à Marj-Dabiq, près d'Alep (24 août) : Alep, Hama, Homs, puis Damas (septembre 1516) tombent aux mains des Ottomans. Le nouveau sultan mamelouk Touman Bay refuse de reconnaître la suzeraineté des Ottomans, qui continuent leur avance : Ramleh, Ghazza, Naplouse, Jérusalem sont prises. Le 22 janvier 1517, la bataille du mont Mokattam consacre la défaite mamelouke : Touman Bay est vaincu, livré et exécuté peu après (avril 1517). Sélim reçoit alors l'hommage des principaux émirs d'Egypte, ainsi que celui du chérif de La Mecque qui s'engage à prononcer son nom à la *khotba* ; il est en outre reconnu officiellement comme le protecteur et le serviteur des deux villes saintes (La Mecque et Médine). Rentré à Constantinople après avoir organisé le gouvernement de l'Egypte et de la Syrie, Sélim prépare une expédition contre Rhodes, quand il meurt brusquement (20 septembre 1520). Sélim avait ramené d'Egypte le dernier calife abbasside, al-Motawakkil, qui fut enfermé au château des Sept-Tours jusqu'à la mort du sultan, et rentra ensuite au Caire. Avait-il entre-temps renoncé au califat en faveur de l'Ottoman ? Nous n'en avons pas la preuve ; si, avant la conquête de l'Egypte, Sélim s'intitulait « calife », il ne faisait que suivre l'exemple de ses prédécesseurs, depuis Mourad I^{er}, qui n'y voyaient qu'un titre parmi d'autres dans leur titulature, sans lui donner sa valeur originale ; le titre de « calife des Musulmans » n'apparaît chez les Ottomans qu'au XVIII^e siècle. Le règne de Sélim I^{er} est important, car non seulement

il a agrandi l'Empire, mais il a imposé sa domination aux pays arabes, domination qui durera, à peu près incontestée, jusqu'en 1918, sauf pour l'Égypte. Le gouvernement de Sélim a été si rigoureux que le sultan a reçu le surnom de *Yavouz* (le Terrible).

Suleyman I^{er}. L'apogée de l'Empire. — Suleyman I^{er}, surnommé *Kanounî* (le Législateur) par les Turcs, et « le Magnifique » par les Occidentaux, est sans conteste le plus grand sultan ottoman. Sous son règne l'Empire ottoman a atteint son maximum de prestige, et le sultan s'est imposé comme l'arbitre de l'Europe, intervenant entre François I^{er} et Charles Quint ; en outre il a créé à l'intérieur de ses États un ensemble d'institutions et de lois destinées à organiser au mieux l'administration des immenses domaines soumis aux Ottomans.

Dès son accession au pouvoir, Suleyman accorde aux Janissaires le traditionnel don d'avènement et renvoie dans leur pays les Égyptiens faits prisonniers par son père et amenés à Constantinople. Cependant il réprime vigoureusement les séditions du gouverneur de Damas et du gouverneur d'Égypte qui ont voulu se rendre indépendants (1521-1523). À l'extérieur, il va mener treize campagnes : dix en Europe, trois en Asie. La première, contre la Hongrie en 1521, aboutit à la prise de Sabacz, et surtout de Belgrade (29 août). La deuxième est dirigée contre Rhodes : il réussit à débarquer dans l'île, le 26 juin 1522, et après un siège de six mois force les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean à capituler : ils vont s'installer dès lors à Malte. A ce moment, en Perse, Chah Ismail meurt, et son successeur Tahmasp, peu rassuré par la présence de son puissant voisin, demande l'assistance du roi de Hongrie et de Charles Quint, tandis qu'un ambassadeur français arrivé à Constantinople demande à Suley-

man d'attaquer les Hongrois pour gêner l'empereur d'Autriche. Un double système d'alliances s'établit : d'une part Suleyman et François I^{er}, d'autre part Charles Quint, Louis de Hongrie et Tahmasp.

La troisième campagne, à nouveau dirigée contre la Hongrie, est marquée par la prise de Peterwardein (Petrovaradin, 30 juillet 1526), l'écrasante victoire de Mohacs sur le roi Louis, qui trouve la mort dans la bataille (28 août), et surtout la chute de Bude (10 septembre) ; en deux mois, presque toute la Hongrie est passée sous la domination ottomane où elle demeurera pendant un siècle et demi. La mort de Louis suscite deux candidatures au trône de Hongrie : celle de Ferdinand d'Autriche et celle de Jean Zapolya, tous deux élus par des diètes différentes. Suleyman soutient Zapolya, l'installe sur le trône hongrois et, pour marquer sa volonté, décide de frapper un grand coup contre l'Autriche : c'est la quatrième campagne, qui l'amène sous les murs de Vienne, assiégée du 27 septembre au 15 octobre 1529, mais sans succès ; il s'en est fallu de peu que l'Autriche ne subisse le sort de la Hongrie. La prise d'Alger, effectuée en 1516, est complétée en 1529 par celle du Peñon ; Alger, où commande le corsaire Khaïreddin, est une menace constante pour les navires espagnols. Une tentative ultérieure de Charles Quint contre la ville, en 1541, échoue complètement. En 1532, Suleyman entreprend la cinquième campagne, contre Charles Quint : il avance jusqu'en Styrie ; cependant Andrea Doria, au service des Autrichiens, s'empare de Coron, Patras et Lépante ; un armistice est alors conclu entre les deux adversaires en janvier 1533. C'est contre la Perse que le sultan dirige l'expédition suivante, à la suite de la trahison du gouverneur de Bitlis : en réponse, les Ottomans conquièrent l'Azerbeydjan et, de là, le

grand-vizir Ibrahim descend vers la Mésopotamie où, en juillet 1534, il occupe Bagdad ; Suleyman y fait son entrée le 30 novembre : le monde arabe est ainsi totalement passé sous la domination des Turcs et Suleyman apparaît comme le successeur incontesté des califes abbassides.

L'année 1535 est marquée par la conclusion des capitulations avec la France et par la reprise par les Espagnols de la ville de Tunis que les Turcs avaient conquise l'année précédente. En 1538, la septième campagne a lieu en Moldavie dont le voïvode s'est allié à Ferdinand d'Autriche ; l'intervention turque se traduit par la prise de Jassy. La même année, des éléments turcs avancés en mer Rouge conquièrent Aden et le Yémen, et poussent même jusqu'à Diu, dans l'Inde. La mort de Jean Zapolya est la cause de la huitième campagne : Ferdinand d'Autriche, s'étant vu préférer le jeune fils de Zapolya, prend les armes, mais l'armée turque s'avance en Hongrie, occupe Pest (26 août 1541) et annexe définitivement le pays qui est placé sous l'autorité d'un gouverneur turc ; seule la Transylvanie demeure sous la souveraineté de Jean Sigismond Zapolya. Vers la même époque, le *kapoudan pacha* (amiral) Khaïreddin Barbaros, avec l'aide des Français, assiège et prend Nice. Cependant Ferdinand ne désarme pas : ses attaques obligent Suleyman à conduire lui-même la neuvième campagne qui lui donne certaines villes hongroises, dont Esztergom (Gran) et Szekesfehervar (Stuhlweissenburg). Après plusieurs années d'escarmouches, une trêve de cinq ans est signée en juin 1547 : Ferdinand conserve ses possessions en Hongrie moyennant un tribut annuel de 30 000 ducats. C'est ensuite une nouvelle expédition (dixième campagne) contre la Perse : Suleyman arrive jusqu'à Tébriz, tandis que

le vizir Ahmed Pacha fait quelques conquêtes en Géorgie. Quelques années plus tard, il marche à nouveau contre la Perse (douzième campagne) ; c'est au cours de cette expédition qu'averti d'un complot ourdi par son fils Moustafa, il fait mettre à mort celui-ci. Il conquiert les villes de Nakhitchevan et d'Erivan. La paix signée en 1555 assure la suprématie de Suleyman sur Tahmasp.

Entre-temps des désaccords avec Ferdinand à propos de la Transylvanie ont provoqué en 1552 la onzième campagne ; le vizir Mehmed Sokoullou Pacha s'est emparé de Temesvar et de Szolnok. Pendant dix ans les hostilités continuent, intermittentes ; enfin la paix est conclue le 1^{er} juin 1562 : Ferdinand renonce à ses prétentions sur la Transylvanie et continue à payer le tribut. Mais en 1565 le nouveau roi de Hongrie, Maximilien, refuse de payer le tribut et revendique la Transylvanie. Suleyman entreprend contre lui sa treizième et dernière campagne (1566) qui est marquée par le siège et la prise de Szeged (Szigetvar) ; la ville ne se rend qu'au bout de plusieurs mois (8 septembre 1566) ; quelques jours avant sa chute, Suleyman était mort (nuit du 5 au 6 septembre) : sa mort fut tenue secrète, afin de ne pas troubler le moral des troupes et de permettre à son fils Sélim d'arriver de Constantinople. La paix entre Ottomans et Autrichiens ne devait être signée que deux ans plus tard, en février 1568, sur les mêmes bases que celles de 1562.

Ainsi disparaissait à soixante-six ans celui qui avait fait de l'Empire ottoman le premier Etat d'Europe et d'Asie occidentale ; le règne de Suleyman a été aussi brillant par ses conquêtes que par l'activité manifestée dans les domaines intellectuel et artistique : c'est vraiment l'âge d'or de l'Empire. Le xvi^e siècle a été pour les Turcs à la fois le siècle

de l'apogée et celui de Soliman le Magnifique.

L'Empire ottoman. première puissance européenne. — En 1566, grâce aux conquêtes effectuées depuis Mehmed II, l'Empire ottoman s'étend des frontières de l'Autriche au golfe Persique et des rivages de la mer Noire aux confins algéro-marocains. Si l'Europe du Nord et de l'Ouest échappe au contrôle du sultan, celui-ci a néanmoins une puissance suffisante pour disputer l'hégémonie en Europe à Charles Quint et en Asie occidentale au chah de Perse. Suleyman a été évidemment servi par les événements, notamment la lutte entre les Maisons de France et d'Autriche, mais en outre il a su profiter de ces dissensions et, pour parvenir à son but, le concours des Chrétiens ne lui a pas semblé négligeable : l'alliance, sollicitée — il faut le souligner — par François I^{er} et non par Suleyman, a servi les intérêts du sultan en même temps, bien entendu, que ceux du roi de France, trop heureux de voir une partie des troupes autrichiennes retenues sur le front oriental. Les Ottomans n'ont en somme que deux adversaires : à l'est, le chah de Perse, assez négligeable, et qui, pour porter la lutte sur le sol anatolien, doit franchir des barrières montagneuses d'envergure ; à l'ouest, l'empereur d'Autriche, dont ils sont séparés par la Hongrie, morceau convoité à cause de sa richesse (blé, chevaux) et de sa situation stratégique : la plaine hongroise est d'invasion facile, et elle commande l'accès à Vienne d'une part, à la Serbie et à la Transylvanie d'autre part. C'est pourquoi Suleyman, désireux de porter un coup marquant à Charles Quint, a essayé de s'emparer de la capitale autrichienne : quel triomphe pour lui, quel désastre, à échelle mondiale, pour l'empereur, si la ville était tombée ! On comprend aussi les raisons qui poussent Charles Quint et

Ferdinand à multiplier les incursions en Hongrie et en Transylvanie : éloigner les Ottomans de Vienne et, si possible, leur infliger une défaite décisive, ce qui n'a pas eu lieu ; et pour essayer de parvenir à ses fins, Charles Quint, roi très chrétien, n'a pas hésité non plus à négocier avec un musulman, le chah de Perse.

Suleyman possède d'autre part un atout majeur dans sa flotte méditerranéenne, réorganisée et confiée à des amiraux (les *Kapoudan pacha*) valeureux : Khaïreddin Barbaros, Piyalè Pacha, Tourgout Reïs ; c'est sa flotte qui donne au sultan les régences d'Alger et de Tunis, la possession de la Tripolitaine, qui mène des attaques incessantes sur les côtes d'Italie et d'Espagne, et qui, par suite, contribue à maintenir la flotte impériale dans les eaux de la Méditerranée occidentale, loin de l'Anatolie et de l'Europe sud-orientale.

Le sultan ottoman domine véritablement son époque : il n'est pas possible d'étudier l'histoire de l'Europe dans la première moitié du xvi^e siècle sans faire intervenir sa forte personnalité aux côtés de Charles Quint et de François I^{er} : Suleyman I^{er} est incontestablement une des grandes figures de l'histoire.

L'administration de l'Empire. Les institutions. — Le sultan, chef temporel et spirituel de l'Empire ottoman (depuis Sélim I^{er}, il est devenu le « Commandeur des Croyants »), est un souverain absolu qui gouverne assisté d'un certain nombre de ministres, les vizirs, révocables à tout moment. Il réside soit à Stamboul, dans le palais édifié à la Pointe du Sérail par Mehmed II, soit à Andrinople. Au palais, se trouvent réunis la famille du sultan, ses esclaves et les serviteurs ; en outre, c'est là que se tiennent les réunions du *Divan*, sorte de conseil des ministres. L'autorité sur le *harem* (partie du palais où habitent la famille et les esclaves du

sultan) est confiée à la Validé-sultane (la sultane-mère) dont le rôle politique, nul jusqu'à la fin du xvi^e siècle, grandira au cours des deux siècles suivants. Les serviteurs, sous la coupe du chef des eunuques blancs ou du *silihdar*, sont répartis en de nombreux groupes : Janissaires, *peyks*, *bostandjis*, *baltadjis*, *tchaouchs* et *kapidjis*. La maison du sultan proprement dite, divisée en quatre chambres, a son service assuré par des *itchoghlan* (pages) recrutés le plus souvent parmi les enfants chrétiens.

Le gouvernement est aux mains du grand-vizir, nommé par le sultan. Maître absolu après le souverain, il doit toujours craindre de voir sa carrière plus ou moins rapidement terminée, soit par la destitution, soit par l'exil, soit par la mort. Il est secondé par deux personnages essentiels : le *kâhya bey*, sorte de ministre de l'Intérieur, et le *reïs efendi* ou *reïs ul-kuttab*, chef de la Chancellerie, qui ne devient véritablement influent qu'au xviii^e siècle, où il joue alors le rôle de ministre des Affaires étrangères. Le grand-vizir préside, à défaut du sultan, les réunions du Divan, qui se tiennent en général quatre fois par semaine : lundi, mardi, samedi et dimanche ; les grands fonctionnaires qui y assistent sont les vizirs de la coupole (au nombre de quatre, mais supprimés à partir du xviii^e siècle), le *Kapoudan pacha* (grand amiral), les deux *kadi-asker* (juges de l'armée) de Roumélie et d'Anatolie, le *kadi* (juge) de Stamboul, l'*agha* des Janissaires, le *nichandji* (garde des Sceaux) et le *defterdar* (ministre des Finances). Les séances du Divan tenues au Palais se raréfient à partir du xvii^e siècle, et ne furent plus que des cérémonies officielles, alors que les séances tenues en la résidence du grand-vizir prirent de plus en plus d'importance. Les membres du Divan ont sous leurs ordres des fonc-

tionnaires et officiers répartis dans des bureaux ; les principaux d'entre ces fonctionnaires sont titulaires d'emplois annuels, conférés par brevet : tous les ans, ils sont l'objet de promotion, de confirmation ou de révocation de poste.

L'administration des Finances, la plus importante de toutes, fut d'abord confiée à un seul *defterdar* ; elle se trouva par la suite assurée par deux *defterdar* (un pour la Roumélie, un pour l'Anatolie) ; puis par trois (un pour la Syrie et l'Egypte), et enfin par quatre (Hongrie et provinces danubiennes). A la fin du xvi^e siècle, chaque gouvernement provincial eut son *defterdar* particulier, mais on revint ensuite à un seul *defterdar* pour tout l'Empire. Les revenus de l'Etat sont constitués par les impôts, fixes ou proportionnels, établis sur les terres tributaires, par les dîmes sur les terres des musulmans, par la capitation imposée aux non-musulmans, et par les droits de douane. A ces impôts viennent s'ajouter des taxes extraordinaires ou temporaires, des contributions locales, les droits de succession, les tributs payés par certaines provinces (Egypte, Irak, Crète) ou par les Etats « protégés » (Valachie, Moldavie, Raguse). Ces revenus sont en général donnés à ferme, moyennant une taxe supplémentaire imposée au fermier, et sont soigneusement enregistrés dans des *defter* (registres) vérifiés et mis à jour régulièrement.

Le gouvernement des provinces est sous l'autorité des trois *beylerbey* (Roumélie, Anatolie, Bosnie) ; au-dessous viennent les *sandjak-bey* (gouverneurs de provinces), les *soubachi* (chefs de districts) et les *sipahi* (possesseurs de fiefs militaires). Les terres fieffées, propriétés de l'Etat, sont données aux *sipahi*, correspondants du seigneur féodal de l'Europe occidentale ; les terres non fieffées sont la possession de sujets musulmans qui paient la dîme,

ou de non-musulmans qui paient la capitation. Certains pays ne sont pas intégrés dans le système des provinces et sont gouvernés isolément, par exemple La Mecque, placée sous l'autorité d'un chérif, Médine, qui dépend de l'un des eunuques noirs du Sérail, la Valachie et la Moldavie, soumises à des voïvodes, etc. Il faut noter que l'administration ottomane s'est montrée extrêmement libérale dans les pays conquis, laissant à ceux-ci leur langue, leur religion et parfois même la plus grande partie de leur organisation interne : il suffisait aux Ottomans d'assurer la défense du pays et de prélever les impôts.

L'armée, plusieurs fois réorganisée, n'a pris une allure définitive qu'au xvi^e siècle. Elle comprend alors des troupes appointées par le trésor : fantasins, Janissaires, armuriers, canonniers, train des équipages et cavaliers (*sipahis*) qui forment les *odjak* des *kapoukoulou* (littéralement : esclaves de la Porte) ; des troupes dites de provinces, c'est-à-dire fournies par les titulaires des fiefs, et enfin des troupes irrégulières. L'élément essentiel de l'armée est constitué par les Janissaires, dont le recrutement est assuré par la *devchirmè* : des enfants de sujets non musulmans sont ramassés en divers points de l'Empire et élevés dans la religion musulmane et les coutumes turques ; puis ils deviennent *adjemi-oghlan* et sont groupés dans des casernes, à Stamboul en général, et ce n'est qu'après qu'ils deviennent Janissaires. Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, il fut interdit aux Janissaires de se marier ; le mariage leur fut permis à partir de Sélim II ou de Mourad III et c'est de cette époque que date la corruption de leur troupe : désormais, n'importe qui peut y entrer, et les révoltes sont de plus en plus nombreuses, sous des prétextes divers. Le nombre de Janissaires a considérablement varié : de

mille à l'origine, il est passé à dix mille sous Mourad II, soixante-dix mille sous Suleyman II, cinquante-trois mille sous Ahmed III, plus de soixante mille au début du XIX^e siècle, peu avant leur suppression. En ce qui concerne l'artillerie, celle-ci était au XVI^e siècle la première d'Europe ; par la suite, elle perd sa suprématie et vers la fin du XVIII^e siècle, le roi de France enverra le célèbre baron de Tott pour l'améliorer. Signalons enfin que les troupes irrégulières, levées en cas de besoin, formaient un appoint qui a pu être à certains moments de vingt mille hommes. Elles disparaissent presque complètement après le XVI^e siècle. C'est sous Suleyman I^{er} que la marine a connu son plus grand développement, qui se maintient jusqu'au milieu du XVII^e siècle ; elle périclité par la suite. Des arsenaux sont installés à Stamboul — le plus important — sur la côte de la mer Noire, dans certaines îles et quelques ports de la Méditerranée.

Les lettres et les arts. — Tout comme le XVII^e siècle en France a pu être appelé le siècle de Louis XIV, le XVI^e en Turquie peut être intitulé le siècle de Suleyman ; les chefs-d'œuvre littéraires et artistiques sont nombreux. Dans le domaine des lettres, l'histoire est privilégiée : à côté d'auteurs qui se font les historiographes de la dynastie ottomane, d'autres nous apportent des chroniques pleines d'enseignement sur la vie et les événements du temps. La poésie est aussi très en honneur : certains sultans sont eux-mêmes de brillants poètes ; l'influence persane est très grande dans ce genre où brillent les noms d'Ahmedî et d'Ahmed Da'î au XV^e siècle, de Fuzouî et de Bakî au XVI^e siècle.

L'art est en fonction directe de la grandeur et de la richesse de l'Empire : jusqu'au début du XVI^e siècle, il n'existe pas de grands foyers de civilisation ;

seuls continuent à se développer quelques centres provinciaux tels que Brousse. Après 1500, le plus grand épanouissement et la plus grande originalité de l'art ottoman correspondent à des ressources financières énormes, à l'existence d'une grande capitale, Stamboul, à l'apport massif d'ouvriers étrangers venus d'Égypte, de Syrie et d'Azerbeydjan, à l'afflux de tous les artistes vers la capitale. Si les premières mosquées ottomanes (Oulou Djami à Brousse, Yechil Djami à Nicée) sont encore d'un style rustique, si les médressés dérivent directement des médressés seldjoukides, à partir du milieu du xvi^e siècle les formules de l'art ottoman sont bouleversées, transformées, coordonnées par un architecte remarquable, Mimar Sinan : il a adopté le dispositif de l'église de Sainte-Sophie au type de la mosquée musulmane, non en une copie grossière, mais en une modification savante des mosquées turques d'Anatolie constituées par une salle carrée surmontée d'une coupole ; ainsi apparaissent les grandes Mosquées Chehzadè (1548) et Suleymaniyè (1550-57) à Stamboul, et Selimiyè à Andrinople (1567) qui sont les œuvres les plus représentatives de cette époque. Certaines sont encore embellies par l'emploi de faïences aux tonalités habilement choisies, comme les faïences de Nicée au xvi^e siècle (par exemple les Mosquées de Roustem Pacha et de Mehmed Sokoullou Pacha à Stamboul).

Tout a donc concouru à faire du règne de Soliman le Magnifique l'apogée de l'Empire qui, en moins de deux siècles, est devenu la première puissance de l'Ancien Monde. Mais cette suprématie ne va pas durer : le xvii^e siècle va marquer d'une façon irrémédiable la décadence d'un Etat démesuré où ni les souverains, ni les hommes, sauf de rares exceptions, ne seront plus à la hauteur de leur tâche.

CHAPITRE IV

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE

Aux adversaires traditionnels, Autrichiens, Vénitiens et Persans, l'Empire ottoman va voir s'ajouter, à partir du xvii^e siècle, un nouvel ennemi de taille : la Russie. Pendant deux siècles, les guerres entreprises contre ces puissances, jointes à la décadence des institutions et à la corruption ou à l'incapacité des individus, vont entraîner la ruine de l'Etat, malgré quelques sursauts d'énergie, notamment dans la seconde moitié du xvii^e siècle.

Les premières difficultés. — Les souverains qui succèdent à Suleyman I, Sélim II et Mourad III, sont loin d'avoir l'envergure de celui-ci : plus que des constructeurs ou des organisateurs, ce sont des despotes, des souverains absolus dont chaque caprice doit être exécuté ; leurs successeurs, à leur tour, suivront les mêmes principes, en les amplifiant parfois. Il arrive cependant que quelques-uns de ces souverains aient d'excellents grands-vizirs (par exemple les Keuprulu), mais les efforts de ceux-ci pour rétablir une situation sans cesse aggravée sont bientôt réduits à néant ; tout au plus contribuent-ils à retarder l'échéance.

Sélim II, fils aîné de Suleyman I, monté sur le trône en septembre 1566, garde à son service les vizirs de son père, en particulier Mehmed Sokoullou Pacha : mais, ayant négligé de verser aux Janissaires

le « don de joyeux avènement », il doit dès les premiers jours de son règne réprimer une révolte de l'armée à Belgrade et à Stamboul ; peu après une sédition à caractère politique et religieux éclate dans le Yémen : dix-huit mois sont nécessaires pour en venir à bout. A l'extérieur, Sélim II signe en février 1568, avec Maximilien d'Autriche, un traité de paix pour huit ans : en fait la paix durera entre les deux Etats jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Il n'en est pas de même avec Venise : depuis longtemps les Turcs convoitaient l'île de Chypre, possession des Vénitiens et obstacle aux libres communications des Ottomans dans le bassin oriental de la Méditerranée. Au printemps 1570, l'expédition est décidée par le sultan ; en juillet, la flotte arrive devant l'île qui tombe tout entière en moins d'un an : Venise n'a pas pu réagir.

Cependant la perte de Chypre a été ressentie par toute la Chrétienté ; le pape Pie V prend alors l'initiative d'une ligue européenne contre les Turcs, malgré l'attitude des Vénitiens eux-mêmes qui ne tiennent pas à se déclarer en hostilités ouvertes avec la Porte ; le roi de France essaie d'intervenir et offre sa médiation, mais le pape et les Espagnols, soutenus par les Autrichiens, mettent sur pied une flotte à laquelle finalement les Vénitiens et les chevaliers de Malte apportent leur contribution (mai 1571). Cette flotte, confiée au commandement de Don Juan d'Autriche, se heurte le 6 octobre à la flotte ottomane devant le golfe de Corinthe : c'est la bataille de Lépante qui, en trois heures, permet aux Chrétiens de triompher d'une manière décisive des Ottomans. Toutefois les vainqueurs ne peuvent s'entendre sur la suite des opérations et ne profitent donc pas de leur victoire. Mehmed Sokoullou Pacha se hâte de reconstituer une flotte,

et les Vénitiens montrent peu d'enthousiasme à poursuivre la lutte. En mars 1573, grâce à la médiation de la France, la paix est signée : les Ottomans conservent Chypre, Venise paye une indemnité, le *statu quo* est observé en Dalmatie et des capitulations sont signées entre les deux puissances. Un an après Lépante, Don Juan d'Autriche s'empare de Tunis, que les Turcs reprennent en août 1574. Sélim II meurt à ce moment et est remplacé par son fils aîné Mourad III (1574-1595), qui inaugure la politique des changements fréquents de vizirs, tandis que l'influence du harem grandit. Son règne est marqué par une guerre contre la Perse à la suite de la mort du chah Tahmasp (1576) ; quinze ans de batailles livrées pour la plupart en Azerbeydjan et en Géorgie, avec des alternatives diverses, aboutissent à une paix signée en mars 1590 : la Géorgie et les régions de Chiraz et de Tébriz reviennent aux Turcs. Les dernières années du règne de Mourad III se déroulent au milieu de révoltes militaires, réprimées soit par des concessions comme à Stamboul, soit par des massacres comme à Tébriz. Mourad III meurt en février 1595 ; l'un de ses nombreux fils, Mehmed III, ne peut devenir sultan qu'en faisant supprimer ses frères. Le nouveau sultan est un incapable, laissant le soin du gouvernement à sa mère, Safiyé, et se contentant de passer sa vie dans le harem au milieu de fêtes somptueuses. Le principal événement de son sultanat est la guerre de Hongrie qui, commencée sous Mourad III, ne se terminera que sous Ahmed I^{er}.

Bien que la trêve conclue entre les Ottomans et les Impériaux ait été renouvelée en 1575, 1584 et 1590, les Turcs ont déclenché les hostilités à la frontière de Bosnie en 1592 ; la guerre s'est faite surtout sous la forme d'incursions printanières

annuelles en territoire ennemi, et de sièges d'un certain nombre de places fortes prises et reprises à tour de rôle. Au début le prince de Moldavie, Michel, s'allie aux Impériaux et inflige aux Turcs des défaites qui lui permettent d'unir sous son autorité la Moldavie et la Transylvanie (1595-1599) ; à la même époque, les Turcs subissent d'autres défaites en Hongrie ; mais la situation est redressée grâce à l'action du prince de Transylvanie, Bokskay, révolté contre les Habsbourg. Cependant Bokskay s'étant par la suite entendu avec l'archiduc Mathias, le sultan Ahmed I^{er} signe, le 11 novembre 1606, la paix de Szitvatorok, confirmée par deux traités signés à Vienne en 1615 et 1616. Cette paix modifie peu les frontières des Etats, mais elle met les deux adversaires sur un pied d'égalité ; elle ouvre, en outre, une période de cinquante ans de calme entre les Ottomans et les Impériaux.

La désagrégation intérieure. — Ahmed I^{er} (1604-1617) s'est hâté de signer la paix car il doit faire face à une grave insurrection en Asie mineure, où des rebelles se sont rendus maîtres de la plus grande partie de l'Anatolie méridionale, cependant que le chah de Perse a repris le combat, que la Syrie est en révolte latente, et qu'au Liban les Druses veulent se rendre indépendants. C'est là le premier signe évident d'un commencement de décomposition intérieure : l'armée est mal payée (le sultan est avare au plus haut point), les multiples grands-vizirs changent à tout moment les gouverneurs de provinces, et ceux-ci profitent du peu de temps où ils sont en place pour essayer de s'enrichir au maximum ; à tous les échelons l'anarchie, la concussion sont de rigueur. Le sultan doit faire appel à un vieux serviteur de l'Etat, le grand-vizir Mourad Pacha, alors âgé de près de quatre-vingts ans, qui habilement réussit

à tout remettre en ordre, apaisant les révoltés et triomphant des Syriens et des Druses de Fakhr ed-din. En 1618, la paix signée avec la Perse consacre la renonciation par les Turcs aux territoires conquis peu auparavant.

Ainsi, cinquante ans après la mort de Suleyman I^{er}, l'Empire ottoman est l'objet, sinon d'un recul territorial, du moins d'une stagnation et d'un affaiblissement certain de ses forces. Il aurait besoin d'un souverain énergique, prêt à prendre des mesures capables de sauver l'Empire tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Ce souverain se révèle en la personne d'Osman II. Proclamé sultan en février 1618, il comprend la nécessité de réformes, mais il se heurte à l'hostilité de tous les gens en place, et plus particulièrement du corps des Janissaires qu'il prétend réorganiser ; il avait en effet pressenti que l'armée, telle qu'elle se présentait alors, était la source de révoltes et de séditions. Les Janissaires, inquiets, se dressent contre le sultan et vont jusqu'à pénétrer dans le Sérail, s'emparent d'Osman qu'ils déposent au profit du frère de Mehmed III, Moustafa I^{er} ; le prisonnier est conduit au château des Sept-Tours, où il est exécuté (mai 1622). C'est le premier exemple de déposition et d'exécution d'un sultan : ce ne sera pas le dernier, car les Janissaires prennent définitivement conscience de leur puissance et, véritable Etat dans l'Etat, vont désormais imposer leur volonté aux souverains, sauf pendant les périodes où un grand-vizir « à poigne » saura les réduire et les cantonner dans leur seul rôle militaire.

Moustafa I^{er} disparaît au bout d'un an. Les neuf premières années du règne de son successeur, Mourad IV (1623-1640), voient l'anarchie maîtresse du gouvernement, lequel est dirigé en fait par la sultane-mère Keusem. Les grands-vizirs se succèdent

à un rythme rapide, les troupes sont mécontentes pour un rien et réclament sans cesse des augmentations de solde ; or le trésor est vide, la guerre civile réapparaît en Anatolie, les Persans reprennent les hostilités. Ce n'est qu'en 1632 que Mourad IV se décide à réagir, et d'une manière impitoyable, allant même jusqu'à exécuter certains de ses frères et le cheikh ul-islam, qui avaient peut-être favorisé les révoltés. Il restaure le prestige du gouvernement, remet les finances à flot en procédant à la révision des registres d'impôts et en s'assurant du versement de ceux-ci ; les dépenses sont soigneusement limitées et contrôlées. Au bord de l'abîme, l'Empire ottoman a pu se redresser.

A l'extérieur, Mourad a porté la guerre en Perse ; à l'issue de plusieurs campagnes, la paix signée en 1639 lui assure la possession de Tébriz : la frontière est de nouveau celle qui avait été fixée autrefois par Sélim I^{er}. En Irak, il reconquiert Bagdad (1638). Mais en février 1640, Mourad IV meurt et est remplacé par son frère, Ibrahim I^{er}, un malade incapable : en huit ans de règne, celui-ci a non seulement compromis la situation laissée par Mourad IV, mais il est en outre le grand responsable de la décadence de l'Empire par ses excès dans tous les domaines. Il finit assassiné le 8 août 1648, à la suite d'une conjuration des principaux personnages de l'Etat.

Les Keuprulu. Les dernières conquêtes. — A la mort d'Ibrahim I^{er}, un enfant de sept ans, Mehmed IV, devient sultan ; en fait, c'est sa grand-mère, la Validè-sultane Keusem, qui gouverne ; mais elle se heurte à la mère de Mehmed IV, Tarkhan, qui finit par l'emporter et Keusem est étranglée (1651). Dès lors, c'est une succession invraisemblable de grands-vizirs : neuf en quatre ans ! Les Janissaires

prennent de plus en plus de libertés : ils peuvent se marier, résider où bon leur semble, leur recrutement est fait n'importe comment, et même ils vendent leur charge ; le nombre de *sipahis* diminue, car les fiefs ne vont pas à des militaires, mais à des favoris ou à des favorites du harem ; la vénalité des charges devient courante dans la justice, les finances et l'administration des provinces. L'Empire s'en va à la dérive quand finalement la sultane-mère se décide à faire appel à l'un des rares hommes capables de reprendre en main la situation : Mehmed Keuprulu (septembre 1656). Bien qu'âgé de soixante-quinze ans, le nouveau grand-vizir fait preuve d'une grande activité et surtout d'une grande autorité, car il a mis comme condition à sa désignation de n'être en rien contrecarré dans ses décisions ; usant de la manière forte, en cinq ans il rétablit l'ordre, non sans avoir marqué son gouvernement par une quantité impressionnante d'exécutions : à quelque rang que ce soit, personne n'a été ménagé. A sa mort (1661), le sultan ne voulant pas gouverner lui-même, c'est le fils de Mehmed Keuprulu, Ahmed, qui prend en mains les destinées de l'Empire avec les mêmes idées, les mêmes conceptions — sans la cruauté — et les mêmes heureux résultats. Lorsqu'il meurt en 1676, c'est un de ses parents, Kara Moustafa Pacha, qui lui succède ; mais l'échec du siège de Vienne (1683) lui est fatal : il est exécuté peu après. Quelques années plus tard, un autre Keuprulu, Moustafa, accède au pouvoir et remet en ordre armée et finances ; Huseyin Keuprulu prend la succession en 1691 ; c'est lui qui devra signer la paix de Carlovitz. Enfin, un dernier membre de cette famille, Nouman, sera aussi grand-vizir au début du XVIII^e siècle, mais avec moins d'éclat que ses prédécesseurs. Pendant ce temps, les sultans ont été les

suiuants : après Mehmed IV, déposé par les Janissaires en 1687, viennent, tous aussi incapables les uns que les autres, Suleyman II (1687-1691), Ahmed II (1691-1695) et Moustafa II (1695-1703). Il faut constater que l'Empire ottoman a trouvé, dans des circonstances difficiles, les hommes qui ont su lui redonner un éclat, peut-être momentané, mais qui n'en était pas moins vu avec une certaine anxiété par les puissances occidentales : cela se constate notamment à l'occasion de la guerre de Crète, au cours de laquelle, devant les assauts effectués par les Turcs contre l'île depuis 1645, les Occidentaux s'unissent pour essayer de défendre Candie (1664). Leurs efforts sont vains, et finalement en 1668, la conquête est achevée par les Ottomans qui assurent ainsi complètement leur domination dans le bassin oriental de la Méditerranée.

C'est encore avec les Impériaux que la lutte reprend, plus acharnée que jamais, à partir de 1661. Ahmed Keuprulu pénètre en Transylvanie, passe en Hongrie : les nations occidentales s'émeuvent et envoient des contingents pour renforcer les Autrichiens ; le 1^{er} août 1664, les Turcs sont battus près du couvent du Saint-Gothard, mais les Alliés ne peuvent poursuivre leur effort, et Ahmed Keuprulu, revenu en force, obtient sans difficulté la signature d'une paix de vingt ans (Weissembourg, août 1664). En 1682, les Turcs reprennent l'offensive, sous la conduite de Kara Moustafa Pacha, profitant des difficultés qui règnent dans l'Empire des Habsbourg ; en juillet 1683, l'armée turque arrive presque sans coup férir sous les murs de Vienne, mais les Autrichiens reçoivent des renforts, en particulier les renforts polonais de Jean Sobieski : le 12 septembre, les Turcs sont écrasés et refluent jusqu'à

Belgrade, où Kara Moustafa est exécuté. L'année suivante, une ligue est formée par le pape, ligue à laquelle adhère la Russie ; sur toute leur frontière occidentale, les Turcs sont attaqués et défaits : en Hongrie, à Mohacs et à Bude, en Morée et en Attique où les Vénitiens essaient de reconquérir leurs anciennes possessions (pour la République de Venise, c'est le chant du cygne). La guerre de la Ligue d'Augsbourg vient heureusement attirer ailleurs l'attention et l'Empire ottoman est sauvé. Moustafa Keuprulu reprend avec succès les hostilités en 1690, mais est tué à Szalankamen. Les années suivantes voient plus de revers ottomans que de victoires, et en 1698 Huseyin Keuprulu, mettant à profit de légers avantages momentanés, accepte la médiation de l'Angleterre et des Pays-Bas : le 28 janvier 1699, est signée la paix de Carlovitz : l'Autriche occupe la Transylvanie, alors que le Banat de Temesvar demeure aux Ottomans ; ainsi la Hongrie presque entière revient-elle aux Habsbourg. Venise, la Pologne et la Russie reçoivent quelques petits territoires. Cette paix, signée pour vingt-cinq ans, est la première paix désavantageuse que subissent les Ottomans : ce n'est pas la dernière.

L'apparition de la Russie. — Les dernières années du xvii^e siècle ont vu surgir contre les Ottomans un nouvel adversaire ; il est encore modeste, mais va bientôt se révéler comme le plus dangereux. Déjà, de 1670 à 1700, les progrès russes ont été importants ; à la suite d'une série de conflits avec la Pologne, la Russie s'est rendue maîtresse de l'Ukraine (1667-68) et, de ce fait, est devenue la voisine de l'Empire ottoman, non seulement en Bessarabie, mais aussi le long de la zone occupée par les khans de Crimée, vassaux des Turcs, c'est-

à-dire sur tout le littoral nord de la mer Noire. Quelques années de guerre, entre 1677 et 1681, ont eu pour résultat la paix de Radzin, par laquelle les Turcs reconnaissent la mainmise russe sur l'Ukraine : en outre, le souverain de Moscou est reconnu officiellement comme tsar et surtout, il obtient le droit de protection sur l'église orthodoxe de Jérusalem, en même temps qu'un patriarcat est installé dans la capitale russe : désormais les Russes vont mettre tout en œuvre pour faire admettre aux orthodoxes la supériorité de ce nouveau patriarcat sur celui de Constantinople, d'où découlera le droit de protection sur les Chrétiens de rite grec de l'Empire ottoman.

La Russie adhère ensuite à la Ligue formée par le pape après le siège de Vienne, et passe à l'attaque en Crimée (1687-89) ; ces campagnes restent sans résultat. La guerre reprend en 1695, menée du côté russe par Pierre le Grand : il assiège Azov d'abord sans succès, mais revient à la charge, et l'année suivante la place capitule. La paix de Carlovitz (1699), confirmée par la paix de Constantinople (1700), reconnaît aux Russes la possession d'Azov.

Quelques années plus tard, le roi de Suède, Charles XII, après la défaite de Poltava, vient chercher refuge en Turquie, où il compte sur l'appui des Ottomans pour récupérer son trône et ses territoires. De fait, il réussit à provoquer un conflit entre la Russie et la Turquie (novembre 1711). Pierre le Grand, qui comptait sur le soulèvement des Chrétiens sujets du sultan, doit renoncer à cet espoir ; les Turcs attaquent sur le Pruth et parviennent à faire reculer leurs adversaires qui signent bientôt la paix (Constantinople 1712, Andrinople 1713) : l'Ukraine reste aux Russes, qui doivent rétrocéder

Azov et se voient interdire de se mêler des affaires de Suède et de Pologne. L'avance russe a pu être momentanément arrêtée.

Les traités défavorables. — Le sultan Ahmed III (1703-1730) est plus connu dans l'histoire turque comme un amateur de femmes, d'oiseaux et de fleurs (les tulipes, en particulier, d'où le nom « d'époque des tulipes » donné à son règne) que comme un grand chef de gouvernement. La direction des affaires est confiée au *silihdar* Ali, puis au grand-vizir Ibrahim ; celui-ci et son souverain sont victimes de la révolte des habitants de Stamboul, due aux revers extérieurs et aux difficultés internes : le grand-vizir est exécuté, le sultan déposé et remplacé par son neveu Mahmoud I^{er}, qui laisse également le soin du gouvernement à divers personnages sans envergure. Mahmoud I^{er} meurt en 1754, et son demi-frère Osman III lui succède pour trois ans au cours desquels il n'a rien accompli de remarquable, sinon de faire fermer les débits de vin. Le règne de son successeur et cousin Moustafa III (1757-1773) est surtout marqué par la désastreuse guerre contre la Russie. Le dernier souverain de cette période est Abdul-Hamid I^{er} (1773-1789) aussi peu intéressant que ses prédécesseurs. De Ahmed III à Abdul-Hamid I^{er}, la politique extérieure commande la politique intérieure : les défaites subies par l'armée encouragent les insurrections locales, notamment en Syrie et même à Stamboul où les Janissaires sont comme toujours au premier rang des rebelles. Vers la fin du XVIII^e siècle, à la suite de traités désastreux, l'Empire ottoman est en pleine décomposition. C'est d'abord une nouvelle guerre contre l'Autriche et Venise : les Turcs ont bien reconquis la Morée (1715), mais ils échouent devant Corfou,

sont battus en Hongrie, perdent Temesvar (1716) et Belgrade (1717). Le 21 juillet 1718 est signée la paix de Passarowitz (Passarofitcha ou Pojarévats) : l'Autriche occupe le Banat de Temesvar, la Valachie occidentale et le nord de la Serbie avec Belgrade ; Venise ne récupère rien et ne comptera plus désormais comme grande puissance : la Turquie reprend la Morée sous son contrôle. Enfin, par un traité spécial de commerce et de navigation, les Autrichiens jouissent dans l'Empire ottoman des mêmes privilèges que les autres puissances occidentales. Le traité de Passarowitz est une grande victoire pour l'Autriche.

En mars 1736, les Russes pénètrent en territoire tatar et s'emparent, en juin, d'Azov, puis de Bahtché-Saray, capitale des khans de Crimée ; au même moment, les Autrichiens avancent en Valachie et en Moldavie (siège de Jassy). Russes et Autrichiens pensent que les Ottomans vont céder à leurs exigences mais, sous l'impulsion du grand-vizir Mehmed Yeyen, les Turcs réagissent et les Impériaux doivent reculer ; les succès sont moindres contre les Russes ; cependant des changements politiques en Suède attirent de ce côté l'attention du tsar, et en septembre 1739, grâce à la médiation française, la paix est signée devant Belgrade, assiégée par les Turcs : les Autrichiens cèdent tout ce qu'ils ont gagné par la paix de Passarowitz, tandis que le *statu quo* est observé avec la Russie, qui renonce à entretenir toute flotte de guerre ou de commerce en mer Noire. La paix de Belgrade marque donc un redressement momentané de la Turquie.

A l'est la lutte se ranime avec la Perse où la dynastie séfévide est en pleine décadence ; les Russes envahissent l'Azerbeydjan et le Daghestan ;

les Turcs, appelés par les habitants du Chirvan, interviennent et l'on pense que l'on va vers un conflit russo-turc quand une médiation française permet de procéder à un partage : les Russes occupent les provinces au nord du Caucase, les Turcs les provinces du sud. Le chah Tahmasp, par des négociations avec les Ottomans, essaie de récupérer les provinces perdues, mais un nouveau venu, Nadir, conquiert par la force une partie de ces territoires et laisse ensuite au chah le soin de continuer ses conquêtes : Tahmasp est vaincu et en 1732 traite avec les Ottomans. Mécontent, Nadir se débarrasse de lui, conclut une alliance avec la Russie, qui lui restitue les provinces caucasiennes, et finalement, en 1736, se proclame chah et signe la paix avec les Ottomans qui rétrocèdent leurs conquêtes du Caucase.

En 1764 les Russes envahissent la Pologne dont l'intégrité du territoire a été garantie par la Turquie ; cependant la guerre n'éclate qu'en 1768 à la suite d'un incident. En 1769, les troupes ottomanes sont défaites en Bessarabie et en Crimée ; en même temps, Catherine II envoie sa flotte de la Baltique en Méditerranée afin de provoquer un soulèvement en Morée : ce qui se produit, mais sur une trop petite échelle pour avoir des conséquences sérieuses, et la flotte russe abandonne ce pays ; le 8 octobre 1770, elle attaque la flotte ottomane ancrée dans la baie de Tchechmé, près de Smyrne, et la détruit. Des tentatives d'armistice ont alors lieu, sans résultat. Sur terre, les Russes occupent toute la Valachie, mais échouent en 1772 et 1773 devant Silistrie et Roustchouk. A ce moment, la question de Pologne requiert la vigilance de Catherine II, cependant que Abdul-Hamid I^{er} est prêt à conclure la paix : après quelques mois de pourparlers est signé le

traité de Kutchuk-Kaïnardji (21 juillet 1774). La Russie obtient Azov, Kertch, l'embouchure du Dniepr, les districts du Kouban et du Terek, la libre navigation en mer Noire, l'autorisation pour sa flotte de commerce de franchir les Détroits, et enfin des privilèges commerciaux. La Turquie réoccupe la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie, accorde des libertés politiques aux Roumains et doit payer aux Russes une indemnité de 2 millions de roubles en trois ans. De son côté l'Autriche reçoit la Bukovine.

Il est certain que la question de Pologne a évité à la Turquie des défaites et un traité plus sévères ; il n'en est pas moins vrai que l'Empire ottoman, dont le prestige diminue de plus en plus en Europe, devient pour ses voisins une proie tentante : sa faiblesse interne et sa médiocrité militaire y sont pour quelque chose. Des réformes s'imposent, mais elles n'apparaîtront qu'au XIX^e siècle. Quant à la Russie, par les avantages conquis en Pologne et en mer Noire, elle prend de plus en plus figure de grande puissance européenne.

L'extension du commerce européen. — Pendant longtemps, à la suite des capitulations de 1535, la France a bénéficié d'un régime de faveur pour ses relations commerciales avec l'Empire ottoman. Les capitulations ont été renouvelées en 1569 et 1581 ; en 1604, le droit de pavillon et le droit de protection des Chrétiens de l'Empire ont été ajoutés aux autres privilèges. Des consulats ont été établis à Tripoli de Syrie en 1548, à Alep en 1552, plus tard à Alexandrie et à Constantinople. Entre 1550 et 1570, les commerçants français sont au premier rang parmi les commerçants européens ; ils apportent drap, papier, quincaillerie, et remportent cuir, laine, soieries, épices. Mais des difficultés surgissent : d'abord les guerres de religion détournent l'attention

des Français et leur font négliger les questions extérieures ; ensuite des frictions naissent entre la Porte et la France, en particulier à cause des pirates barbaresques officieusement sujets du sultan, mais pratiquement indépendants ; et surtout enfin, le commerce extérieur français n'est absolument pas organisé et, par suite, souvent pratiqué de manière incohérente.

Les autres États européens, distancés par la France, ne veulent pas rester en état d'infériorité, et dès 1579, les Anglais obtiennent la signature de capitulations et jouissent, en 1597, du droit de pavillon. D'autre part, en 1581, est fondée la Compagnie du Levant, soutenue par le gouvernement, qui va être à la base du développement du commerce anglais en Orient. En 1612, les Hollandais à leur tour obtiennent des capitulations, et aussitôt remportent de grands succès commerciaux, succès fondés sur leur probité commerciale, leur organisation centralisée et l'importance de certaines de leurs places comme marchés mondiaux : par exemple à la fin du *xvi*^e siècle, Amsterdam est le siège du commerce des épices.

Au cours du *xvii*^e siècle, le commerce anglo-hollandais se développe considérablement ; pour lutter contre les pirates barbaresques, les flottes sont organisées en convois protégés ; les Anglais s'installent solidement à Smyrne, les Hollandais à Constantinople. Les uns et les autres importent en Turquie drap, étain, poivre, épices (à noter le changement de sens de ce commerce) et argent monnayé (par exemple les *aslanî*) ; ils exportent soie, laine, coton, noix de galle. A côté de ces deux puissances, Venise est en déclin considérable : elle apporte surtout verrerie, velours et étoffes précieuses, et remporte des cendres destinées à la verrerie.

Au milieu du xvii^e siècle, un nouveau concurrent apparaît avec Livourne, devenu port franc et port d'escale ; des Arméniens et des Juifs s'y installent et Livourne devient le premier marché européen de la soie. C'est à ce moment que Colbert prend le pouvoir en France : il réforme les consulats, affranchit le port de Marseille, spécialisé dès lors dans le commerce avec le Levant, liquide les dettes des commerçants français et crée, avec un succès mitigé, les Compagnies du Levant (1670) et de la Méditerranée (1685). Mais, à cause des relations politiques parfois tendues entre Louis XIV et la Porte, le renouvellement des capitulations est difficile ; cependant en 1673 le marquis de Nointel, alors ambassadeur de France auprès du sultan, réussit à les faire renouveler et à confirmer l'obligation du pavillon français pour les pays ne jouissant pas de capitulations. En outre, on organise la lutte contre les Barbaresques : leurs bateaux sont pris en chasse, et les navires français vont plusieurs fois bombarder Tunis, Alger et Tripoli, si bien qu'à la fin du xvii^e siècle ces trois villes sont en décadence et qu'à partir du xviii^e siècle la navigation en Méditerranée sera beaucoup plus libre et sûre. En 1691, les consulats français sont réorganisés, et en particulier les consuls perçoivent des appointements fixes et non plus des commissions. Tout cela entraîne un renouveau du commerce français qui arrive à concurrencer de très près le commerce anglais.

Au cours du xviii^e siècle, on pousse à l'extrême le système de Colbert et le commerce français du Levant prend de plus en plus d'importance : il atteint son apogée autour de 1780. Mais si la France s'est acquis la suprématie dans ce domaine, c'est aussi parce que les Anglais et les Hollandais s'en sont détournés en partie pour s'intéresser davantage

à l'Amérique, à l'Inde et à l'Extrême-Orient. Au XVIII^e siècle, le commerce est constitué pour une bonne moitié par les textiles ; Smyrne vend la soie, Saïda le coton, Stamboul la laine ; en outre, on trouve le cuir à Alexandrie et à Stamboul, la cire au Kurdistan, les cendres à Acre, les noix de galle à Alep ; les drogues diverses à Alep et à Smyrne. Il est interdit d'exporter l'huile, le café, et surtout le blé d'Égypte, réservé à Stamboul. Ce qui est importé d'Europe, ce sont des produits manufacturés : les draps (que l'on n'a jamais pu tisser convenablement en Orient), les filés de coton, le papier, les métaux bruts et travaillés, la quincaillerie, ainsi que le sucre et le café. Le sens Occident-Orient l'emporte et l'on assiste peu à peu à une emprise économique totale des puissances européennes sur l'Empire ottoman ; c'est qu'en effet la technique européenne se perfectionne sans cesse, alors qu'en Orient l'artisanat reste traditionnel et ne fait aucun progrès ; le goût européen s'introduit en Turquie, consacrant le succès des produits venus d'Occident.

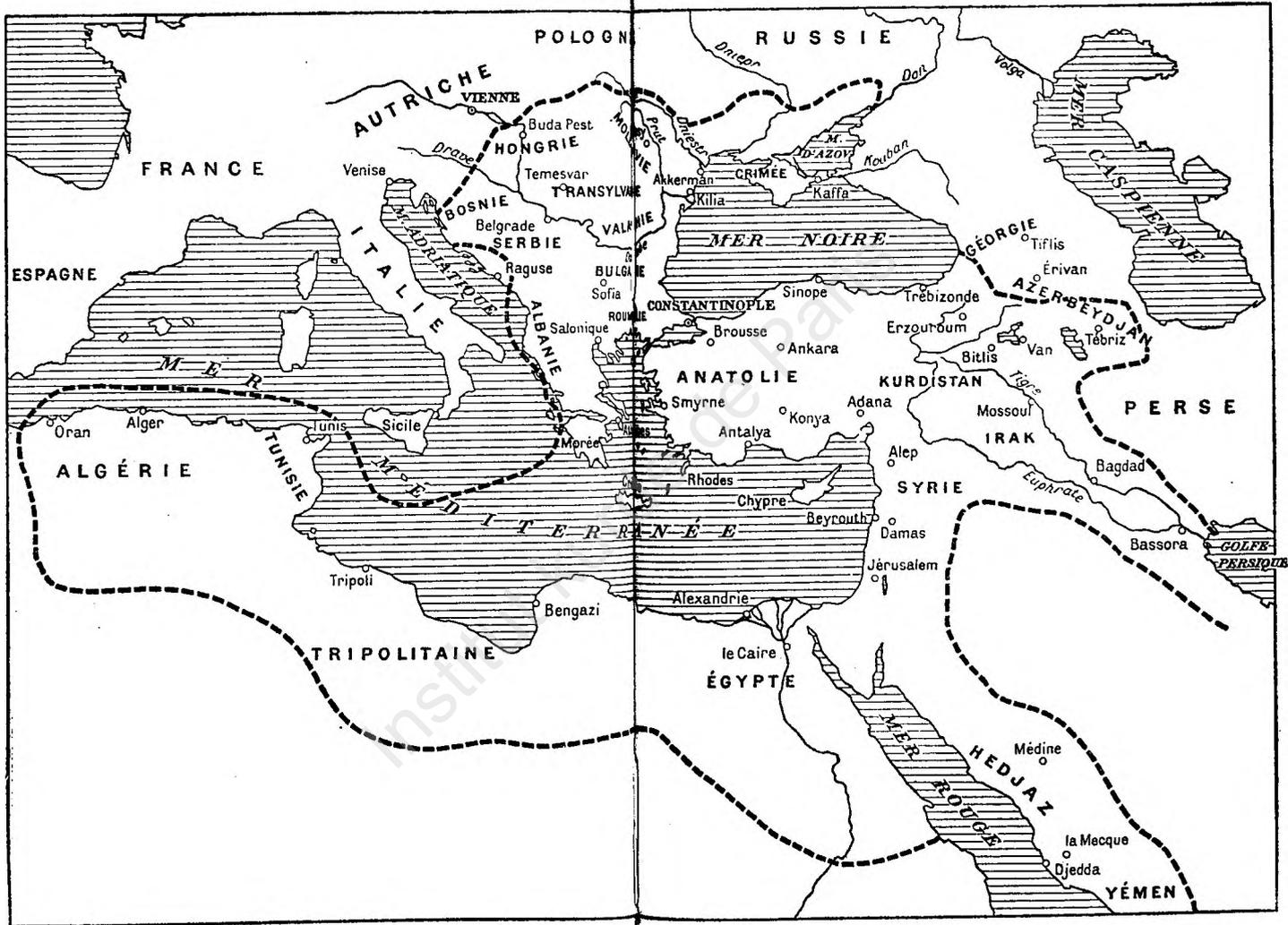
Cette emprise économique sert les desseins des grandes puissances qui vont faire grandir leurs revendications, et imposer au cours du XIX^e siècle leurs vues non seulement commerciales mais aussi politiques.

CHAPITRE V

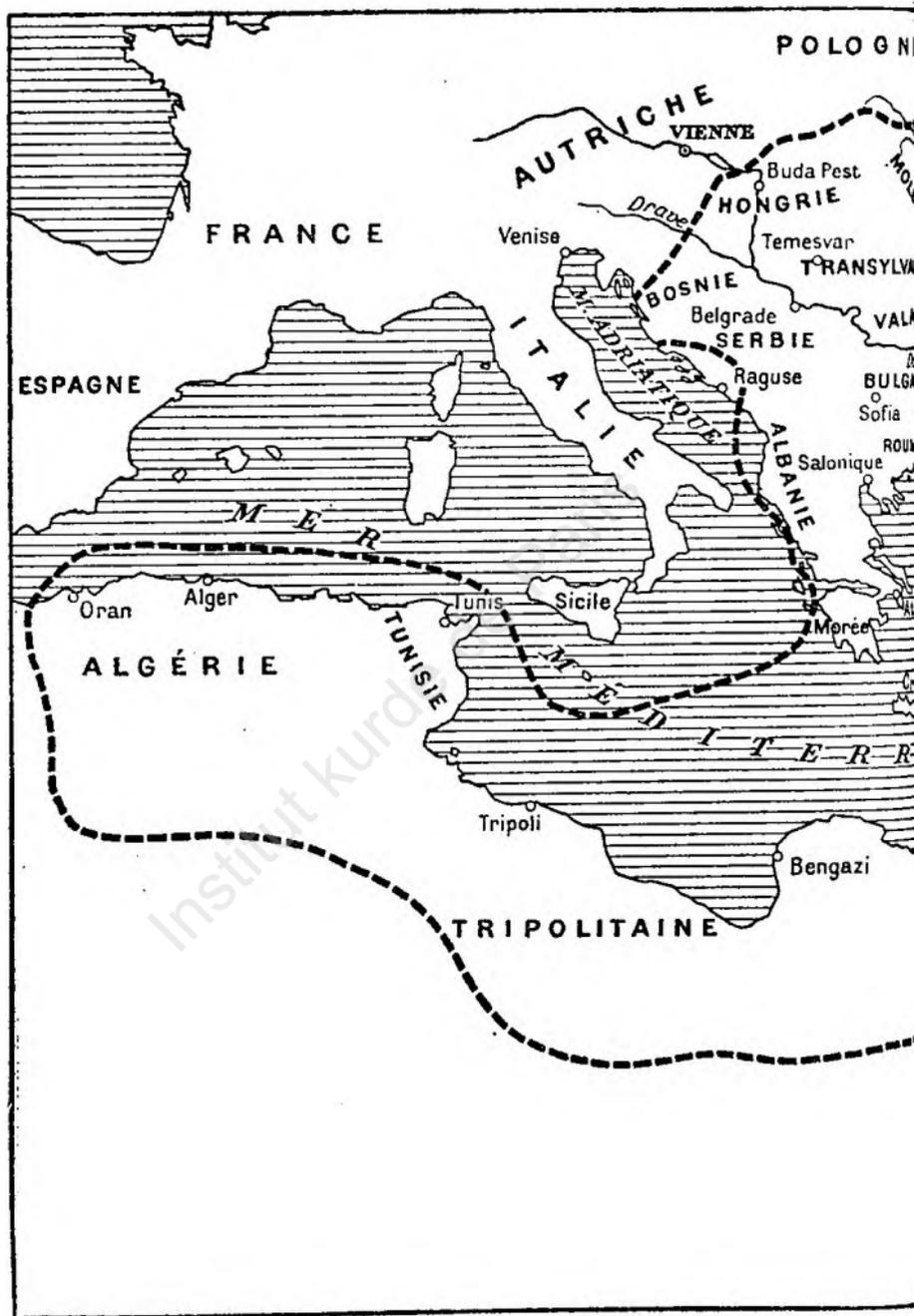
LES RÉFORMES. LA QUESTION D'ORIENT

La guerre austro-russo-turque. — Le successeur d'Abdul-Hamid I^{er}, le sultan Sélim III (1789-1807), se trouve dès son avènement devant une situation difficile. En effet, le traité de Kutchuk-Kaïnardji n'a été considéré par ses signataires que comme un traité temporaire : pour les Turcs, il est un accident malheureux qu'il convient de réparer ; pour les Russes et les Autrichiens, il n'a pas suffisamment concrétisé les succès obtenus. Cependant, tant que l'impératrice Marie-Thérèse est demeurée à la tête de l'Autriche, elle a eu un rôle modérateur ; son fils, Joseph II, qui lui succède en 1781, est au contraire partisan de la reprise des hostilités, et dans cette intention il signe avec Catherine II de Russie des accords prévoyant le partage des futures conquêtes faites au détriment de la Turquie. Dans l'Empire ottoman, même, il existe un parti de la guerre qui finira par l'emporter en 1787 sur l'esprit pacifique du sultan Abdul-Hamid.

Dès 1783, Catherine II agit en Géorgie, puis en 1784 annexe la Crimée où elle fait construire la forteresse de Sébastopol, enfin en 1786 elle entreprend un voyage de propagande dans la Russie du Sud et en Crimée. Joseph II n'approuve pas entièrement ces démonstrations de Catherine, car il ne tient pas à la voir installée à Constantinople. La rupture,



CARTE II. — L'Empire ottoman dans sa plus grande étendue (milieu du XVII^e siècle)



CARTE II. — L'Empire ottoman dans s

toutefois, est l'œuvre de la Turquie qui, en juillet 1787, remet un ultimatum à l'ambassadeur russe Boulgakov : rappel des consuls russes de Bucarest et de Iassy, abandon du protectorat sur la Géorgie, visite des navires russes naviguant en mer Noire. L'ultimatum est repoussé et la guerre est officiellement déclarée en février 1788.

Les armées ottomanes dégagent Belgrade, envahissent le Banat et triomphent par deux fois des Autrichiens, mais à l'est, elles subissent des défaites face aux Russes. C'est à ce moment que Sélim III prend le pouvoir (avril 1789) ; il signe un inutile traité d'alliance avec la Suède, puis subit en 1789 une série de défaites : Bucarest tombe ainsi que la Petite Valachie, ensuite Belgrade et Bender. En 1790, Joseph II meurt, et est remplacé par Léopold II que des insurrections dans son Empire contraignent à signer la paix de Svitchov (août 1791) ; cette paix rétablit le *statu quo* et marque la fin des hostilités entre les Habsbourg et les Ottomans ; jusqu'en 1878, aucune modification n'interviendra dans les limites entre les deux Etats.

Sur le front russe, la lutte continue au désavantage de la Turquie. La médiation de l'Espagne permet de signer la paix à Iassy (9 janvier 1792) : la Russie restitue ses conquêtes, sauf Otchakov et la région comprise entre le Dniestr et le Bug. Les événements de Pologne et de France, en retenant à l'ouest l'attention de la Russie, ont évité à la Turquie des conditions trop sévères ; pendant plus de vingt ans même, elle va vivre relativement en paix avec sa voisine du nord : la Révolution française et Napoléon I^{er} présentent alors bien plus de danger pour les grandes puissances européennes.

La situation intérieure. Les premières réformes. —
Devant les échecs répétés subis par son armée,

Sélim III décide de procéder à des réformes ; il veut en particulier réorganiser les troupes ottomanes à l'européenne, et pour cela a recours à des officiers français ; le règlement de 1793 ou *Nizam-i Djedid* apporte des modifications dans la structure de l'armée, mais trop peu profondes : il aurait fallu en fait dissoudre le corps des Janissaires et reconstituer une armée nouvelle. Bien entendu, les Janissaires appuyés par les oulémas s'opposent à ces réformes et suscitent des troubles.

Ces troubles viennent s'ajouter à des soulèvements dans diverses provinces de l'Empire : en Bulgarie des bandes de pillards, les *kirdjalis*, désolent le pays ; en Syrie, le cheikh Daher, puis Ahmed Djezzar pacha font de Saint-Jean-d'Acre le centre de leurs révoltes ; dans le Hedjaz, les Wahhabites, prenant pour prétexte des questions religieuses, s'insurgent et s'emparent des villes saintes en 1803 et 1804 ; sur le Danube Osman Pazvanoglou, allié à des groupes de Janissaires, s'oppose aux réformes du sultan et se rend maître de la Bulgarie occidentale ; enfin, en Serbie, le retour des Janissaires en 1803 provoque le soulèvement de la population dont l'un des principaux chefs est Georges Pétrovitch, dit Kara-Georges : les Serbes, soutenus secrètement par les Autrichiens et les Russes, finissent par obtenir, au traité de Bucarest (1812), une certaine autonomie.

Deux graves crises s'ajoutent à l'anarchie latente : l'une extérieure, l'expédition d'Egypte, l'autre intérieure, due aux tentatives de réformes du sultan. La campagne d'Egypte, voulue par Bonaparte, est un des rares moments où la Turquie et la France sont en lutte. Bonaparte vise avant tout à mettre la main sur l'isthme de Suez ; les hostilités commencent dès juillet 1798 par la victoire française

des Pyramides, compromise par la défaite de la flotte à Aboukir (1^{er}-2 août). A Constantinople, Russes et Anglais poussent le sultan à déclarer la guerre officiellement, ce qui est fait le 9 septembre. Les conséquences en sont désastreuses pour le commerce français dans le Levant : consuls et commerçants sont arrêtés, les biens français confisqués. Les flottes russe et turque s'emparent des îles Ioniennes qui avaient été cédées à la France en 1797. Une armée turque est envoyée en Syrie contre l'armée française qui a conquis l'Égypte et remonte vers le nord. En mars 1799 Bonaparte met le siège devant Saint-Jean-d'Acres ; malgré un succès au mont Thabor, il doit lever le siège en mai. Une autre armée turque débarquée à Aboukir est vaincue en juillet ; Kléber, commandant des troupes françaises après le départ de Bonaparte, est assassiné en juin 1800 ; le 1^{er} septembre 1801, son successeur Menou évacue l'Égypte. La paix est signée en juin 1802 : les capitulations sont remises en vigueur, les biens confisqués sont restitués ou remplacés par une indemnité, les bâtiments français ont le droit de naviguer en mer Noire. Dès lors, la politique d'amitié avec Napoléon se maintiendra sans interruption, malgré les tentatives de la Russie et de l'Angleterre.

Pendant ce temps, Sélim III essaye de continuer la réorganisation de l'armée : il se heurte de plus en plus à l'opposition des Janissaires qui triomphent à Andrinople des troupes que le sultan a envoyées contre eux ; puis ils marchent sur Constantinople. Dirigés par Kabaktchioglou, les révoltés pénètrent dans le Sérail et obtiennent la déchéance de Sélim III, remplacé immédiatement par son cousin Moustafa IV. Le nouveau grand-vizir Moustafa-Tchélibi est rapidement destitué, de même que son

successeur Tayyar Pacha ; celui-ci se tourne contre les révoltés et s'allie à Moustafa, Bayraktar de Roustchouk, demeuré fidèle à Sélim III. Moustafa décidé à redonner son trône à Sélim avance jusqu'à Constantinople, mais c'est pour apprendre que l'ex-sultan vient d'être exécuté sur l'ordre de Moustafa IV. Moustafa Bayraktar fait alors arrêter le sultan et proclamer à sa place le frère de celui-ci, Mahmoud II, tandis que lui-même devient grand-vizir (juillet 1808). Il veut reprendre les projets de réforme de Sélim, mais à son tour il mécontente les Janissaires et les oulémas et en novembre 1809 il trouve la mort au cours d'une insurrection.

Les grandes réformes. — Lorsque Mahmoud II prend le pouvoir, il se trouve en face de l'habituelle rivalité russo-turque : les hostilités déclenchées en 1807 se poursuivent avec des alternatives diverses sur les deux rives du Danube ; finalement la paix est signée à Bucarest en mai 1812, alors que la Russie est directement menacée par Napoléon I^{er} : la Bessarabie passe aux mains des Russes qui renoncent à leurs prétentions sur la Valachie et la Moldavie.

Cette paix va permettre à Mahmoud II de continuer les réformes entreprises par Sélim III. Il commence par réorganiser de fond en comble l'armée ottomane ; les 27 et 28 mai 1826, il promulgue un règlement approuvé par les grands dignitaires de l'Etat : les Janissaires ne sont pas écartés de l'armée, mais doivent former l'ossature des nouvelles troupes. Dès le 12 juin, les troubles éclatent ; les Janissaires se réunissent sur l'Hippodrome, pillent le palais du grand-vizir et réclament la tête des réformateurs. Mais Mahmoud II montre de l'énergie, et une partie des troupes, notamment les artilleurs, lui demeure fidèle ; les officiers approuvent les

réformes et les oulémas se désolidarisent des révoltés. Le grand-vizir fait donner l'artillerie qui bombarde les casernes où les Janissaires se sont réfugiés, et les jours suivants on pourchasse les survivants qui sont massacrés. A la suite de cette répression, on supprime définitivement le corps des Janissaires, puis celui des Sipahis, et l'ordre religieux des Bektachi, qui les avait soutenus, est dispersé. On constitue alors une armée à l'européenne, entraînée par des instructeurs étrangers. Cet acte énergique de Mahmoud II est important en soi, quoique limité, car il supprime le principal obstacle aux réformes ultérieures. A l'actif de Mahmoud II, il faut ajouter l'abandon du costume traditionnel et l'adoption du costume européen ainsi que le port du fez. Des traités de commerce sont signés avec la plupart des Etats européens et avec les Etats-Unis d'Amérique. En mai 1836 sont créés le ministère de l'Intérieur et le ministère des Affaires étrangères.

Cependant toutes ces réformes sont limitées, et c'est le fils et successeur de Mahmoud II, Abdul-Medjid (1839-1861) qui va les reprendre et les compléter : ce sera l'objet des *Tanzimat* (les Réformes). Le 3 novembre 1839, ayant convoqué la cour, les hauts personnages de l'Etat et les ambassadeurs étrangers, Abdul-Medjid fait donner lecture du *hatt-i chérif* (charte impériale) dit de Gul-Hané. C'est une charte judiciaire, financière, administrative et militaire ; il y est prescrit que tous les sujets ottomans sont égaux, quelles que soient leur religion et leur nationalité — principe en contradiction avec l'ancienne loi musulmane ; chaque individu sera jugé conformément à la loi établie, et non plus condamné ou exécuté sommairement et sans enquête ; chacun versera directement à l'Etat des impôts en proportion de sa fortune ; l'affermage des impôts est aboli ;

enfin chaque localité devra fournir des contingents militaires suivant une loi à établir, et le service militaire ne pourra excéder quatre à cinq ans.

Cet ensemble de décisions marque un changement considérable dans l'Empire ottoman, d'autant plus qu'il s'accompagne d'une mainmise stricte du pouvoir central sur l'administration. En fait, seule l'armée bénéficie presque immédiatement des réformes, car dans l'administration les « Vieux-Turcs » ne désarment pas et opposent la force d'inertie : il faudra un nouveau rescrit impérial en 1856 pour remettre en vigueur les décisions de la charte de Gul-Hané. Auparavant, en 1843, le grand-vizir Riza bey a fait promulguer la loi sur le recrutement de l'armée : tirage au sort, cinq ans de service actif, sept ans dans la réserve avec périodes d'entraînement d'un mois ; l'armée comprend alors trois cent mille hommes de troupes d'active, divisées en cinq corps d'armée, et cent cinquante mille hommes de troupes de réserve ; par cette nouvelle organisation, l'armée ottomane devient, après l'armée prussienne, la plus importante armée d'Europe.

Les autres réformes ne s'effectuent que peu à peu, car la politique extérieure prend à certains moments une ampleur telle que les autres problèmes passent au second plan. Pourtant, dans le domaine judiciaire, dès 1847, on s'efforce de modifier le droit traditionnel musulman et les tribunaux religieux : le droit criminel et une partie du droit civil sont « sécularisés » et des tribunaux « réglementaires » créés, à côté des tribunaux religieux ; des tribunaux de commerce fonctionnent également dans les principales villes. Dès 1845, est élaboré un projet de réforme de l'enseignement, mais les progrès ne seront notables que sous le règne du sultan Abdul-Aziz (1861-1876) : théoriquement tous les enfants à

partir de six ans doivent fréquenter les écoles primaires dont les instituteurs deviennent des fonctionnaires appointés par l'Etat. La création de six lycées est décidée : un seul s'ouvrira, celui de Galata-Saray (1868) ; des écoles primaires supérieures et des collèges sont installés dans la plupart des chefs-lieux de province ; la création d'une université à Constantinople est décidée.

Dans le domaine administratif, le pouvoir central est organisé à l'européenne avec des départements ministériels dirigés par des ministres dépendant directement du premier ministre, ou grand-vizir, lequel est toujours à la merci des bonnes ou mauvaises dispositions du sultan à son égard. En mai 1868, institution d'un Conseil d'Etat, puis d'une Cour suprême de justice : l'un et l'autre sont composés de musulmans et de chrétiens. Les provinces sont réorganisées administrativement, mais dépendent du gouvernement central pour les ressources.

Ainsi en trente ans, de profondes modifications sont intervenues dans la structure de l'Empire. Ces modifications politiques sont à la base d'une future évolution intellectuelle : les mouvements qui marqueront le début du *xx^e* siècle ; déjà des réformateurs se font jour, dont certains devront s'exiler sous le règne du sultan Abdul-Hamid II. Si l'Etat ottoman est devenu, surtout à cause des défaites extérieures, « l'homme malade », il conserve néanmoins en lui-même des réserves suffisantes pour réagir, et les puissances européennes qui, dès le milieu du *xix^e* siècle, le mettent en coupe réglée sur le plan économique (la plupart des grandes entreprises commerciales ou industrielles sont sous le contrôle de l'Angleterre, de la France et de la Prusse), tout en apportant des améliorations matérielles (construction de voies de chemins de fer par exemple),

provoqueront plus tard des réactions violentes dont il n'y a pas lieu de s'étonner.

Les insurrections locales. — Nées sous le règne de Sélim III, ces insurrections à caractère national continuent à épuiser l'Empire pendant tout le début du XIX^e siècle. Les Serbes qui, par le traité de Bucarest (1812), ont déjà obtenu des avantages, cherchent à améliorer ceux-ci ; une entrevue a lieu à Nich avec les Turcs (1813), mais ces pourparlers n'aboutissent pas ; au contraire, la guerre reprend et les Turcs remportent des succès qui obligent Kara-Georges à se réfugier en Autriche ; la Serbie est réoccupée et livrée au pillage et à la terreur des Janissaires qui provoquent une réaction immédiate : sous la conduite de Miloch Obrénovitch les Serbes mènent dès 1815 une lutte de guerillas qui leur donne Belgrade ; Miloch Obrénovitch est nommé chef suprême et essaie de se faire reconnaître comme tel par le sultan ; ce n'est qu'en 1826 que le traité de Bucarest est remis en vigueur et que des promesses plus réalistes sont faites aux Serbes ; la question grecque retarde encore l'accord définitif. C'est seulement en août 1830 qu'un *hatt-i chéri* reconnaît l'existence de la Serbie comme Principauté autonome sous la suzeraineté de la Turquie ; Miloch Obrénovitch est confirmé dans sa dignité, désormais héréditaire, de chef suprême ; les Serbes ont droit à une assemblée, à une force armée, mais doivent payer un tribut à la Turquie qui conserve le droit de tenir des garnisons dans les places de la frontière, y compris Belgrade.

En 1803, Ali de Tébélen (ou Tépédélen), pacha de Janina, s'empare pour son propre compte de l'Albanie centrale et méridionale et essaye même de s'agrandir vers la Grèce en profitant de l'insurrection nationale dans ce pays. Mais le sultan envoie contre

LIBRARY
MUSEUM
MURDE DE PARIS

lui l'armée de Khourchid pacha qui, en 1821 et 1822, triomphe d'Ali et le fait prisonnier : Ali est immédiatement exécuté.

En Egypte et en Arabie d'autres mouvements bouleversent l'ordre établi. En 1789 un Albanais, Mehmed Ali, s'était enrôlé parmi les contingents recrutés pour aller combattre les Français installés en Egypte ; devenu rapidement chef d'une division de Janissaires, il put intervenir dans les querelles entre les Mamelouks et les pachas représentants du sultan. En 1804, une révolte des Albanais chasse les Mamelouks du Caire ; Mehmed Ali fait alors appel au gouverneur d'Alexandrie, Khourchid, qui devient gouverneur d'Egypte. Mais Khourchid veut se rendre indépendant : Mehmed Ali le fait déposer et est nommé à sa place (mai 1805) ; les Mamelouks demeurant un élément continuel de désordre, il fait exécuter la plupart de leurs chefs (1811). Il envoie ensuite son fils Ibrahim contre les Wahhabites qui, quelques années auparavant, s'étaient emparés de La Mecque et de Médine ; en 1812, Ibrahim s'empare de Djedda puis des deux villes saintes, et est nommé pacha du Hedjaz. Une nouvelle révolte des Wahhabites est réprimée en 1816-1818, tandis que les troupes égyptiennes occupent le Soudan. Fort de ses succès, Mehmed Ali va bientôt s'opposer au sultan lui-même.

L'indépendance de la Grèce. — Les campagnes des Russes contre la Turquie, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, avaient eu pour but lointain de séparer la Grèce de l'Empire ottoman, mais le traité de Kutchuk-Kaïnardji avait été loin de répondre à ces désirs. Au contraire, la Morée ne s'était jamais relevée des ruines causées par la flotte russe, et la répression turque avait été assez dure. A la fin du XVIII^e siècle, les événements d'Europe occidentale

et les premiers troubles sérieux dans l'Empire ottoman éveillent chez certains intellectuels grecs le désir de libérer leur pays ; le poète Rhigas fonde la première société patriotique, l'Hétairie, et il compte sur Bonaparte après les victoires de celui-ci en Italie, mais il commet des imprudences, est arrêté et mis à mort (1798). L'Hétairie, devenue Hétairie des Amis, se reconstitue après le Congrès de Vienne, d'abord à Odessa, puis à Constantinople. Elle entre en relations, mais sans résultats positifs, avec Kara-Georges, puis Ali de Tébélen. Les Grecs se tournent alors vers la Russie et offrent la présidence au favori du tsar, Capodistria, ministre des Affaires étrangères, qui refuse ; ils s'adressent ensuite au prince Alexandre Ypsilanti, aide de camp du tsar Alexandre I^{er} (1821). Dès 1820 un plan d'insurrection a été préparé : des troubles doivent éclater en Grèce, à Janina et dans les provinces danubiennes. En février 1821 Ypsilanti passe en Roumanie où il essaie en vain de soulever les Chrétiens orthodoxes : le résultat se traduit par des massacres et une réaction du sultan. Au même moment se réunissaient les Congrès de Laybach et de Tro-pau où la Sainte-Alliance désavoue les mouvements insurrectionnels : le tsar lâche Ypsilanti qui, battu par les Turcs, se réfugie en Hongrie.

Cependant, en Morée, l'archevêque de Patras, Germanos, proclame la guerre de libération (25 mars 1821) ; des massacres de Grecs ont lieu à Constantinople, des massacres de Turcs en Grèce. Le 12 janvier 1822, l'Assemblée des députés grecs proclame l'indépendance du pays et choisit pour président Alexandre Mavrocordato. En avril ont lieu les fameux massacres de Chio, et en mai, Janina tombe aux mains des Turcs. Les Grecs attendent en vain du secours du tsar, toujours fidèle aux prin-

cipes de la Sainte-Alliance, mais surtout surveillé de près par les Anglais et les Autrichiens, peu soucieux de le voir obtenir de nouveaux gages en Orient. Si les insurgés ne reçoivent aucune aide officielle, de nombreux volontaires d'Europe occidentale viennent cependant se joindre à eux. De son côté, le sultan ne reste pas inactif : il charge Mehmed Ali d'intervenir en Morée (février 1824) ; déjà les troupes égyptiennes avaient reconquis la Crète (1822). En 1825 Ibrahim, fils de Mehmed Ali, a repris les principales villes de Morée, mais sa politique de déportation de la population en Egypte lui aliène la sympathie française. Dès lors les Grecs profitent de ces circonstances et des comités philhellènes travaillent à leur apporter des secours en argent et en hommes.

La mort d'Alexandre I^{er} et son remplacement par Nicolas I^{er} (décembre 1825), partisan des méthodes fortes et directes, inquiètent l'Angleterre. Dès mars 1826, Nicolas adresse à la Porte un ultimatum dont la conséquence est le traité d'Akkerman : la Russie y obtient le droit de commerce dans toutes les mers de l'Empire ottoman et la reconnaissance du droit de protection sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie ; il n'est nullement question de la Grèce. L'Angleterre, mécontente de ce traité, intervient alors, et les accords de Londres prévoient la médiation des trois grandes puissances (Angleterre, France, Russie) entre la Turquie et la Grèce ; le sultan ayant repoussé l'offre de médiation, les Alliés le menacent d'une intervention armée ; leur flotte rejoint les flottes turque et égyptienne à Navarin où un incident entraîne la destruction de celles-ci (octobre 1827). Le 20 décembre, le sultan proclame la guerre sainte, ce qui permet à la Russie de lui déclarer la guerre en avril 1828. Peu auparavant,

Capodistria avait été élu président de la Grèce et reconnu de fait comme tel par l'Angleterre et la France ; une intervention militaire française en Morée s'effectue sans difficulté, un accord ayant été réalisé avec Mehmed Ali (novembre 1828). Finalement, les protocoles de Londres (novembre 1828 et mars 1829) fixent les limites de la Grèce, mais c'est l'armée russe qui se charge de faire reconnaître le nouvel Etat : attaquant à l'est, elle prend Erzuroum et avance vers Trébizonde ; à l'ouest elle occupe Andrinople et marche sur la capitale (août 1829) ; le sultan, terrifié, fait intervenir les ambassadeurs de France et d'Angleterre et consent à signer le traité d'Andrinople (14 septembre) par lequel il reconnaît les accords de Londres. En février 1830, à la Conférence de Londres, la Grèce est proclamée indépendante (sauf la Crète qui reste aux mains des Turcs) ; la Russie obtient comme frontière le Pruth et le Danube ; l'autonomie de la Serbie et de la Moldo-Valachie est reconnue ; la liberté de commerce est accordée aux sujets russes sur tout le territoire de l'Empire ottoman ; enfin le passage du Bosphore et des Dardanelles est libre pour tous les navires marchands.

Ainsi naissait un nouvel Etat — dont Othon de Bavière devait devenir roi en 1832 — ce qui consacrait, après la Serbie, un nouveau démembrement de l'Empire ottoman. Quant à la Russie, n'ayant plus rien à espérer de la Grèce, elle va porter son attention sur les pays proprement slaves.

La question d'Égypte. — A peine sorti de la crise grecque, Mahmoud II voit surgir un nouveau conflit dans l'Empire : celui de l'Égypte. Mehmed Ali, pour prix du concours qu'il a apporté au sultan, réclame la Syrie destinée à compenser pour son fils Ibrahim la perte de la Morée ; le sultan refuse

mais propose la Crète à Ibrahim qui, à son tour, refuse. Un incident, la nomination à Saint-Jean-d'Acre d'un pacha hostile à Mehmed Ali, suivie de l'interdiction par ce pacha de laisser sortir du Liban le bois destiné à la flotte égyptienne, pousse Mehmed à agir ; son armée pénètre en Palestine, puis en Syrie : Saint-Jean-d'Acre est prise en mai 1832, Damas en juin, Alep en juillet, Antioche en août ; dirigées par Ibrahim, les troupes égyptiennes pénètrent en Anatolie et s'avancent jusqu'à Konya où elles mettent en déroute l'armée ottomane. Devant cet effondrement de l'Empire, les grandes puissances s'inquiètent : il s'agit surtout pour chacune d'elles de ne pas laisser les autres profiter de cet affaiblissement. La France, qui soutient moralement Mehmed Ali, ne peut s'entendre avec l'Angleterre, mais Louis-Philippe refuse d'envenimer le conflit. Aussi la Russie saisit-elle l'occasion qui lui est offerte : appelées par Mahmoud II, des troupes russes arrivent près de Constantinople, et la flotte du tsar s'installe dans le Bosphore. La réaction est immédiate : la France, l'Angleterre et l'Autriche font alors pression sur Mahmoud et Mehmed Ali pour qu'ils arrivent à un accord ; Mahmoud s'incline et par le traité de Kutahya (mai 1833) cède la Syrie et la Cilicie au pacha d'Egypte qui retire ses troupes. En échange du retrait de sa flotte et de son armée, le tsar obtient la signature du traité de Hunkiar Iskelessi : il garantit l'indépendance et l'intégrité du territoire ottoman et s'engage en cas de besoin à fournir les troupes nécessaires à la défense de l'Empire ; en échange, il demande la fermeture des Dardanelles à tout navire de guerre étranger (8 juillet 1833).

Cependant, le sultan n'a accepté le traité de Kutahya que contraint et forcé ; il favorise en

Syrie les révoltes contre Mehmed Ali et Ibrahim ; d'autre part, la France et l'Angleterre ne peuvent se mettre d'accord sur une politique unique au sujet de l'Égypte ; en 1838, les Anglais occupent Aden pour interdire à Mehmed Ali toute expansion vers l'est. En avril 1839 les troupes ottomanes pénètrent en Syrie, mais sont écrasées près d'Aïntab (juin 1839), tandis que le Capitan pacha livre la flotte du sultan aux Égyptiens. Malimoud II meurt à ce moment, et est remplacé par son fils, Abdul-Medjid. En juillet, une note des grandes puissances (Angleterre, France, Autriche, Prusse et Russie) à la Porte précise que l'Empire ottoman est désormais sous leur protection collective. Mais la France (Thiers) et l'Angleterre (Palmerston) sont à nouveau en opposition au sujet de Mehmed Ali, et aux démarches de Thiers, Palmerston répond par l'accord de Londres (juillet 1840), signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie ; cet accord comporte un ultimatum de dix jours adressé à Mehmed Ali : celui-ci pourra conserver l'Égypte à titre héréditaire et la Palestine à titre viager, mais devra abandonner les autres territoires occupés et rendre la flotte au sultan. Mehmed Ali repousse l'ultimatum ; l'Angleterre intervient alors en bombardant et en occupant les ports de Syrie et Ibrahim abandonne cette province. Cependant, le gouvernement français parvient à détacher l'Autriche et la Prusse de l'Angleterre qui, finalement, cède. Le 27 novembre 1840, Mehmed Ali renonce à la Syrie et à la flotte turque, moyennant sa reconnaissance comme chef héréditaire de l'Égypte. Par deux firmans, de février et mai 1841, le sultan donne son acceptation avec quelques restrictions : tribut annuel, armée limitée, lois et administration de type ottoman. Enfin, en juillet 1841, un nouveau traité de Londres

abroge le traité de Hunkiar Iskelessi ; il y est notamment spécifié que le passage des Détroits du Bosphore et des Dardanelles doit toujours être fermé aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix (Convention des Détroits). Si l'Angleterre prend ainsi sa revanche sur la Russie, l'Empire ottoman est à nouveau perdant, puisqu'une nouvelle province s'en détache et s'en détachera de plus en plus, jusqu'au moment où elle sera occupée par l'Angleterre (1882).

La guerre de Crimée. — Entre 1841 et 1852, l'Empire ottoman passe par une période de paix relative au cours de laquelle sont mises en application les réformes prévues par la charte de Gul-Hané. Mais les puissances étrangères interviennent dans la politique intérieure, l'Angleterre soutenant les réformateurs et la Russie les traditionalistes. Quelques difficultés surgies avec la Russie à propos de la Valachie sont réglées par le traité de Balta-Liman (1^{er} mai 1849). L'accord est de courte durée car une querelle nouvelle naît au sujet des Lieux Saints. Au début, les antagonistes sont la France, protectrice des catholiques dans le Levant, et la Russie, protectrice des orthodoxes. Les diverses capitulations signées par la France avaient reconnu les droits des religieux latins sur les Lieux Saints, particulièrement sur l'église de Jérusalem. En 1757, les Grecs obtinrent l'éviction des religieux latins, et leur remplacement par des prêtres orthodoxes ; en 1808, les Russes ont fait reconnaître leur droit de protection sur les Lieux Saints, sans que le gouvernement français intervienne. C'est seulement en 1850 que le prince-président Louis-Napoléon, désireux de s'attirer en France l'appui des catholiques, fait présenter au sultan la liste des sanctuaires protégés par la France et réclamer le respect

des capitulations. Le grand-vizir Ali Efendi propose alors la réunion d'une commission mixte qui étudiera le problème. Au nom des orthodoxes, le tsar répond par une lettre de protestation au sultan (octobre 1851) ; une nouvelle commission est nommée, entièrement turque cette fois, mais ses décisions ne satisfont personne (mars 1852-mai 1853). Nicolas I^{er} décide d'agir ; il essaie auparavant de gagner les Anglais en leur proposant un partage de l'Empire ottoman : à eux l'Égypte et la Crète, à lui la Moldavie, la Valachie, la Serbie et la Bulgarie ; Constantinople deviendrait un port libre. Les Anglais se montrent réticents. Nicolas I^{er} mobilise alors ses troupes en Bessarabie, Volhynie et Podolie, tandis que son ambassadeur à Constantinople, Mentchikov, exige du sultan des garanties exagérées qui sont repoussées (10 mai 1853). Abdul-Medjid rappelle Moustafa Réchid pacha, ami des Anglais, comme grand-vizir, Mentchikov quitte la capitale (26 mai) et le 13 juin les flottes anglaise et française — l'Angleterre et la France ont encouragé le sultan dans sa résistance — arrivent près des Dardanelles. Le 26 juin, les armées du tsar franchissent le Pruth et envahissent la Roumanie « à titre de gage ». L'Autriche fait alors, sans succès, une tentative de conciliation. En octobre, la Porte enjoint aux troupes russes d'évacuer les territoires envahis : refus russe et premières escarmouches sur le Danube. De nouvelles négociations avec la Russie ayant échoué au cours de l'hiver, le 12 mars 1854 la France, l'Angleterre et la Turquie signent un traité d'alliance ; en juin, un accord est conclu entre l'Autriche et la Turquie, en vue d'obtenir la coopération des troupes autrichiennes pour chasser les Russes des Principautés danubiennes : de fait, les Russes évacuent presque aussitôt ces régions que les Autrichiens

occuperont jusqu'en mars 1857. Dès la fin de mars 1854, des troupes anglaises et françaises sont débarquées à Gallipoli pour être acheminées vers le Danube ; mais, à la suite de l'évacuation russe, on décide de porter la lutte en Crimée (juillet 1854). Les troupes y arrivent en septembre, et aussitôt est entrepris le siège de Sébastopol (octobre) ; une guerre d'un an s'engage autour de la ville qui ne tombe qu'en septembre 1855. Entre-temps, Nicolas I^{er} est mort et a été remplacé par Alexandre II ; d'autre part, en Asie, les troupes russes ont enlevé Kars ; les négociations sont possibles : un premier accord est signé à Vienne le 1^{er} février 1856. Le Congrès de Paris (fin février-avril 1856) réunit la France, l'Angleterre, la Turquie, l'Autriche, la Russie, la Sardaigne, et, à partir de mars, la Prusse.

Le traité de Paris, signé le 30 mars 1856, comprend notamment les clauses suivantes : évacuation des territoires réciproquement conquis ; garantie de l'intégrité du territoire ottoman ; recours, en cas de conflit, entre la Porte et une quelconque puissance occidentale, à la médiation des autres puissances ; promulgation par le sultan d'un nouveau *hatt-i humayoun* (février 1856) ; neutralisation de la mer Noire, ouverte à tous les navires marchands, interdite aux navires de guerre ; internationalisation du Danube et de ses embouchures, dont la Russie est écartée par des rectifications de frontières ; indépendance de la Valachie et de la Moldavie qui ne seront protégées par aucune puissance ; la Serbie continuera à avoir des garnisons turques mais ses droits sont garantis par les signataires ; enfin, la Convention des Détroits est renouvelée.

Du traité de Paris résulte directement l'union de la Moldavie et de la Valachie, malgré l'opposition

de la Turquie, de l'Autriche et de l'Angleterre ; en effet, les assemblées des deux Principautés élisent le même prince, Alexandre Couza, qui est finalement reconnu en septembre 1859 ; en 1862, les deux pays s'unissent totalement et donneront bientôt naissance à la Roumanie. Malgré quelques concessions, le traité de Paris est un succès pour la Turquie qui reprend sa place parmi les grandes puissances après avoir triomphé de la Russie. En outre, le *hatt-i humayoun* de février 1856 renouvelle, en politique intérieure, les garanties de la charte de Gul-Hané ; en particulier, il stipule les conditions d'égalité des sujets musulmans et non musulmans de l'Empire en toute matière ; les réformes prévues doivent être appliquées, mais elles se heurtent à une opposition très forte, et ce n'est que sous Abdul-Aziz qu'elles seront en partie mises à exécution.

Quelques années plus tard, un conflit surgit entre la Porte et la France : en 1840, après l'évacuation de la Syrie par les troupes égyptiennes, les Druses ont attaqué les populations maronites, catholiques, protégées par la France. En 1860, les Druses font de nouvelles attaques contre Beyrouth et Damas, et massacrent des Chrétiens. Les grandes puissances décident d'intervenir : un contingent français débarque au Liban où il restera jusqu'en 1871. En juin 1861, une commission européenne décide du statut du Liban, statut qui fait l'objet d'un règlement définitif en 1864 : réduit en superficie, le Liban devient province autonome, gouvernée par un Chrétien, nommé pour cinq ans et assisté d'un conseil administratif. Un conflit au Monténégro est également réglé par l'intervention des grandes puissances (1862), tandis que des émeutes en Serbie provoquent le bombardement de Belgrade par les Turcs : le règlement final ne laisse aux Ottomans

que quatre forteresses, dont celle de Belgrade, au lieu de six.

Enfin, les années 1859-1869 sont marquées par la rivalité de la France et de l'Angleterre auprès de la Porte : le litige est le percement du canal de Suez. Après avoir eu une attitude hostile à l'égard du projet, Abdul-Aziz s'incline en 1866 devant les démarches de Napoléon III ; le 17 novembre 1869, le canal est inauguré solennellement.

Les révoltes des Balkans. Le Congrès de Berlin. — Encouragés par les résultats obtenus par les Grecs et les Roumains, les derniers peuples encore soumis à l'autorité réelle ou nominale du gouvernement ottoman essayent à leur tour d'acquérir l'indépendance totale : c'est là l'objet des luttes qui vont se dérouler jusqu'en 1913, et dont la première guerre mondiale sera la conclusion.

Dès 1866, les Crétois se soulèvent et demandent leur rattachement à la Grèce ; après quelques engagements, sur l'intervention des puissances occidentales, le sultan accorde à la Crète un règlement organique (janvier 1868) : l'administration civile devient mixte, composée de musulmans et de chrétiens, et le grec est admis à côté du turc comme langue officielle du pays. Un *firman* de 1889 confirmera ce règlement en accroissant les avantages concédés aux Chrétiens.

En octobre 1870, profitant de la guerre franco-allemande, la Russie dénonce la Convention des Détroits ; le 13 mars 1871, une conférence réunie à Londres entérine le fait. Depuis 1862 des comités se sont formés en Russie, en Roumanie et en Serbie, en vue d'organiser la lutte des Bulgares contre les Turcs ; l'établissement dans ce pays, en 1864, de Tcherkesses chassés par les Russes aggrave la situation, les nouveaux venus commettant de nom-

breuses exactions. Malgré les efforts du gouverneur Midhat pacha pour rétablir l'ordre, le gouvernement ottoman doit accorder quelques satisfactions aux Bulgares (février 1870) : ceux-ci forment désormais une nation indépendante et jouissent d'une église autonome. Les mouvements insurrectionnels se calment alors pendant quelques années.

En 1875, des incidents éclatent en Bosnie et en Herzégovine, s'étendant ensuite en Bulgarie. En Herzégovine la médiation des grandes puissances arrête les hostilités (février 1876), mais en Bulgarie les Ottomans agissent par des répressions sanglantes. Au même moment, le sultan Abdul-Aziz est déposé et remplacé par son neveu, Mourad V, lequel est à son tour déposé en août 1876 au bénéfice de son frère Abdul-Hamid II ; aux difficultés extérieures s'ajoutent les crises internes : Abdul-Hamid essaie de remédier à celles-ci par l'octroi d'une constitution (23 décembre 1876). Cependant l'Herzégovine s'unit au Monténégro et la Bosnie à la Serbie ; le roi de Serbie, Milan, qui a déclenché les hostilités, est vaincu ; pour arrêter les troupes ottomanes dans leur avance, la Russie adresse à la Porte un ultimatum exigeant un armistice, qui est signé pour deux mois, puis prolongé jusqu'en mars 1877 (novembre 1876). La Russie se montrant de plus en plus impérative dans ses demandes, l'Angleterre intervient et obtient la réunion d'une conférence générale à Constantinople, qui n'amènera aucun résultat (décembre 1876-janvier 1877). « Au nom des intérêts de la Russie et de l'Europe », le tsar Alexandre II déclare alors la guerre au sultan (avril 1877). Les troupes russes franchissent le Danube, mais se heurtent pendant cinq mois à la résistance de la forteresse de Plevna, défendue par Osman Pacha (juillet-décembre) ; en janvier 1878, elles atteignent

Andrinople, puis avancent en Thrace jusqu'à San Stefano (Yéchil-Keuy) ; à l'est les Russes ont pris Kars, mais ont été tenus en échec devant Erzouroum. Un armistice conclu à Andrinople le 31 janvier 1878 sert de base aux préliminaires de paix de San Stefano (3 mars 1878). Par ce traité est créée la Grande Bulgarie, comprenant la Dobroudja, la Macédoine orientale et la Thrace, et ayant le statut d'un Etat vassal et tributaire de la Porte mais gouverné par un prince choisi par la Russie ; en outre, la Roumanie devient indépendante, de même que la Serbie et le Monténégro.

L'Angleterre et l'Autriche s'inquiètent de ce traité, trop favorable à la Russie ; aussi, dès le 6 mars, Disraeli en demande la révision et concentre des navires et des troupes ; Bismarck intervient et obtient le retrait des forces navales anglaises et des forces terrestres russes ; en juin 1878, l'Angleterre et la Turquie signent un traité d'alliance défensive par lequel Chypre est cédée à l'Angleterre.

Le 13 juin 1878 s'ouvre le Congrès de Berlin, où Bismarck se montre l'arbitre des querelles séparant Russes, Slaves du Sud et Turcs : la Serbie et la Roumanie sont reconnues comme Etats indépendants ; la Bulgarie est diminuée et ne comprend plus que le nord des Balkans et la province de Sofia ; une province autonome, la Roumélie orientale, est créée, avec un statut spécial ; la Grèce reçoit la Thessalie et une partie de l'Epire ; la Bosnie et l'Herzégovine sont occupées par l'Autriche ; la Russie garde Kars, Batoum et Ardahan ; la Turquie conserve la Macédoine à laquelle est octroyé un statut comparable à celui de la Crète ; enfin, le droit de protection officielle à l'égard des Chrétiens et des Religieux est reconnu à la France.

Le Congrès de Berlin est une nouvelle et grave

étape dans le démembrement de l'Empire ottoman : si en Orient il n'a perdu que l'Égypte, à laquelle l'Angleterre impose de plus en plus sa domination, en Europe, il ne possède effectivement que quelques territoires réduits, misérables restes d'un domaine que les nationalismes locaux, soutenus par les grandes puissances, ont peu à peu grignoté. Le fait essentiel est la mainmise de ces grandes puissances sur la politique extérieure et, surtout à partir du Congrès de Berlin, sur la politique intérieure et la vie économique de la Turquie : « l'homme malade » est aux mains de docteurs qui ne visent pas spécialement à son rétablissement. En outre, un nouveau problème se pose dans les Balkans : l'Autriche devenue puissance balkanique, va accroître son influence sur les Chrétiens de ces régions et en même temps essayer de s'assurer la possession de Salonique, d'où les futurs conflits avec la Russie, dont les résultats seront la première guerre mondiale.

CHAPITRE VI

LA RÉVOLUTION. LA RÉPUBLIQUE

Abdul-Hamid II. Les Jeunes Turcs. — Arrivé au pouvoir en août 1876, le nouveau sultan doit aussitôt résoudre de graves problèmes : les problèmes extérieurs sont réglés par le Congrès de Berlin ; quant aux problèmes intérieurs ils devaient être mis en ordre par la Constitution promulguée le 23 décembre 1876 ; elle instituait un Parlement à deux Chambres, Sénat et Chambre des Députés, ceux-ci étant élus par les conseils administratifs des provinces ; le sultan pouvait dissoudre la Chambre et possédait seul l'initiative des lois. En fait, le Parlement ne tient qu'une seule session, la seconde ayant été suspendue *sine die* en février 1878. Abdul-Hamid n'ira pas loin dans son œuvre de réformes : retiré dans son palais de Yildiz, en proie à une méfiance malade qui le mènera à faire accomplir des actes sanguinaires (d'où son surnom de « sultan rouge »), il travaille de toutes ses forces à écarter les réformateurs et les libéraux, en premier lieu Midhat Pacha, son grand-vizir, le seul homme peut-être qui aurait pu apporter des améliorations dans l'Empire affaibli : condamné à mort en 1881, puis grâcié et exilé en Arabie, Midhat Pacha est finalement assassiné en 1883.

La situation financière est grave, l'Etat ne peut

assurer les services publics que grâce aux avances de la Banque ottomane (créée en 1863). En 1879, la Banque ottomane propose au gouvernement ottoman de prendre à sa charge certains revenus en échange d'une aide financière : cette proposition se transforme en un accord dit « décret de Mouharrem » (20 décembre 1881) par lequel les créanciers de l'Etat garantissent les capitaux engagés pour faire vivre l'Empire par la perception de revenus déterminés qui sont gérés par un nouvel organisme, la Dette publique ottomane, à direction anglo-française ; les revenus concédés sont les monopoles du sel, du tabac, des timbres, les taxes sur les alcools, les soies, l'excédent des douanes, etc. En outre, la Banque ottomane devient banque d'Etat, sous le nom de Banque impériale ottomane, tout en demeurant une société anonyme ; son rôle sera d'ailleurs essentiel jusqu'à la fin de l'Empire. Le monopole des Tabacs est affermé à une société en majorité européenne : la Régie des Tabacs de l'Empire ottoman. D'autre part, de nombreuses sociétés anglaises, françaises, belges ou allemandes obtiennent des concessions pour la construction de voies ferrées ou de ports, l'exploitation des mines, l'électrification du pays. Toutes ces sociétés sont exemptées d'impôts et s'entendent à faire le maximum de bénéfices ; elles profitent en particulier du système financier qui interdit de frapper les produits étrangers d'autres taxes que les douanes.

Ainsi, jusqu'en 1918, l'Empire ottoman vivra sous la tutelle financière et économique des puissances occidentales. Le sultan n'en est nullement gêné, car il se soucie peu de cet état de choses, préférant essayer de retrouver un pouvoir spirituel auquel il a droit en tant que calife, pouvoir que ses prédécesseurs ont plus ou moins laissé échapper. Par le

moyen du pan-islamisme, il tente de « sauver l'édifice chancelant du despotisme ottoman » ; en fait, si ce renouveau de religion obtient quelque succès auprès des peuples musulmans, il sert aussi à raviver les haines contre les Infidèles, notamment les Arméniens et les Grecs. Contre les Arméniens qui ont constitué des comités révolutionnaires, une première série de massacres a lieu dans les provinces orientales en 1894 ; deux ans plus tard, les Arméniens de Stamboul ayant envahi la Banque ottomane qu'ils menacent de faire sauter, une terrible répression s'ensuit, qui résout le problème. De même des massacres de Chrétiens en Crète provoquent l'intervention de la Grèce dans l'île, ce qui conduit la Turquie à déclarer la guerre à sa voisine (18 avril 1897). La campagne est courte : les Grecs sont vaincus et les Turcs occupent la Thessalie ; mais sur intervention des puissances occidentales un armistice est signé : la Turquie rétrocède la Thessalie et un prince grec est appelé à gouverner la Crète, premier pas vers une annexion future de l'île par les Grecs.

D'autre part, la Bulgarie qui avait élu en 1879 le prince Alexandre de Battenberg comme chef, annexe en septembre 1885 la Roumélie orientale, ce que le gouvernement ottoman reconnaît, moyennant la rétrocession de deux cantons habités par des musulmans. Mais le tsar, mécontent de l'attitude indépendante de la Bulgarie, oblige Alexandre à abdiquer et veut le faire remplacer par un prince russophile ; les Bulgares résistent et choisissent à sa place Ferdinand de Saxe-Cobourg (1887), qui parvient à se faire reconnaître de tous les Etats européens, même la Russie (après l'avènement de Nicolas II, 1894). Quelques années plus tard, se pose le problème de la Macédoine : deux cent mille Macédoniens installés en Bulgarie fondent l'Organisation extérieure (1893) dont le but est de lutter contre les Ottomans, occupants de leur pays ; à la suite d'incidents Abdul-Hamid fait procéder au pillage de la Macédoine ; les Macédoniens se séparent des Bulgares et créent à Salonique l'Organisation intérieure (1899) dont l'action directe est le principe ; c'est alors une lutte sans merci entre Macédo-

niens, irréguliers Grecs et soldats albanais de l'armée turque ; des événements sanglants ont lieu à Monastir, à Salonique, en Thrace, qui forcent les puissances à sortir de leur neutralité : par l'accord de Mürzsteg (octobre 1903) une gendarmerie européenne est imposée au sultan en Macédoine ainsi que deux agents civils, un Russe et un Autrichien. Les résultats sont médiocres, l'administration ottomane paralysant au maximum l'action des gendarmes et des administrateurs.

C'est dans ces circonstances qu'éclate la révolution des Jeunes Turcs (24 juillet 1908). A un « Comité de la Jeune Turquie » qui avait vu le jour vers 1868, mais disparut assez vite, a succédé en 1894-95 un autre Comité dit « Comité Union et Progrès » qui réunit rapidement tous ceux qu'exaspèrent la politique du sultan et la mainmise occidentale ; les foyers de propagande sont localisés surtout à Paris et à Salonique ; dans cette ville, les officiers de l'armée donnent leur adhésion au Comité, et ce sont deux d'entre eux, Niazi et Enver, qui déclenchent la révolution : Abdul-Hamid voyant tous ses soutiens se dérober successivement, se résigne à rétablir la Constitution de 1876. Cette révolution pacifique semble admise par tout le monde : elle apporte la pacification de la Macédoine, un souffle nouveau parcourt l'Empire, des élections ont lieu, le Parlement s'installe (17 décembre 1908). Mais le nouveau gouvernement manque de stabilité et commence dès le début de 1909 à suivre la voie de l'absolutisme pour essayer de s'imposer. Abdul-Hamid cherche à profiter de la situation et à reprendre le contrôle des événements (13 avril 1909) ; sa réaction provoque alors celle des troupes de Salonique qui marchent sur Constantinople, y pénètrent (24 avril), déposent le sultan (27 avril) et mettent à sa place son frère Mehmed V. Le nouveau souverain, sans caractère, laisse les mains libres au gouvernement Jeune-Turc qui, de patriote et réformateur, va

devenir ultra-nationaliste et autoritaire. Au lieu de se concilier les minorités de l'Empire, il les rejette dans une opposition qui se traduit souvent par des insurrections, par suite de ses procédés vexatoires à leur égard. Les incohérences du Comité en politique intérieure comme en politique extérieure le conduisent à une série de catastrophes dont la plus insigne est la guerre mondiale.

Les guerres balkaniques. — Profitant des troubles qui sévissaient dans l'Empire ottoman, en octobre 1908, l'empereur d'Autriche François-Joseph a décrété l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, tandis que le prince Ferdinand de Bulgarie a proclamé l'indépendance de son Etat qui est érigé en royaume, faits qui sont ratifiés par les Turcs dans le courant de l'année 1909. En septembre 1911, l'Italie, désireuse de mettre la main sur la Tripolitaine, déclare la guerre à l'Empire ottoman et débarque des troupes à Tripoli, en même temps que sa flotte conquiert Rhodes et le Dodécanèse ; la lutte est âpre en Tripolitaine et ce sont seulement les préludes à la guerre dans les Balkans qui font céder la Turquie : celle-ci reconnaît aux Italiens le droit de conserver leurs conquêtes (traité d'Ouchy, octobre 1912).

Les Etats voisins de l'Empire, faisant taire leurs querelles particulières, s'unissent entre eux : la Bulgarie s'allie à la Serbie (mars 1912), puis à la Grèce (mai), tandis que le Monténégro appuie cette coalition qui est, d'autre part, vue d'un œil favorable par la Russie. Le 18 octobre, la guerre est déclarée par les Etats balkaniques à la Turquie. Celle-ci subit une série de défaites : par les Bulgares à Kirk-Kilissé, par les Serbes à Koumanovo, par les Grecs à Salonique ; la flotte grecque s'empare des îles de la mer Egée et l'armée bulgare avance jusqu'à

Tchataldja, dernière ligne de défense avant Constantinople, mais ne peut aller plus loin (19 novembre 1912). Dès le 26 novembre, les négociations sont entamées et le 3 décembre, un armistice est signé. Le 16 décembre, s'ouvre à Londres la Conférence de paix ; les négociations sont interrompues à la suite de la reprise du pouvoir par les Jeunes Turcs, qui en avaient été momentanément écartés. Les hostilités sont marquées uniquement par la chute d'Andrinople, ce qui met fin à la résistance des Turcs. Finalement le traité de Londres est signé le 30 mai : la Turquie ne conserve plus en Europe qu'une toute petite partie de la Thrace et Constantinople. Le partage des territoires conquis donne lieu à la seconde guerre balkanique, au cours de laquelle les Turcs reprennent Andrinople, et par un traité conclu à Constantinople avec la Bulgarie, agrandissent légèrement leur territoire en Thrace, jusqu'au-delà d'Andrinople. En décembre 1913, une décision des grandes puissances redonne aux Turcs les îles de Ténédos et d'Imbros, au débouché des Dardanelles.

Pendant ce temps, le grand-vizir Mahmoud Chevet a été assassiné (21 juin 1913), ce qui permet aux Jeunes Turcs de s'assurer complètement la direction du gouvernement : c'est l'époque du « triumvirat », constitué par Talaat, ministre de l'Intérieur, Djemal, gouverneur militaire de la capitale, puis ministre de la Marine, et surtout Enver, vice-généralissime et neveu par alliance du sultan. Devant les faiblesses montrées par l'armée et la marine turques, on entreprend de les réorganiser, et l'on fait appel pour cela à des officiers et ingénieurs anglais, français et allemands, notamment au général allemand Liman von Sanders, qui devient inspecteur général de l'armée. L'œuvre de réorganisation est

en train de s'accomplir quand éclate la première guerre mondiale ; la Turquie avait manifesté durant les premiers mois de l'année 1914 le désir de se rapprocher de la France et de l'Angleterre, mais un groupe dirigé par Enver et Talaat, germanophiles à outrance, négocie secrètement avec l'Allemagne ; ces négociations aboutissent à la signature d'un traité d'alliance (2 août 1914).

La première guerre mondiale. — Dès lors la Turquie fait partie du camp allemand ; le 11 août elle acquiert les deux croiseurs allemands, le *Goeben* et le *Breslau* ; le 9 septembre, en réponse à une démarche de la France et de l'Angleterre, désireuses de voir la Turquie rester neutre, elle abroge les Capitulations. C'est seulement à la suite d'un conflit avec la flotte russe que la guerre est officiellement déclarée (31 octobre).

Une expédition menée dans la région du Caucase par Enver se termine par une grave défaite (décembre-janvier) ; une autre conduite par Djemal contre le canal de Suez échoue de peu (janvier 1915) ; de mars à août 1915, de violents combats ont lieu dans le secteur des Dardanelles où les Français et les Anglais ont réussi à débarquer quelques troupes qui se heurtent à une défense intraitable. L'entrée en guerre de la Bulgarie en octobre 1915 fait déplacer l'effort militaire des Alliés en Macédoine, et en janvier 1916 les Dardanelles sont évacuées. A l'est, une offensive russe, en mai 1915, amène, quelques mois plus tard, la chute d'Erzouroum, puis de Trébizonde, Van, Bitlis et Moush. Mais la révolution russe arrête les opérations dans ces régions et un armistice est conclu avec la Russie le 7 décembre 1917.

Les dernières opérations importantes se déroulent contre les Anglais : ceux-ci ont occupé Bassora dès

novembre 1914, et essayé de remonter vers le nord le long du Tigre (prise de Kout el-Amara, 20 septembre 1915) ; mais le général Townshend, battu sur le chemin de Bagdad, se réfugie dans Kout el-Amara où il capitule (29 avril 1916). Un an plus tard, les Anglais reviennent à l'assaut et s'emparent de Bagdad (11 mars 1917). Enfin, en Palestine et en Syrie, les Anglais qui ont su gagner la confiance des Arabes, hostiles aux Ottomans, et plus spécialement aux Jeunes Turcs, mènent une série d'expéditions à partir de janvier 1918 ; la résistance turque est opiniâtre, et c'est seulement en septembre que les troupes turques reculent, permettant aux Anglais et aux Français de pénétrer en Syrie. La capitulation de la Bulgarie (29 septembre 1918) entraîne immédiatement celle de la Turquie ; un armistice est signé le 30 octobre 1918 en rade de Moudros, dont les clauses principales sont la liberté des Détroits, l'occupation de Constantinople (effective dès novembre), la remise des navires de guerre, l'occupation des passes du Taurus, etc.

Entre-temps, le sultan Mehmed V était mort le 3 juillet 1918 et avait été remplacé par son frère Vahid ed-din, devenu sultan sous le nom de Mehmed VI ; le cabinet Jeune-Turc cédait la place à des gouvernements favorables aux Alliés. Ceux-ci procèdent à l'occupation de certaines parties de l'Anatolie et des provinces orientales de l'Empire : les Anglais en Mésopotamie et à Samsoun, les Français en Syrie et en Cilicie, les Italiens à Konya et à Antalya. Enfin, dernière conséquence de la guerre, les Grecs se voient confier l'occupation de la zone égéenne de l'Anatolie, prélude à un futur Etat grec s'étendant des deux côtés de la mer Egée, et dont les Anglais seraient les protecteurs ; le 15 mai 1919, les Grecs débarquent à Smyrne. Le but des Alliés était de morceler au maximum l'ancien Empire ottoman, chaque parcelle étant soumise à leur contrôle politique, administratif et économique. Contre cette politique, un homme va se dresser, redonnant aux Turcs leur sentiment national en même temps que le désir bien établi de refaire en Anatolie un Etat libre et indépendant ; c'est un officier qui



Frontières

.....
Limites des Vilâyet
(provinces)



○ Konya
 Chef-lieu de Vilâyet

Voies ferrées

s'est illustré à Salonique, en Tripolitaine et pendant la guerre aux Dardanelles, au Caucase et en Syrie ; à la fin de la guerre, il est général et jouit d'un grand prestige militaire et politique : cet homme est Moustafa Kémal.

Le 15 mai 1919, il est nommé inspecteur de l'armée du Nord ; le 16 mai, il quitte Stamboul et le 19 mai débarque à Samsoun : de ce jour commence la révolution turque.

La révolution de Moustafa Kémal. — Tandis qu'à Stamboul le gouvernement de Damad Férid Pacha hésite entre l'appui anglais et le soutien français, Moustafa Kémal lance le 22 juin, d'Amasya, une circulaire condamnant le gouvernement et annonçant la prochaine réunion d'un Congrès à Sivas, en vue de sauver l'indépendance de la patrie. Le 23 juillet, un Congrès réuni à Erzouroum, après avoir choisi Moustafa Kémal comme président, élabore une proclamation contenant les principes suivants : indépendance et unité de la Turquie dans ses limites nationales ; en cas de défaillance du gouvernement ottoman, un gouvernement provisoire sera formé, qui sera chargé du soin de défendre la patrie.

Le 4 septembre se réunit le Congrès national de Sivas, qui adopte le programme d'Erzouroum en l'élargissant : alors que celui-ci a été établi par l'« Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie orientale », le programme de Sivas est dû à l'« Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie » ; Moustafa Kémal est élu président du Congrès, qui prend une position nettement hostile à l'égard des puissances et du gouvernement de Stamboul. Celui-ci est d'ailleurs en proie à de multiples crises. Le 16 mars 1920, les Anglais font occuper par les troupes alliées les ministères de la Guerre et de la Marine, les directions de la Police et des Postes, en même temps que des

députés et des notables favorables à Moustafa Kémal sont arrêtés et déportés à Malte ; aussitôt, la Chambre se dissout et nombre de députés quittent Stamboul pour se joindre aux Nationalistes.

Le 23 avril 1920, se réunit à Ankara la Grande Assemblée Nationale de Turquie : celle-ci décide qu'elle représente la nation, qu'elle détient les pouvoirs législatif et exécutif jusqu'à ce que le sultan puisse reprendre librement ses fonctions, et qu'elle délègue ses pouvoirs à un Conseil des ministres dont le président est le président de l'Assemblée : c'est Moustafa Kémal qui est élu à ce poste (24-25 avril) ; le premier gouvernement national est formé le 3 mai. A Stamboul, en même temps, le sultan et Damad Férid Pacha prennent une attitude nettement anti-kémaliste et envoient des troupes contre les nationalistes ; après quelques succès de ces troupes, tout acte d'hostilité cesse bientôt entre les deux armées. D'autre part, à la suite des combats engagés depuis près d'un an en Cilicie contre les occupants français, un armistice est signé le 30 mai, à Ankara : c'est la première convention conclue par la Grande Assemblée avec une puissance étrangère.

La guerre d'Indépendance, dont la date initiale est le 20 juin, se confond avec la guerre gréco-turque déclenchée, avec l'assentiment des Alliés, pour imposer le traité de Sèvres. Bien que ce traité n'ait été signé que le 10 août par le gouvernement ottoman, les clauses en étaient connues à l'avance : Constantinople demeurait au sultan, les Détroits étaient ouverts à la navigation, même en temps de guerre, et étaient placés sous la surveillance de la « Commission des Détroits » ; un Kurdistan autonome devait être créé ; l'Arménie devenait un Etat libre et indépendant ; la Grèce recevait la Thrace, les îles d'Imbros et de Ténédos, Smyrne et une

grande partie des provinces égéennes ; la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie étaient détachées de l'Empire ottoman ; les droits des minorités étaient protégés ; les capitulations étaient rétablies et aggravées ; des zones d'influence en Anatolie étaient réservées à l'Angleterre, à la France et à l'Italie. Il est évident qu'un tel traité ne peut recevoir l'approbation des nationalistes. Ceux-ci, qui ont avancé en direction de Constantinople, sont obligés de battre en retraite devant l'attaque de l'armée grecque (22 juin), qui occupe en août tout l'ouest de l'Anatolie. En janvier 1921, les Grecs lancent vers Eskichéhir et Doumloupinar une attaque qui se heurte à de solides positions turques ; mieux même, le colonel Ismct Pacha (futur Ismet Ineunu), triomphe des Grecs à Ineunu et brise leur offensive (10 janvier 1921), remportant ainsi la première victoire turque. De son côté, à l'est, le général Kâzim Karabékir obtient des succès contre les Arméniens et récupère les territoires perdus en 1878 : ces gains sont confirmés par les traités d'Alexandropol (3 décembre 1920), de Moscou (16 mars 1921) et de Kars (12 octobre 1921). D'autre part, en août 1920, a été signé un accord avec le gouvernement soviétique qui soutient « moralement et matériellement » les nationalistes.

Pendant l'hiver des négociations s'engagent entre les Alliés (particulièrement les Français et les Italiens), le gouvernement ottoman et les nationalistes en vue de réviser le traité de Sèvres ; mais on n'aboutit à aucun résultat et les hostilités reprennent, le 23 mars 1921, par une offensive grecque vers Eskichéhir : le 31 mars, les Turcs remportent une deuxième victoire à Ineunu. En juillet, les Grecs repartent à l'attaque et s'emparent cette fois d'Afyon Karahisar, de Kutahya et d'Eskichéhir.

Les troupes turques se sont retirées derrière le Sakarya, mais leur position est critique. Le 5 août 1921, Moustafa Kémal est nommé généralissime avec pouvoirs dictatoriaux pour trois mois. Le 23 août est déclenchée une bataille qui dure vingt-deux jours : d'abord victorieuse, l'armée grecque finit par lâcher pied et bat en retraite ; c'est à l'occasion de cette victoire que la Grande Assemblée nationale décerne à Moustafa Kémal le titre de *Gazi* (victorieux).

Des négociations sont ensuite entamées pour mettre fin à la guerre, mais les propositions des Alliés sont repoussées par les Turcs et celles des Turcs par les Alliés. Moustafa décide, au début de l'été 1922, de frapper un coup décisif : le 26 août, les troupes turques enfoncent les lignes grecques, et le 30, la victoire de Doumloupinar vient compléter ce succès (bataille du « Généralissime »). Poursuivant leur effort, les Turcs entrent à Smyrne le 9 septembre (le 13 la ville est en grande partie détruite par un immense incendie) ; le 18 septembre il ne reste plus un soldat grec en Anatolie. Alors que les Anglais, dont les troupes sont sur le Bosphore et les Dardanelles, envisagent un conflit armé avec les Turcs, les Français, qui ont conclu en juin 1921 avec les nationalistes un accord, ratifié le 20 octobre 1921 à Ankara, interviennent et réussissent à faire signer un armistice à Moudanya (11 octobre 1922) ; les Turcs reprennent possession de la Thrace et administrent la zone des Détroits où les Alliés peuvent conserver des troupes jusqu'à la conclusion de la paix.

Une conférence doit s'ouvrir à Lausanne pour fixer les clauses de cette paix ; pour empêcher le gouvernement du sultan d'être représenté à la conférence, Moustafa Kémal fait voter, le 1^{er} novembre 1922, l'abolition du sultanat (le califat est encore maintenu). Le dernier cabinet ottoman donne aussitôt sa démission et, le 17 novembre, le sultan Mehmed VI s'embarque à bord d'un navire britannique. La Grande Assem-

blée le déclare déchu et nomme calife son cousin Abdul Medjid. La Conférence de Lausanne, ouverte le 21 novembre 1922, aboutit à une paix signée le 24 juillet 1923 : c'est une victoire pour les Turcs qui obtiennent comme frontière en Thrace le cours de la Maritza et récupèrent les îles d'Imbros et de Ténédos ; la Grèce doit démilitariser les îles proches de la côte anatolienne ; les populations grecques de Turquie (sauf Stamboul) et turques de Grèce (sauf la Thrace occidentale) seront échangées ; la souveraineté italienne sur le Dodécanèse est reconnue ; les Détroits pourront être remilitarisés par les Turcs, au cas où ils participeraient à une guerre ; les capitulations sont abrogées ; les Alliés évacueront Stamboul six semaines après la ratification de la paix. Il n'était plus question ni d'Arménie ni de Kurdistan. Une seule contestation subsiste : au sujet du territoire de Mossoul qui, finalement, en juin 1926, est cédé à l'Irak moyennant une compensation financière. Le 23 août 1923 la paix est ratifiée par la Grande Assemblée Nationale ; le 2 octobre les Alliés évacuent Stamboul où les troupes turques font leur entrée le 6 : la guerre d'Indépendance était terminée.

Le 1^{er} avril la première Grande Assemblée Nationale s'était dissoute ; les élections, commencées en juin et terminées au début d'août, désignent pour la deuxième Assemblée les candidats du « Groupe de la Défense des Droits », groupe de Moustafa Kémal, qui prend le nom de « Parti du Peuple » (9 août). Le 13 août, Moustafa Kémal est élu président de l'Assemblée ; le 29 octobre, le régime républicain est instauré ; le même jour, Moustafa Kémal devient Président de la République et Ismet Inéunu est nommé premier ministre. Ankara est la capitale de l'Etat.

Enfin, dernière étape de la révolution, le 3 mars 1924, l'abolition du califat est votée, en même temps que sont supprimés les établissements d'enseignement religieux et les tribunaux musulmans. Une tâche énorme s'offre désormais à Moustafa Kémal : refaire la Turquie.

La République turque. — La tâche est grande en effet, qui consiste à faire d'un Etat arriéré et

soumis à la tutelle économique de l'Europe occidentale un pays moderne, débarrassé des contraintes imposées par l'étranger. Durant les quinze ans qu'il est demeuré au pouvoir, Moustafa Kémal a consacré ses efforts à la réalisation de ce dessein ; il est incontestable que sa forte personnalité, son action directe, sa volonté ferme et décidée ont été pour beaucoup dans ce renouveau : sans lui que serait devenue cette Turquie rendue indépendante ? Probablement un Etat déchiré par les divergences intérieures et en butte aux attaques plus ou moins ouvertes de l'extérieur. En créant un parti unique, en muselant l'opposition, en constituant ainsi une union nationale autour de sa personne et de ses idées, Moustafa Kémal a réussi à redonner au peuple turc la confiance en soi et le désir d'accomplir un net redressement. Le 30 avril 1924, la constitution de la République turque est votée par l'Assemblée nationale ; cette constitution attribue les pouvoirs législatif et exécutif à l'Assemblée ; en fait, le pouvoir exécutif est aux mains du Président de la République et du Conseil des Ministres. L'Assemblée comprend une chambre unique, élue pour quatre ans par tous les citoyens (les femmes obtiennent le droit de vote en 1934) ; elle élit à son tour, et pour quatre ans, le Président de la République. Jusqu'en 1945, il n'a pour ainsi dire existé qu'un seul parti : le Parti Républicain du Peuple, démocrate et populiste au point de vue politique, étatiste au point de vue économique, et laïque au point de vue religieux. Pratiquement, Assemblée et Parti du Peuple sont aux ordres de Moustafa Kémal et entérinent ses décisions.

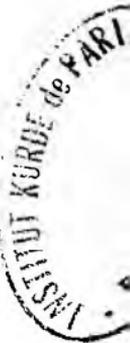
En politique intérieure, les faits marquants sont l'abolition de la polygamie, la suppression des ordres religieux et l'interdiction du port du fez (août-novembre 1925) ; l'institution de

nouveaux codes civil, criminel et commercial, établis d'après les codes suisse, italien et allemand (janvier-février 1925); l'obligation du mariage civil (septembre 1925); l'abolition de l'article de la constitution déclarant l'Islam religion de l'Etat (avril 1928); l'introduction de l'alphabet latin (novembre 1928); l'application de tarifs douaniers protecteurs, afin d'encourager le développement d'une industrie purement turque et la suppression progressive des concessions étrangères (juin 1929). Il faut noter à ce moment quelques tentatives d'opposition aux réformes d'Ataturk, tentatives qui se traduisent par la formation d'un parti républicain libéral, dont la durée est très brève, par une révolte des Kurdes dans la région du mont Ararat (une révolution au Kurdistan avait déjà éclaté en février 1925, mais avait été rapidement réprimée), et par une révolte à caractère religieux à Ménémén, près de Smyrne (mai-décembre 1930). En 1931, la Banque centrale de la République (*Merkez Bankasi*) est organisée définitivement : elle succède à la Banque ottomane comme banque d'Etat et institut d'émission; la Banque agricole (*Ziraat Bankasi*) et la Banque d'affaires (*Ich Bankasi*) contribuent au relèvement du pays. En janvier 1934, est lancé un plan de quatre ans pour développer l'industrie; les entreprises industrielles sont sous le contrôle de la *Sumer Bank* et de l'*Eti Bank*; les voies ferrées, qui ne sont plus aux mains des sociétés étrangères, sont considérablement développées, notamment dans l'Est et le Sud du pays. En janvier 1935, les citoyens turcs doivent prendre des noms de famille; sur la proposition de l'Assemblée, Moustafa Kémal devient Kémal Ataturk. En octobre 1937, Ismet Ineunu, qui était depuis 1924 premier ministre, cède son poste à l'économiste Djélal Bayar.

En politique extérieure, la politique turque est résolument pacifiste et cherche à conclure des accords aussi bien avec ses voisins qu'avec les grandes puissances : avec la Russie, traité de neutralité et de non-agression (décembre 1925), avec l'Italie, pacte de non-agression pour cinq ans signé le 30 mai 1928; traité avec la Bulgarie (6 mars 1929); le traité avec la Russie est renouvelé en décembre 1929; les rapports sont améliorés avec la Grèce à la suite de la signature du traité d'Ankara réglant toutes les questions en suspens

(30 octobre 1930) ; en octobre 1931, Litvinov vient à Ankara et renouvelle pour cinq ans le traité turco-russe ; de même le traité avec l'Italie est renouvelé pour cinq ans (mai 1932) ; un mois plus tard, la Turquie entre à la Société des Nations. L'année suivante un pacte de non-agression pour dix ans est conclu avec la Grèce. Le 9 février 1934, le pacte des Balkans est signé par la Turquie, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie : les quatre puissances se garantissent mutuellement leurs frontières : c'est « l'Entente balkanique » à laquelle la Bulgarie refuse d'adhérer. En juillet 1936, par la Convention de Montreux, la Turquie retrouve le contrôle intégral des Détroits. L'équivalent du pacte balkanique est signé en juillet 1937, avec les Etats asiatiques : Irak, Iran, Afghanistan (pacte de Saadabad). Les rapports franco-turcs qui ont été réglés par différents accords (30 mai 1926, 1^{er} février 1930) s'enveniment à propos du Sandjak d'Alexandrette que la Turquie réclame (6 décembre 1937) ; la crise est grave, mais à la suite de négociations, les Turcs du Sandjak obtiennent certains privilèges, et finalement le 23 juin 1939, la France et la Turquie signent un pacte de non-agression, et la France cède le Sandjak d'Alexandrette qui prend désormais le nom de Hatay. Avec l'Angleterre, un premier accord a été signé le 5 juin 1926, qui règle la question de Mossoul ; cet accord est transformé en pacte d'assistance mutuelle, auquel la France adhère le 19 octobre 1939.

Un an auparavant, le 10 novembre 1938, Kémal Ataturk, fondateur de la République, était mort, pleuré par tout un peuple auquel il avait consacré toute son énergie ; son œuvre grandiose est continuée par le nouveau Président de la République, Ismet Ineunu, qui prend le pouvoir dans des cir-



constances difficiles, aux approches de la deuxième guerre mondiale. Mais la Turquie est décidée à demeurer en dehors d'un conflit où elle n'a rien à gagner ; après le pacte d'assistance mutuelle, signé avec la France et l'Angleterre, un pacte de non-agression avec la Russie est annoncé (24 mars 1941), tandis qu'un traité d'amitié avec l'Allemagne est conclu le 18 juin 1941, destiné à marquer sa neutralité entre les deux camps. Cependant, en décembre 1943, Ismet Ineunu a une entrevue au Caire avec Roosevelt et Churchill qui lui demandent de faire entrer la Turquie dans le conflit ; la Grande Assemblée Nationale décide d'arrêter les exportations de chrome vers l'Allemagne et les autres pays de l'Axe (mai 1944) et bientôt les relations politiques et commerciales avec l'Allemagne sont rompues (2 août 1944), puis avec le Japon (3 janvier 1945) ; ce n'est que le 23 février 1945 que la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon, mais sans prendre part effectivement au conflit. A la fin de la guerre, la Turquie compte au nombre des Nations Unies.

En décembre 1945 est créé le Parti Démocrate, dont le président est Djélal Bayar ; aux élections de mai 1950 ce parti triomphe largement du Parti Républicain du Peuple : Djélal Bayar devient Président de la République et Adnan Mendérés président du Conseil. Le succès du Parti Démocrate est confirmé aux élections de 1954 et, à un degré moindre, à celles de 1957. Le gouvernement démocrate pratique, à l'intérieur du pays, une politique de libéralisme économique (appel aux capitaux étrangers, dénationalisation de certaines industries) et favorise très nettement la classe paysanne qui représente la grande majorité du corps électoral ; en outre la grande tolérance à l'égard de l'Islam

des nouveaux dirigeants provoque des mouvements de réaction religieuse, parfois violents et fanatiques dans le Centre et l'Est de la Turquie.

En politique extérieure, après la demande de révision des accords de Montreux formulée en 1946 par la Russie, la Turquie adhère à la doctrine Truman, reconnaît l'Etat d'Israël (1948) et se lie étroitement aux puissances occidentales, plus particulièrement aux Etats-Unis. En septembre 1951, en même temps que la Grèce, elle est admise dans le Pacte atlantique, et le rapprochement opéré avec la Grèce et la Yougoslavie permet la conclusion du Pacte balkanique (1953-54). En février 1955, avec l'Iran, l'Irak, le Pakistan, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, la Turquie crée le groupe du Pacte de Bagdad (devenu le C.E.N.T.O. après la révolution irakienne de juillet 1958). Mais, d'une part, les incidents anti-grecs d'Istanbul et d'Izmir de septembre 1955, nés de la tension surgie entre la Grèce et la Turquie à propos de Chypre, et d'autre part la prise de position neutraliste adoptée par la Yougoslavie entraînent l'abandon du Pacte balkanique. La tension avec la Grèce ne fait que croître jusqu'en 1959, date à laquelle une solution est trouvée au problème de Chypre.

La détérioration de la vie économique, due à des investissements exagérés et mal répartis, la promulgation de lois anti-démocratiques sur la presse et des mesures illégales contre l'opposition amènent le renversement du gouvernement démocrate à la suite d'un coup d'Etat déclenché par des officiers supérieurs appuyés par les universitaires, le 27 mai 1960. Djélal Bayar, Mendérès, les ministres et de nombreux députés démocrates sont arrêtés et traduits devant une Haute-Cour de Justice. Un Comité gouvernemental militaire, dirigé par le

général Djémal Gürsel, prend en mains la direction du pays. En novembre 1960, les extrémistes du Comité militaire sont éliminés, et en juillet 1961 une nouvelle Constitution, préparée par une Assemblée Constituante où le P.R.P. est majoritaire, est adoptée par la nation ; la nouveauté essentielle est l'institution d'un Sénat dont une partie des membres est nommée par le président de la République.

Les élections d'octobre 1961 n'ont pas confirmé le succès précédent du P.R.P., qui demeure cependant le parti le plus nombreux ; les anciens démocrates, rassemblés dans le Parti de la Justice (*Adalet Partisi*), connaissent un certain succès dans plusieurs villes de province ; le général Gürsel est élu Président de la République. Mais le gouvernement Ineunu est trop timoré, alors qu'il faudrait lancer d'énergiques réformes sociales ; la situation économique est peu brillante, et petit à petit le Parti de la Justice, dirigé depuis novembre 1964 par Suleyman Demirel, renforce ses positions en s'appuyant sur les milieux religieux et conservateurs. Aux élections d'octobre 1965, le P.J. emporte 240 sièges sur 450, contre 134 au P.R.P. C'est la revanche des anciens démocrates qui dirigent alors la Turquie sur la voie du conservatisme politique, de la stagnation sociale, de l'affairisme et de la lutte contre les milieux dits de gauche ; le nationalisme se manifeste dans l'appui sans réserve donné aux Chypriotes turcs et dans l'expulsion de Turquie des derniers ressortissants helléniques.

Au général Gürsel, gravement malade, succède le général Djevdet Sounay (29 mars 1966), considéré comme un réformateur, mais qui en fait entérine la politique conservatrice du P.J. A l'agitation qui grandit dans les universités et dans certains milieux ouvriers, le gouvernement répond par la répression ;

aux élections d'octobre 1969, le P.J. obtient encore la majorité (256 députés contre 143 au P.R.P.). Tandis que l'on note un timide rapprochement avec l'U.R.S.S. (voyage du général Sounay à Moscou en novembre 1969), les liens avec les Etats-Unis demeurent très étroits. La situation économique s'aggrave, en août 1970 la livre turque est dévaluée des deux tiers ; des attentats, puis des enlèvements, témoignent du durcissement des groupes gauchistes, notamment du *Dev Genç* (Jeunesse Révolutionnaire) ; le 12 mars 1971 l'armée exige la démission du gouvernement Demirel, remplacé par un ancien député populiste, Nihat Erim, dont la bonne volonté se heurte à l'opposition du P.J. et aux réticences des autres partis ; devant la nouvelle vague de violence, il doit mener une politique de répression, interdit le Parti Ouvrier turc, fait condamner intellectuels et enseignants de gauche (Yaşar Kemal, Mümtaz Soysal, etc.). A Nihat Erim, démissionnaire en avril 1972, succède un homme de droite, Ferit Melen, au moment où Ismet Ineunu perd la présidence du P.R.P. au profit d'un homme du centre gauche, Bulent Edjevit (mai 1972). L'opposition entre l'armée et les partis politiques se manifeste au cours de l'élection du nouveau Président de la République : il faut près d'un mois avant qu'un accord se réalise sur la personne de l'amiral Fahri Korouturk (6 avril 1973). Cependant le vent tourne quelque peu, et aux élections d'octobre 1973, le P.R.P. obtient 185 députés contre 149 seulement au P.J., affaibli par la scission du Parti Démocratique (45 députés) ; apparaît également le Parti du Salut National (*Millî Selâmet Partisi*) nettement proreligieux, mais assez ouvert sur le plan social (48 députés). Trois mois de négociations sont nécessaires avant la formation d'un gouvernement

de coalition P.R.P. - P.S.N., dirigé par Bulent Edjevit (25 janvier 1974). Peu avant, la mort d'Ismet Ineunu (25 décembre 1973) a marqué véritablement la fin du kémalisme.

Si la situation intérieure semble s'améliorer et si une détente se manifeste (amnistie politique, création d'un Parti Socialiste Ouvrier turc, juin 1974), deux événements sont à signaler : l'un est la reprise de la culture du pavot, qui avait été abandonnée à la demande des Etats-Unis en juin 1971, l'autre est la nouvelle crise de Chypre qui a éclaté en juillet 1974 et a vu un débarquement de troupes turques dans l'île ; les changements politiques à Athènes et à Nicosie permettent l'ouverture de négociations à Genève sur la question chypriote, mais les rapports avec les Grecs sont difficiles, en raison notamment du problème de la délimitation des droits sur le plateau continental en mer Egée.

La situation politique turque demeure encore incertaine ; le gouvernement Edjevit ne peut mener à bien toutes les réformes qu'il souhaiterait promouvoir ; la réaction religieuse est très forte et prend souvent un caractère politique réactionnaire. Le kémalisme n'est plus maintenant qu'un mot, dont la grande majorité des Turcs paraît avoir oublié la signification, sauf les milieux militaires qui prétendent sauvegarder l'héritage du « Chef éternel ». Encore faudrait-il l'adapter aux conditions du monde moderne ; près de quarante ans après la mort d'Atatürk, la Turquie doit se trouver une nouvelle voie politique.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- J. VON HAMMER, *Histoire de l'Empire ottoman*, trad. J.-J. HELBERT, Paris, 1835-1844.
- L. LAMOUCHE, *Histoire de la Turquie*. 2^e éd., Paris, 1953.
- R. M. DAVISON, *Turkey*, Englewood Cliffs, N.J., 1968.
- P. PELLIOT, *La Haute Asie*, Paris, 1931.
- L. BAZIN, *Les calendriers turcs anciens et médiévaux*, Paris, 1974.
- W. BARTHOLD, *Turkestan down to the Mongol invasion*, Londres, 1928.
- W. BARTHOLD, *Histoire des Turcs d'Asie centrale*, trad. M. DONSKIS, Paris, 1945.
- G. OSTROGORSKY, *Histoire de l'Etat byzantin*, Paris, 1956.
- J. LAURENT, *Byzance et les Turcs seldjoukides*, Nancy, 1913.
- C. CAHEN, *La Syrie du Nord à l'époque des croisades*, Paris, 1940.
- C. CAHEN, *Pre-Ottoman Turkey*, Londres, 1968.
- S. VRYONIS JR, *The decline of medieval Hellenism in Asia Minor and the process of Islamization...*, Berkeley - Los Angeles, 1971.
- M. F. KÖPRÜLÜ, *Les origines de l'Empire ottoman*, Paris, 1935.
- P. WITTEK, *The rise of the Ottoman Empire*, Londres, 1938.
- H. INALCIK, *The Ottoman Empire. The Classical Age 1300-1600*, Londres, 1973.
- A. S. ATIYA, *The Crusades in the later Middle Ages*, Londres, 1938.
- W. HEYD, *Histoire du commerce du Levant au Moyen Age*, Leipzig, 1923.
- F. BABINGER, *Mahomet II le Conquérant et son temps*, Paris, 1954.
- H. LYBYER, *The Government of the Ottoman Empire in the time of Suleiman the Magnificent*, Cambridge (Mass.), 1913.
- R. MANTRAN, *La vie quotidienne à Constantinople au temps de Soliman le Magnifique et de ses successeurs*, Paris, 1965.
- R. MANTRAN, *Istanbul dans la seconde moitié du XV^{II}^e siècle*, Paris, 1962.
- A. C. WOOD, *A History of the Levant Company*, Londres, 1935.
- P. MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant*, 2 vol., Paris, 1896-1911.
- H. A. R. GIBB et H. BOWEN, *Islamic Society and the West. Islamic Society in the XVIIIth century*, 2 vol., Londres, 1950-1957.
- J. ANCEL, *Manuel historique de la question d'Orient (1799-1930)*, Paris, 1930.
- A. S. ANDERSON, *The Eastern Question 1774-1923*, Londres, 1966.
- J. HAJJAR, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient (1815-1848)*, Paris, 1970.
- R. M. DAVISON, *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*, Princeton, 1963.
- E. E. RAMSAUR, *The Young Turks. Prelude to the revolution of 1908*, Princeton, 1957.
- B. LEWIS, *The Emergence of modern Turkey*, Oxford, 1961.
- J. DENY et R. MARCHAND, *Petit manuel de la Turquie nouvelle*, Paris, 1932.
- MOUSTAFA KEMAL, *Discours*, éd. française, Leipzig, 1928.
- R. ROBINSON, *The first Turkish Republic*, Cambridge (Mass.), 1963.
- E. J. COHN, *Turkish economic, social and political change*, New York, 1970.
- A. KISLALI, *Forces politiques dans la Turquie moderne*, Ankara, 1968.
- S. K. YETKIN, *L'architecture turque en Turquie*, Paris, 1962.
- A. GABRIEL, *Monuments turcs d'Anatolie*, Paris, 1931.
- A. GABRIEL, *Une capitale turque : Brousse*, Paris, 1958.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Les Turcs avant leur entrée dans le monde musulman	5
CHAPITRE PREMIER. — Les Seldjoukides	11
— II. — Les Principautés d'Anatolie et les débuts des Ottomans	28
— III. — Le développement et l'apogée de l'Empire ottoman	41
— IV. — Le déclin de l'Empire.....	62
— V. — Les réformes. La question d'Orient ...	79
— VI. — La révolution. La République	104
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	127

TABLE DES CARTES

L'ANATOLIE DES SELDJOUKIDES	26
L'EMPIRE OTTOMAN AU MILIEU DU XVII ^e SIÈCLE...	80-81
LA TURQUIE ACTUELLE.....	112-113

Institut kurde de Paris

Que sais-je?

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE
fondée et dirigée par Paul Angoulvent

Derniers titres parus

1550. **Le marché monétaire** (P. BERGER).
1551. **Le Cameroun** (J. IMBERT).
1552. **Culture individuelle et culture de masse** (L. DOLLOT).
1553. **Histoire de l'Aunis et de la Saintonge** (J.-M. DEVEAU).
1554. **La théorie des graphes** (A. SACHE).
1555. **La pollution des mers** (G. BELLAN et J.-M. PÉRÈS).
1556. **La comptabilité analytique** (II. CULMANN).
1557. **Les Templiers** (R. PÉNOUD).
1558. **L'alimentation par les plantes** (J. CARLES).
1559. **La natation** (R. THOMAS et J. VALLET).
1560. **Grammaire de l'allemand** (M. PHILIPP).
1561. **Photocopie et reprographie** (S. LERMISSION et A. LUCAS).
1562. **Les langues romanes** (Ch. CAMPROUX).
1563. **L'électronique médicale** (R. GUILLIEN).
1564. **La vie japonaise** (P. LANDY).
1565. **Les lasers** (Fr. HARTMANN).
1566. **L'ère victorienne** (Fr. BÉDARIDA).
1567. **Les séries mathématiques** (G. CASANOVA).
1568. **Le titane et ses applications** (J. LACHNITT).
1569. **Le suicide** (P. MORON).
1570. **Le second âge nucléaire** (Cl. DELMAS).
1571. **Les probabilités** (A. JACQUARD).
1572. **L'insécurité européenne** (Ch. ZORGBIDE).
1573. **La physique des matériaux** (P. PÉGUIN).
1574. **Le vocabulaire anglais** (P. BACQUET).
1575. **L'audio-visuel** (J.-J. MATRAS).
1576. **L'allégorie** (A. MASSON).
1577. **Sociologie de l'Italie** (D. SCHNAPPER).
1578. **La réaction métabolique** (M.-F. JAYLE et J. BEGUE).
1579. **La littérature québécoise** (L. MAILHOT).
1580. **Histoire d'Angkor** (M. GITEAU).
1581. **La vie allemande** (R. CHEVAL).
1582. **L'anatomie humaine** (A. DELMAS).
1583. **La psychiatrie de l'enfant** (D.-J. DUCHÉ).
1584. **La conquête de l'Amérique espagnole** (M. MAHN-LOT).
1585. **L'espace rural** (H. de FARCY).
1586. **Les littératures scandinaves** (Fr. DURAND).
1587. **Le gauchisme** (H. ARVON).
1588. **Le flamenco** (A. GOBIN).
1589. **Les philosophes de la nature** (M. AMBACHER).
1590. **Les institutions soviétiques** (M. LESAGE).
1591. **Les accidents du travail** (J. LEPLAT et X. CUNY).
1592. **Le jeu d'échecs** (Fr. LE LIONNAIS).
1593. **Les mass media aux Etats-Unis** (Cl.-J. BERTRAND).
1594. **Le camping** (L. MONTANGE).
1595. **Le plomb** (M. LHÉRAUD).
1596. **Les institutions espagnoles** (J. TESTAS).
1597. **Les gros mots** (P. GUIRAUD).
1598. **La géographie dans le monde antique** (G. AUJAC).
1599. **Les systèmes fiscaux** (P. BELTRAME).
1600. **La paix** (G. BOUTHOU).
1601. **La pop-music** (H. S. TORGUE).
1602. **La nutrition** (A. JACOB).
1603. **Le racisme** (Fr. de FONTETTE).
1604. **La littérature algérienne contemporaine** (J. DÉJEUX).
1605. **Signes, symboles et mythes** (L. BENOIST).
1606. **L'économie médiévale** (G. ANTONETTI).
1607. **L'écologie humaine** (G. OLIVIER).
1608. **La photographie scientifique** (G. BETTON).
1609. **La Méditerranée catalane** (P. DEFONTAINES).